



Ces couples homosexuels qui veulent des enfants

- L'enquête du « Monde » sur l'apparition de familles « homoparentales » en France
- Les enfants sont le plus souvent issus d'une première union hétérosexuelle
- Le recours à l'insémination artificielle se développe
- Sociologues et psychiatres sont partagés



La mort d'un prodige

Célébré dès l'enfance, le violoniste Yehudi Menuhin plaçait son génie et sa notoriété au service des grandes causes de l'humanité. Il est mort vendredi à Berlin.

Corée du Nord : famine et chantage

Un entretien exclusif avec l'ancien numéro trois du régime nord-coréen. Hwang Jang-yop parle de la famine - plus de trois millions de morts - et du chantage nucléaire.

Allemagne : l'après-démision

Accueillie avec enthousiasme par les marchés, la démission d'Oskar Lafontaine complique les négociations sur le financement de l'Union européenne.



Mode : violence et paillettes

Bousculades musclées à l'entrée du défilé de Gaultier, paillettes chez Lacroix et sport chic chez Céline, le marathon du prêt-à-porter s'achève.

La liste « sociale » du PC

Robert Hue a présenté, samedi, sa liste pour les élections européennes, largement ouverte aux acteurs du « mouvement social ».

L'Algérie prépare la présidentielle

Éliminé de la liste officielle des candidats à l'élection présidentielle du 15 avril, le cheikh Mahfoud Nahnah, islamiste, conteste son éviction.

Tueur en série

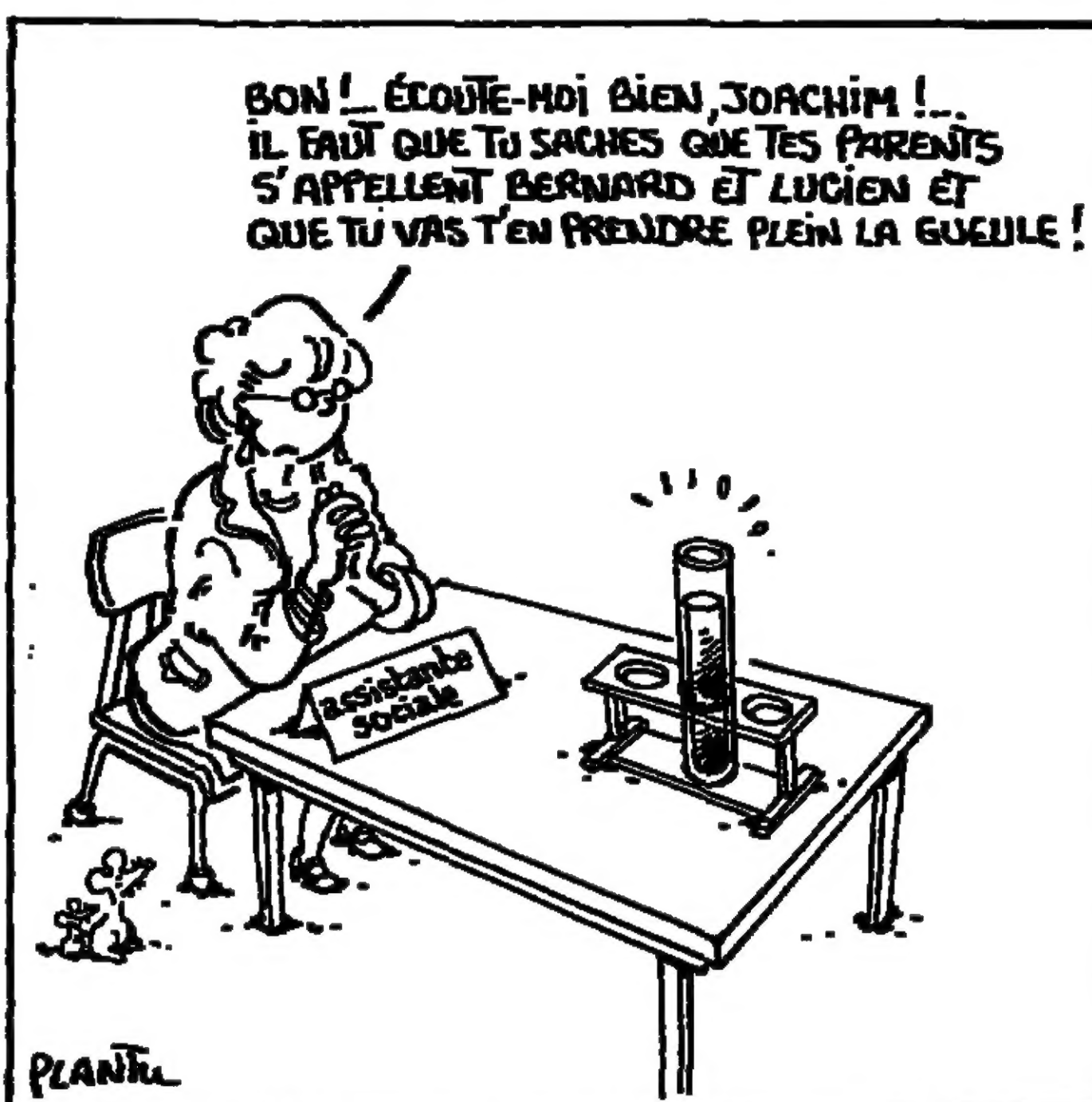
Examiné par trois psychiatres, Guy Georges, mis en examen pour sept meurtres, un viol et trois agressions sexuelles, a été déclaré « accessible à une sanction pénale ».

« Grand Jury »

Hubert Védrine est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 14 mars à 16 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 D ; Espagne, 225 Ptas ; France, 7,50 F ; Grèce, 300 Dr ; Hongrie, 200 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 10 Nkr ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 10 £ ; Suède, 20 Kr ; Suisse, 2,50 F ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0146-314-750 F



Les parents interrogés par Le Monde revendiquent leur droit au bonheur familial, sans pour autant masquer les difficultés liées à une telle situation que certains de leurs enfants évoquent aussi ouvertement. Une association de parents et futurs parents homosexuels organise des rencontres au cours desquelles les adhérents manifestent un désir d'enfant de plus en plus assumé et échangent des conseils sur les moyens de réaliser leur projet. Les psychologues et psychiatres sont très partagés sur la signification et les conséquences de cette évolution. Les sociologues relient l'« homoparentalité » au phénomène général de dissociation entre sexualité et procréation, et au rôle croissant pris par l'enfant dans la société. Ils soulignent aussi que l'évolution des formes familiales (familles recomposées, monoparentales) conduit à s'interroger sur la reconnaissance d'une famille avec deux parents de même sexe.

Lire pages 8 et 9

Lire pages 14 et 15

La jolie colonie de Matignon, dans la Vallée blanche

IL ÉTAIT environ 17 heures, vendredi 12 mars, lorsqu'une bonne moitié des membres du cabinet de Lionel Jospin ont quitté l'Hôtel Matignon, en autocar. Direction : les Alpes, et plus précisément une station hivernale, au pied du mont Blanc, pour un week-end de pure détente dans la Vallée blanche. Au menu, balades, descentes à ski, glisse en tout genre, siestes même pour les amateurs. Que du banal en somme, sauf qu'en la circonstance la politique s'en mêle.

C'est la première fois depuis leur installation au siège du gouvernement, en juin 1997, que des conseillers de Lionel Jospin s'embarquent, ensemble, pour quelques jours qui ne soient pas consacrés au travail. L'idée a germé chez certains d'entre eux, aux derniers jours gris de janvier. Fatigués par plusieurs mois harassants, ayant oublié depuis longtemps soleil et repos de leurs dernières vacances d'été, sachant qu'il faudrait patienter encore longtemps pour les prochaines, ces audacieux ont lancé l'idée d'un week-end à la neige.

Présentée comme une variante adulte des jolies colonies de vacances - « Merci papa,

merci maman, tous les jours on voudrait que ça recommence », comme dirait Pierre Perret -, la proposition a séduit. Organisateur discret de la Jospin, Henri Pradeaux, chef de cabinet, s'est arrangé pour trouver une sorte de gîte rural susceptible de donner un petit tour rustique à l'épopée. Il a été convenu que chacun payerait sa part et pourrait, s'il le souhaitait, être accompagné de son conjoint. L'affaire a pris de l'ampleur lorsque Olivier Schrameck, directeur de cabinet et skieur émérite, a fait savoir que l'offre l'intéressait, tandis que Lionel Jospin, lui, s'est contenté d'observer les préparatifs de l'expédition. Au total, ce sont quelque trente enfants de Lionel Jospin, trente conseillers du premier ministre - sur cinquante-cinq - qui sont montés dans l'autocar, vendredi, accompagnés de proches, et aussi de salariés de l'Hôtel Matignon.

Comme toujours dans la vie publique, l'anecdote charrie sa part d'enseignements. Jusqu'ici, l'équipe Jospin a fonctionné sur un mode strictement professionnel, genre sérieux frôlant l'austérité. Survenant tout à coup, l'escapade montagnarde renvoie à une autre époque de la vie gouvernementale, celle

de Michel Rocard où, sous la houlette de Jean-Paul Huchon, le cabinet - le « cabaroc », disaient ses membres - se vivait comme une bande de copains au service de leur chef, heureux de se retrouver, certains dimanches, loin de l'étofferie de Matignon. En renouant avec cette pratique, Olivier Schrameck et les siens, lancés dans une cohabitation censée durer jusqu'au printemps 2002, disent à leur façon combien leur travail leur use, combien le temps passé ensemble est si long qu'ils ont besoin d'air et, parfois, d'un brin d'activité ludique.

D'ailleurs, par une ironie dont l'actualité est coutumière, plusieurs anciens rocardiens, et Michel Rocard lui-même, passent le même week-end dans les Alpes, aux Arcs. Ils débattent notamment de l'Europe avec deux invités prestigieux : Alain Richard, ministre de la défense, et Dominique Strauss-Kahn, son homologue de l'économie, des finances et de l'industrie. Décidément, il est des jours où la montagne croule sous d'éminentes et inoffensives avalanches.

Jean-Michel Apathie

La Turquie en tenaille entre militaires et Kurdes

LA CAPTURE du chef kurde Abdullah Öcalan constitue certes un succès de taille pour les autorités turques, mais suffira-t-elle à pacifier le Kurdistan ? Aux prises depuis quinze ans avec la rébellion armée des Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la « petite Asie », forte de cette victoire face au terrorisme, acceptera-t-elle de concéder à sa minorité kurde quelques droits élémentaires ? Celui, par exemple, pour les douze millions de Kurdes de Turquie, d'avoir leur presse et d'enseigner leur langue. La tenue d'un « procès-victime » pour le chef du PKK ferait-elle oublier les entraves aux droits de l'homme dont la Turquie, au nom de la lutte contre le séparatisme, est coutumière et qui compromettent son futur européen ? Depuis 1984, la guerre entre l'armée régulière et les maquisards du PKK n'a fait qu'accentuer le fossé économique, éducatif et culturel entre l'ouest et l'est du pays, renforçant le sentiment de certains Kurdes, pourtant détenteurs constitutionnellement des mêmes droits que les Turcs, de n'être que des citoyens de deuxième zone. Quand le revenu annuel par tête est évalué à 7 882 dollars à Kocaeli, près d'Istanbul, il est de 774 dollars dans la pro-

vince d'Agri, à la frontière arménienne. Le nombre d'enseignants est, en moyenne, de un pour vingt-neuf étudiants à Ankara, mais passe à un pour quatre-vingt-six dans la province de Siirt, à la frontière irakienne. Cette guerre a profondément modifié le paysage urbain. Quatre millions de déplacés sont venus grossir les bidonvilles d'Istanbul, d'Ankara, d'Adana ou de Mersin, et forment le terreau du vote islamiste, lorsque les partis kurdes légaux sont empêchés de se présenter - un a été dissous en 1993, un autre fut interdit en 1994, et un troisième est en cours d'interdiction. L'affrontement militaire coûte cher au pays : entre 8 et 12 milliards de dollars par an. Elle est aussi source de profits. Surtout, sous couvert de lutte antiterroriste, elle a engendré une relation Etat-mafia qui constitue certainement la principale menace pour le pays, à l'heure actuelle. Certains épisodes, toujours pas élucidés, ont révélé au grand jour l'implication de responsables politiques dans la criminalité.

Marie Jégo

Lire la suite page 13

Au milieu, la rivière

POUR deux millions et demi de Français, le samedi 13 mars est la date la plus importante de l'année, celle de l'ouverture de la pêche. Un nombre croissant pratique la pêche à la mouche. Cent mille adeptes forment une sorte d'aristocratie qui taquine la truite, le brochet et autres salmonides, selon une méthode à la fois élégante, sportive et extrêmement complexe. Écologique aussi : le pêcheur à la mouche rend plus souvent qu'un autre ses prises à la rivière. Il pêche d'abord pour l'art, celui du beau geste, le « fouetté », qui dépose délicatement un leurre à la surface de l'eau, pour la beauté des paysages et pour l'amour du poisson, en qui il voit davantage un « compagnon de jeu » qu'une proie.

Lire page 20

Un homme de caractères



ROBERT MASSIN

PASSIONNÉ de graphisme et de littérature, Robert Massin a consacré sa vie aux divers métiers du livre. Éditeur, illustrateur, maquetiste et écrivain, il a mis en forme des milliers de pages, dessiné des centaines de couvertures. Avec lui, les Exercices de style de Queneau et La Contatrice chauve de Ionesco ont été transfigurés par l'art du typographe. De pigiste à Combat aux éditions Gallimard, l'itinéraire d'un homme de caractères.

Lire page 12

International	2	Placements	18
France	5	Jeu, météorologie	23
Société	8	Jour	29
Carnet	11	Culture	24
Horizons	12	Code culturel	26
Entreprises	16	Radio-Télévision	27

سكنا من الامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999

TENSION Le plus haut dirigeant nord-coréen à avoir fait défection en Corée du Sud, Hwang Jang-yop, confirme, dans une interview au Monde, la situation catastrophique de

cette nation où « la famine a fait plus de trois millions de morts ». Selon lui, le numéro un nord-coréen Kim Jong-il a transformé une « dictature du prolétariat en dictature militaire » et la

« moindre opposition ouverte est immédiatement réprimée ». • LES MENACES que la Corée du Nord fait peser sur la région divisent Américains, Japonais et Sud-Coréens sur la poli-

tique à adopter vis-à-vis du dernier régime stalinien de la planète. Washington et Tokyo sont partisans de la fermeté, Séoul et Pékin penchent en faveur du compromis. • EN THAI-

LANDE, des agents nord-coréens qui avaient enlevé un couple de diplomates de leur pays ont disparu. Les diplomates ont réussi à leur échapper, mais leur fils n'a pas été retrouvé.

Famine et chantage nucléaire en Corée du Nord

L'ex-numéro trois de Kim Il-sung, dans son premier entretien à la presse étrangère depuis sa défection, confirme que plus de 3 millions de personnes sont mortes de faim depuis 1995. Les Etats-Unis et leurs alliés sont divisés devant la menace militaire que fait peser Pyongyang sur l'Asie du Nord-Est

SEOUL

de notre envoyé spécial
Théoricien de l'idéologie du juche (autosuffisance), qui fut la bible du kimilsungisme, Hwang Jang-yop (soixante-dix-sept ans) est le plus haut dirigeant nord-coréen à avoir fait défection en Corée du Sud, en février 1997. Proche de Kim Il-sung et ayant contribué à l'éducation de son fils et héritier, Kim Jong-il, aujourd'hui au pouvoir, M. Hwang fut président de l'université Kim Il-sung puis responsable des questions internationales du Parti du travail avant de présider la commission des affaires étrangères du Congrès suprême du peuple. Depuis son arrivée à Séoul, il est placé sous la surveillance constante des services de renseignement pour sa protection. Au cours du premier entretien accordé à la presse étrangère, il a répondu aux questions du Monde.

« La Corée du Nord est en banqueroute économique, sa population est affamée. Comment expliquez-vous que le régime puisse se maintenir ? »

« Pour plusieurs raisons dont la plus déterminante est la nature de ce régime. Le pouvoir absolu dont dispose Kim Jong-il est si profondément institutionnalisé que personne ne pense qu'il pourrait en être autrement. Il n'existe pas de précédent d'un régime de cette nature. La population est corvée à la merci. En Chine, on dit qu'il est

vain de lire un livre à un bœuf. On ne peut pas non plus espérer du bœuf qu'il se révolte contre son maître... »

« Dans les pays de l'ancienne Europe de l'Est, il existait, en dépit de la répression, des formes d'opposition au régime. Est-ce le cas en Corée du Nord ? »

« On ne peut pas faire ce genre de comparaison. Pour moi, ces pays étaient des « pays libres ». En Corée du Nord, la moindre opposition ouverte est immédiatement réprimée et ceux qui y participent exécutés. Il peut y avoir des révoltes sporadiques. Même parmi les militaires. Mais elles sont circonscrites. Et ces incidents ne sont jamais révélés au niveau national. »

« Selon les estimations d'organisations humanitaires, la famine aurait fait 3 millions de morts depuis 1995. Cette évaluation vous semble-t-elle plausible ? »

« A mon départ, la population se chiffrait à 24,5 millions. Elle a beaucoup diminué depuis. Selon les chiffres du comité central du Parti du travail, il y a eu 500 000 morts de faim en 1995 et 1 million en 1996. A la fin de cette année-là, un membre du comité central m'a dit que, si des mesures d'urgence n'étaient pas prises, il y aurait 2 millions de morts en 1997. Au moins 1 million de personnes sont mortes de faim ou de maladies provoquées par la malnutrition en 1997 et autant en 1998. A la fin de



HWANG JANG-YOP

L'année dernière, la famine avait donc fait plus de 3 millions de morts.

« On dit que la situation serait moins dramatique à Pyongyang. »

« Par comparaison, oui. Mais même la police secrète, qui dispose pourtant d'un pouvoir considérable, demandait aux dirigeants comme moi de les aider à trouver de la nourriture. »

« Vous avez été l'un des plus proches collaborateurs de Kim Il-sung de 1958 à 1965 et vous l'avez servi fidèlement pendant près de quatre décennies. Qu'est-ce qui vous a décidé de faire défection ? »

« En 1995 et 1996, beaucoup de gens ont commencé à mourir en raison de la famine, mais la seule préoccupation de Kim Jong-il était de consolider son pouvoir et de préparer la guerre. Il est complète-

ment insensible aux souffrances de la population. J'ai pensé qu'il allait conduire le pays au désastre et qu'il était vain d'essayer de le conseiller. Donc j'ai décidé de partir. »

« En dépit des risques que vous faisiez courir à votre famille ? »

« Pour moi, la vie d'une famille est plus importante que celle d'un individu et la vie d'une nation plus que celle d'une famille. »

« Avez-vous des nouvelles de votre famille ? »

« Aucune. »

« Vous avez connu Kim Jong-il lorsqu'il avait dix-sept ans. Quel genre d'homme est-il ? »

« Si l'on se place du point de vue des réussites politiques, il n'a aucune des qualités qui font un leader : il a dérivé ce que son père lui a légué, ruiné l'économie et affamé la population. Et pourtant, il se maintient au pouvoir. C'est un habile manœuvrier qui sait réunir autour de lui le parti et les militaires. »

« Quel rôle joue l'armée ? »

« L'armée était déjà sous le contrôle de Kim Jong-il du vivant de son père. Et depuis qu'il est aux commandes, il a transformé la dictature du prolétariat en dictature militaire. A la faveur de la crise économique et de la désorganisation de la structure administrative civile, c'est l'armée - seule force encore organisée - qui a la haute main sur les usines et les coopératives agricoles. »

« Son moral est-il affecté par la famine ? »

« C'est bien pour cela que Kim Jong-il fait sans cesse des visites d'inspection de bases militaires et qu'une bonne part de l'aide alimentaire va aux militaires, dont les rations sont plus élevées que celles des civils. »

« Ce régime est un non-sens, un héritage anachronique de la guerre froide. Il tue, torture et affame son peuple »

« L'élite est-elle informée de ce qui se passe à l'étranger ? Est-elle surveillée ? »

« L'élite n'est pas homogène. Seuls les proches du pouvoir sont vraiment informés. Les autres le sont peu. Dans le comité central par exemple, les membres de la commission des affaires étrangères sont au courant des évolutions du monde. Ceux qui travaillent dans d'autres commissions, beaucoup moins. Surveillés ? Bien sûr. Même les membres les plus élevés du comité central : tous les groupes - et chacun à l'intérieur de son groupe - se surveillent mutuellement. »

« Un effondrement du régime est-il pensable ? »

« Je le souhaite. Ce régime est un non-sens, un héritage anachronique de la guerre froide. Il tue, torture et affame son peuple. Quand et comment tombera-t-il ? Je ne peux le dire. »

« Au cours d'une récente conférence devant des membres de l'Union sociale-démocrate, vous avez exprimé des doutes sur la politique d'ouverture (« sunshine policy ») du président sud-coréen Kim Dae-jung. Que pensez-vous de cette politique ? »

« Je ne suis pas en mesure de la juger. »

« La communauté internationale doit-elle continuer à aider la Corée du Nord ? »

« Donner une assistance alimentaire et médicale est nécessaire. Mais une aide économique signifie une assistance aux militaires. »

« Pensez-vous que la politique américaine de la carotte et du bâton soit judicieuse ? »

« Je ne connais pas les dessous de cette politique. »

« La Chine peut-elle avoir une influence sur Pyongyang ? »

« La Chine n'a pas d'influence sur la politique au jour le jour. Elle peut en avoir, en revanche, dans des situations exceptionnelles de crise. »

Propos recueillis par
Philippe Pons

Washington, Tokyo, Séoul et Pékin au cœur de l'équation stratégique

SEOUL

de notre envoyé spécial
Confrontés à la menace que fait peser la Corée du Nord sur la région par ses provocations armées et

ANALYSE

Partisans de la fermeté et tenants de la patience s'opposent à propos de Pyongyang

Le mystère qu'elle entretient sur son programme nucléaire, les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont de grandes difficultés à coordonner leurs politiques vis-à-vis de Pyongyang. La visite que vient d'effectuer en Asie du Nord-Est l'ancien secrétaire d'Etat américain à la défense William Perry, chargé par le président Clinton de définir de nouvelles orientations à la politique américaine à l'égard de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), est révélatrice de divergences de vues tant sur les sujets de préoccupation que sur les moyens d'y remédier.

M. Perry doit soumettre à la fin

ÉPREUVE DE FORCE

En dépit de la coopération « épaule contre épaule » entre Américains, Sud-Coréens et Japonais affichée à l'issue du séjour de M. Perry à Tokyo, dernière étape de son périple, le désaccord risque de s'accroître si Washington engage une épreuve de force avec Pyongyang, à laquelle ne sont favorables ni la Corée du Sud ni la Chine. Bien que Washington semble souscrire à l'approche globale (aide, levée des sanctions américaines et normalisation des relations avec la Corée du Nord en échange de transparence en matière d'armement) prônée par le président Kim Dae-jung, les di-

vergences concernent l'étape suivante : à partir de quel point peut-on considérer que cette approche conciliante a échoué et, dans l'hypothèse où ce seuil a été franchi, quelles mesures prendre ? La question est au cœur de l'équation nord-coréenne.

En dépit de l'accord intervenu en 1994 entre les Etats-Unis et la RPDC sur la fourniture par un consortium international (KEDO) de deux centrales à eau légère (dont l'énergie peut être moins facilement détournée à des fins militaires) en échange de l'arrêt d'un programme visant à produire l'arme atomique, Pyongyang a continué son « chantage du faible » pour obtenir plus d'aide. Diplomatiquement isolé, son

économie en banqueroute et sa population dépendante de l'aide alimentaire internationale, le dernier régime stalinien de la planète n'a d'autre visée que la menace qu'il peut représenter.

PROGRAMME NUCLÉAIRE

Mais, pour obtenir plus, il doit constamment maintenir la pression. Washington le soupçonne d'avoir repris son programme nucléaire. En août, il a envoyé au-dessus du Japon un « engin » (missile) qui a démonté ses capacités dans le domaine spatial. Washington exige d'inspecter le site souterrain où la RPDC aurait repris son programme nucléaire.

L'émissaire américain optimiste sur la « politique de diplomatie »

L'émissaire américain pour la Corée du Nord, William Perry, a exprimé, vendredi 12 mars, l'espoir que la question du probable développement d'armes atomiques par Pyongyang sera résolue par des moyens diplomatiques. « La politique que nous menons avec la Corée du Nord est une politique de diplomatie, et j'ai bon espoir que l'action diplomatique réussisse », a déclaré l'ancien secrétaire américain à la défense, lors d'un point de presse à Washington. Selon lui, il serait « complètement prématuré de parler ou de débattre d'une éventuelle action militaire contre la Corée du Nord ». M. Perry avait par ailleurs affirmé la veille que, contrairement aux affirmations du département d'Etat, la Corée du Nord continuait de développer des armes nucléaires.

A l'impatience de Washington s'ajoute le raidissement de Tokyo. Le « missile » a provoqué au Japon un émoi qui sert les partisans d'un renforcement des capacités militaires nippones et a relancé les projets de participation au programme antimissiles de théâtre américain et d'équipement en satellites d'observation, suscitant l'irritation de Pékin. Le déploiement, à la frontière chinoise, de missiles nord-coréens qui pourraient atteindre l'archipel, révélé par la presse nipponne, a rendu Tokyo encore plus fébrile, au point que le directeur de l'Agence de la défense a déclaré devant la Diète que le droit à l'autodéfense autorisait le Japon à attaquer des bases ennemies à titre préventif. La RPDC était visée par ces propos qui ont suscité une réaction courroucée à Séoul : le ministre de la défense, Cheon Young-tack, a exprimé sa « ferme opposition » à une éventuelle première frappe japonaise dans l'hypothèse où de nouveaux tirs de missiles nord-coréens paraîtraient imminents.

Si Washington paraît décidé à durcir le ton vis-à-vis de la RPDC, Séoul poursuit sa politique d'ouverture à l'égard de Pyongyang (« sunshine policy »). En dépit de la rumeur de son voisin, qui a rejeté sa proposition d'échanger les 18 espions nord-coréens récemment libérés contre 300 prisonniers de guerre du sud, Séoul envisage de fournir une aide en engrais à la RPDC : une première livraison de 40 000 à 50 000 tonnes pourrait être expédiée dans les prochaines semaines. La Corée du Sud ne met aucune condition à cette livraison (en avril 1998, les pourparlers entre le Nord et le Sud avaient échoué sur cette question : Séoul exigeait des rencontres entre familles séparées en échange de 500 000 tonnes d'engrais).

Les protagonistes de l'équilibre dans la péninsule coréenne se divisent désormais en deux camps : d'un côté les tenants de la fermeté vis-à-vis de Pyongyang (Etats-Unis et Japon) ; de l'autre, les partisans de la modération et de la patience (Chinois et Coréens du Sud) qui prônent le réalisme : jamais le régime de Pyongyang ne renoncera d'un seul coup à l'unique carte qu'il a en mains (la menace potentielle). La seule voie est de le contraindre à évoluer, car il est loin d'être certain que l'isolement fera plier Pyongyang. Quant à une « solution iranienne », elle semble impossible étant donné la proximité géographique sans un « feu vert » - peu probable - des Chinois et des Coréens du Sud.

Philippe Pons



La guide du voyageur
en Amérique
du Nord
(et il est gratuit)

AMÉRIQUE USA - CANADA

Il comprend :

Tous les vols à prix réduits.
exemples de prix
au 10 janvier 1999 :

MONTREAL	1540 FF A/R
NEW-YORK	1540 FF A/R
LOS ANGELES	1880 FF A/R
SAN FRANCISCO	1880 FF A/R
MIAMI	1870 FF A/R
MEXICO	2960 FF A/R
VANCOUVER	2200 FF A/R
WASHINGTON	1540 FF A/R

- Les locations de voitures à partir de 735 FF HT par semaine en kilométrage illimité
- Les locations de camping-cars à partir de 240 FF HT
- Les locations de tout-terrain et de Harley Davidson
- de 1 000 hôtels et motels à partir de 305 FF TTC la chambre
- Les lodges des parcs nationaux
- Les séjours en ranches
- Les expéditions et raftings
- Des renseignements pratiques

Envoi du guide contre 10 FF en timbres.
(* offre personnelle limitée ; prix au 10/01/99 révisables)

BACK ROADS 14, place Dentier-Rochereau - 75014 Paris
Tél. : 01 43 22 65 65 - Lic. 075960068

Quand les agents du « pays ermite » règlent leurs comptes à l'étranger

BANGKOK

de notre correspondant
Les démentis de Nord-Coréens à l'étranger font de bons romans policiers. Cette fois-ci, la tentative d'enlèvement d'un couple de diplomates nord-coréens par cinq agents de Pyongyang a tourné court en rase campagne thaïlandaise, lorsque leur minibus s'est renversé, dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 mars. Quand la police est arrivée sur les lieux, les ravisseurs se sont évaporés, emmenant le fils du couple, qui se trouvait à bord d'un deuxième véhicule. La police soupçonne que les ravisseurs tentaient de rapatrier de force le couple et leur fils via le Laos et enquête sur d'éventuelles complications locales.

L'affaire s'est ébruitée quand, à la mi-février, Hong Sun-gyong, conseiller scientifique nord-coréen à

Bangkok, a disparu en compagnie de son épouse et de son fils. La levée de l'immunité diplomatique a été accordée sur requête de Pyongyang, qui a affirmé sans preuves que Hong Sun-gyong et son fils, âgé de dix-neuf ans, étaient impliqués dans un détournement de fonds. L'ambassadeur nord-coréen en Thaïlande avait été rappelé trois semaines auparavant et n'a pas regagné son poste, pour raison officielle de maladie. La trace de la famille Hong Sun-gyong semble avoir été retrouvée, depuis, par des agents nord-coréens.

En 1983, l'explosion d'une bombe placée par des agents nord-coréens sous une tribune officielle en Birmanie avait tué une partie du gouvernement sud-coréen. Plus récemment, en 1996, un trafic de faux dollars, mis au jour en Thaïlande, avait défrayé la chronique : des di-

plomates nord-coréens au Cambodge avaient tenté, en vain, de faire passer au Vietnam, par la route, un terroriste japonais, titulaire d'un passeport diplomatique nord-coréen et dont Tokyo avait perdu la trace depuis 1970, quand ce dernier et huit autres radicaux avaient détourné sur la Corée du Nord un avion de ligne nippon.

VIOL DE SOUVERAINETÉ

Le terroriste en question, Yoshimi Tanaka, alias Kazumori Hayashi, était membre de l'Armée rouge. L'hebdomadaire américain Newsweek avait alors rapporté qu'après avoir fait demi-tour la limousine avait été encadrée par la police cambodgienne, en collaboration avec des agents des services secrets américains. Trahi par l'empreinte de son pouce, Tanaka avait été arrêté et ex-

tradé en Thaïlande, où son procès se poursuivait pour « possession et usage de faux dollars ».

Hong Sun-gyong et son épouse sont, quant à eux, à la fois détenus et protégés par la police thaïlandaise. Ils ont demandé l'asile auprès de l'ONU et Séoul a proposé de les accueillir. Bangkok a exigé des « excuses officielles et immédiates » pour viol de souveraineté : trois Nord-Coréens sont des employés de l'ambassade à Bangkok et les deux autres sont venus de Pyongyang. La police recherche le fils de Hong Sun-gyong, « détenu contre sa volonté » selon les Thaïlandais. Si ses ravisseurs n'ont pas réussi à le faire passer au Laos, ils pourraient l'avoir ramené dans les locaux de la chancellerie nord-coréenne à Bangkok.

Jean-Claude Pomont

[illegible]

Hans Eichel devient officiellement ministre des finances

11 mars, le chancelier Gerhard Schröder a été nommé, vendredi, à la présidence du SPD. Avec la nomination de Hans Eichel au ministère des fi-

nances, le chancelier se trouve désormais seul maître à bord, entouré d'une équipe de fidèles au gouvernement. *(lire aussi page 10)*

de l'économie, Werner Müller, sans étiquette, qui assure l'intérim de M. Lafontaine. Le sommet franco-allemand des ministres des finances, prévu le 23 mars à Aix-en-Provence, a été repoussé *sine die*. Au cours d'une conférence de presse où il est apparu très tendu, le chancelier a précisé que le remplacement du ministre des finances serait le seul mouvement au sein de son cabinet.

les dossiers sociaux seront gérés par le ministre du travail, l'ancien syndicaliste de la métallurgie Walter Riester, tandis que Bodo Hombach, organisateur de la campagne électorale de M. Schröder, gère la chancellerie.

Parmi les adversaires de M. Schröder, l'ancien chef du groupe parlementaire SPD, Rudolf Charping, que M. Lafontaine

bilité des cafouillages du gouvernement sur les idées économiques keynésiennes de M. Lafontaine et les convictions antinucléaires de M. Trittin. Les faux pas du gouvernement sont également dus aux erreurs de la chancellerie, mais M. Schröder n'en a pas beaucoup navié le prix politique.

Surtout, le chancelier ne pourra plus compter sur l'aide de M. La-

C'est le « premier succès du capital ». Klaus Zwickel, le président du syndicat de la métallurgie IG Metall, a déploré le départ d'Oskar Lafontaine, estimant que sa démission était un mauvais signal. « *Partir en courant n'est pas social-démocrate* », a-t-il reproché à M. Lafontaine, qui était devenu l'un des principaux soutiens des syndicats. Par ses appels à la relance salariale, l'ancien ministre des finances avait permis aux syndicats d'obtenir pour 1999 de confortables hausses de salaire après des années de modération. Le patronat jubile. L'arrivée de Hans Eichel aux finances a été immédiatement saluée par le président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg. « *Je le connais très bien et je félicite l'Allemagne* », s'est réjoui M. Duisenberg, en expliquant qu'il n'avait « pas de sentiment » sur le départ de M. Lafontaine.

M. Schröder a assuré que la réforme fiscale de son ancien ministre serait approuvée comme prévu au Parlement, même si des amendements en faveur des entreprises ne sont pas à exclure.

EN PREMIÈRE LIGNE

Avec le départ de M. Lafontaine, le chancelier se trouve désormais entouré d'une équipe de fidèles au gouvernement : M. Eichel doit tout à Gerhard Schröder puisqu'il s'appretait à quitter la scène, battu aux élections régionales de Hesse début février; le ministre de l'économie, Werner Müller, conseiller de M. Schröder lorsqu'il était ministre président de Basse-Saxe, gère le délicat dossier du nucléaire face au ministre Vert de l'environnement; le ministre de l'intérieur, Otto Schily, ancien membre des Votos passé au SPD, va réformer le code de la nationalité en accord avec le Parti libéral.

avait renversé à la présidence du parti en 1995 avec la complicité de Gerhard Schröder, est « neutralisé » sur le ministère technique de la défense. Les figures les plus marquantes du gouvernement sont désormais les Verts avec M. Trittin, très affaibli depuis le recul sur le dossier nucléaire, et le ministre des affaires étrangères, Joschka Fisher.

Seul maître à bord, M. Schröder est désormais en première ligne : il ne pourra plus rejeter la responsa-

fontaine, qui avait amené l'aile gauche du SPD à accepter de soutenir M. Schröder, surnommé naguère le « camarade des patrons ». L'ancien ministre des finances n'a toujours pas donné la moindre explication sur son geste. Le chancelier, qui aurait été complètement pris de court par le départ de son ministre et rival, n'est pas parvenu à le joindre au téléphone, en dépit d'essais répétés.

Arnaud Leparmentier

LA DÉMISSION d'Oskar Lafontaine au moment crucial des négociations sur le financement de l'Union européenne a semé le trouble dans les capitales européennes. Chacun en soupesait, **vendredi 12 mars**, les conséquences sur les arbitrages que l'Allemagne, qui préside ces négociations, **va être amenée à prendre**; et sur la capacité du chancelier Schröder à obtenir un accord final lors du sommet de Berlin les 24 et 25 mars.

par le sommet du Petersberg, il a rendu encore un peu plus difficile de trouver un accord respectant l'objectif d'une stabilisation des dépenses.

RUDES MARCHANDAGES

Les ministres des affaires étrangères, qui doivent faire le point ce week-end près de Wiesbaden en Allemagne, ne sont pas devant une tâche facile. Leur discussion sur les fonds structurels et de cohésion ne

Jacques Chirac affirme que la France

n'a pas accepté les propositions sur la PAC

Jacques Chirac a affirmé, vendredi 12 mars à Brioude, que la France n'avait « naturellement pas accepté » les propositions faites à Bruxelles sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). Le président a affirmé que « les résultats auxquels on s'attendait, pas des résultats satisfaisants », Jacques Chirac a estimé que l'accord de la négociation était « pas un compromis mais une proposition », et que « la négociation continue et doit continuer ». « Je le dis tout particulièrement dans cette région du Massif Central, qui si on suivait les propositions faites, connaîtrait de très très grandes difficultés et serait une sorte de zone blanche à l'intérieur de l'Europe », a-t-il ajouté.

s'annonce guère plus facile que le volet agricole. Et si des économies ne peuvent pas être trouvées sur les deux grandes politiques de l'Union, les marchandages pour savoir qui paiera l'addition seront rudes.

Schröder, qui a arbitré en faveur de la France pour renoncer au cofinancement national des dépenses agricoles, sera toujours d'aussi bonne composition dans la nouvelle constellation au pouvoir à Bonn après le départ de M. Lafontaine.

Henri de Bresson

BERNE
de notre correspondant

Les 246 membres du Parlement helvétique se sont pu à faire durer le plaisir pour choisir les successeurs de deux représentants du Parti démocrate-chrétien (PDC) au conseil fédéral, démissionnaires pour le 30 avril. Quatre tours de scrutin furent nécessaires, jeudi 11 mars, pour élire Ruth Metzler, une juriste d'à peine trente-cinq ans, en remplacement du ministre sortant de la justice, Arnold Koller. Plus disputée encore fut la succession du ministre des affaires étrangères, Flavio Cotti: c'est au sixième tour qu'un autre démocrate-chrétien, Joseph Deiss, professeur d'économie à Fribourg, l'emporta.

té, d'une seule voix, sur un candidat non officiel du même parti, Peter Hess, soutenu par la droite et les milieux d'affaires.

En vertu de la « formule magique » associant, depuis 1959, les quatre principales formations aux responsabilités gouvernementales, l'élection des sept membres du conseil fédéral relève d'une subtile alchimie, assortie au besoin de manœuvres et de coups fourrés.

BASTION MACHISTE

S'il personne ne contestait au PDC les deux sièges devenus vacants par le retrait de ses deux ministres, il revenait au Parlement de départager ses candidats officiels ou non. Les parlementaires ont

ainsi prolongé une campagne de sélection interne au PDC, prélude aux élections législatives d'octobre prochain. Pour ce parti en perte de vitesse, selon les sondages, le remplacement de ses deux représentants au Conseil fédéral était l'occasion de rajouter son image et de séduire l'électorat féminin. Le PDC avait délibérément choisi de faire élire une femme à l'un des deux sièges qui lui revenaient. De plus, la plus jeune de ses deux candidates, Ruth Metzler, a été préférée à Rita Rösli, membre du gouvernement de Saint-Gall, pourtant parti favorite.

Troisième femme à accéder au Conseil fédéral dans un pays qui avait attendu 1971 pour introduire

le suffrage féminin, la nouvelle élue a pu originalité de venir du canton rural d'Appenzel Rhodes-Intérieures, bastion machiste par excellence, qui a accordé le droit de vote aux femmes en 1990 seulement. Responsable des finances de son canton depuis 1995 et réputée néolibérale, Ruth Metzler se montre déterminée et ambitieuse, mais il lui reste à faire ses preuves. Avec son élection, le gouvernement helvétique comptera pour la première fois deux femmes en son sein, en cette année où la socialiste Ruth Dreifuss est la première d'entre elles à occuper la présidence tournante de la Confédération.

Jean-Claude Buhret

BEYROUT. L'armée libanaise a été mise en état d'alerte, vendredi 12 mars, après des survols innombrables d'hélicoptères israéliens au-dessus de la plaine de la Bekaa (centre). Des chars ont été déployés le long du littoral de Beyrouth, les canons dirigés vers la mer, ont rapporté les témoins. L'armée libanaise a été organisée depuis lors en unités combattantes du parti chiite Hezbollah et les mesures de sécurité ont été renforcées pour mettre en échec une éventuelle opération de commando israélienne.

Quelques heures plus tôt, le ministre israélien de la défense, Moshe Arens avait comparé la situation au Liban à une « poudreière ». « On ne peut savoir jusqu'où pourrait mener une escalade, si un finet n'est pas mis aux actions terroristes du Hezbollah », a-t-il déclaré. Un haut responsable israélien avait aussi avverti mercredi que les vingt-trois raids aériens menés fin février n'étaient qu'une « riposte préliminaire »... (AFP)

NATIONS UNIES. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a estimé que le système judiciaire cambodgien « ne serait probablement pas en mesure, en son état actuel, de respecter les critères minimaux de justice » pour juger les Khmers rouges, à l'issue d'un entretien, vendredi 12 mars à New York, avec Hor Namhong, ministre cambodgien des affaires étrangères. Le dernier « réquisitoire » proposé de Ta Mok, dénommé Phnom Penh contre le 6 mars, ou « la Constitution cambodgienne ne permet pas d'extraire un Cambodgien », et que les crimes ayant été commis au Cambodge, « nous devons juger ces anciens Khmers rouges au Cambodge avec une assistance étrangère ». Dans des « recommandations » publiées vendredi, la commission d'enquête de l'ONU se prononce en faveur d'un tribunal international ad-hoc pour juger les « crimes contre l'humanité » commis du 17 avril 1975 au 7 janvier 1979, quand les Khmers rouges étaient au pouvoir. (Corresp.)

TOKYO. Le PIB du Japon s'est contracté de 0,8 % au quatrième trimestre 1998 par rapport à son niveau du troisième trimestre, a annoncé vendredi 12 mars l'agence gouvernementale de planification économique (EPA). C'est le cinquième trimestre de recul consécutif au Japon qui n'avait jamais connu une période aussi prolongée de contraction de son activité économique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En rythme annuel, le recul du PIB atteint 3,2 %. Pour 1998, le PIB s'est contracté de 2,8 % contre une progression de 1,4 % en 1997. La baisse du quatrième trimestre est largement supérieure aux attentes des marchés qui tablèrent sur une stabilisation. L'agence a expliqué ce décalage par la révision à la hausse de la contraction du troisième trimestre. Au quatrième, les composantes de la demande étaient toutes orientées à la baisse. - (AFP)

EUROPE

■ **PAYS-BAS** : la commission d'enquête parlementaire sur le crash de l'avion El Al, en 1992 à Amsterdam, a terminé ses auditions vendredi 12 mars. Des médecins ont confirmé pour au moins quatorze cas une relation potentielle entre l'explosion des produits toxiques contenus dans le fret et les maladies chroniques dont souffrent depuis ces personnes. Le ministre de la santé, Els Borst, a annoncé une étude épidémiologique auprès des 850 autres personnes. La commission publiera ses conclusions d'ici à fin mars. - (Corresp.)

■ SLOVAKIA
S 300 da da

5-300 de défense anti-aérienne, prévu par un contrat conclu en 1998 par l'ex-premier ministre, Vladimír Meciar, a annoncé vendredi 12 mars son successeur, soulignant sa nouvelle orientation pro-OTAN. - (AFP)

AFRIQUE

■ **SOUDAN** : deux délégués suisses du Comité international de la Croix Rouge (CICR) et un responsable du Croissant rouge soudanais ont été libérés, vendredi 12 mars, après trois semaines de détention par des rebelles soudanais. Le CICR veut obtenir l'accès à trois Soudanais enlevés en même temps qu'eux et encore détenus. - (AFP)


AMÉRIQUES

■ **BRÉSIL :** les banques étrangères vont maintenir leurs crédits au Brésil, a annoncé, vendredi 12 mars à Paris, le ministre brésilien des finances, Pedro Malan. Ces lignes de crédit d'un montant total de 23 milliards de dollars jusqu'au 31 août resteront ainsi à leur niveau du 28 février et garantiront les besoins de la balance du paiement du Brésil pour l'ensemble de l'année 1999. - (AFP)

**VOUS
AVEZ
LE DROIT**

Aux Editions Législatives, plus de 500 juristes spécialistes analysent, synthétisent et commentent l'information juridique dans tous les domaines : social, fiscal, affaires, immobilier, agricole, droits spécialisés.

C'est pourquoi chaque Dictionnaire Permanent et chaque CD-Rom des Editions Législatives vous donnent le droit de décider, d'agir, ou de réagir en sécurité.



Vous avez le droit

www.editions-legislatives.fr
01 42 56 32 56

La reprise des pourparlers sur le Kosovo se présente au plus mal

Les représentants des Serbes et des Albanais de la province étaient attendus, lundi 15 mars à Paris, pour poursuivre les négociations engagées en février à Rambouillet. Mais les obstacles à un règlement demeurent de part et d'autre

Les représentants du Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie devaient se réunir dimanche 14 mars dans la soirée, à Paris, pour arrêter leur stratégie, à la veille de la reprise des pourparlers sur le Kosovo. Les trois se-

maines écoulées depuis la réunion de Rambouillet n'ont toutefois pas permis de lever les obstacles sur la voie d'un règlement. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, coprésident des négociations

avec son homologue britannique Robin Cook, a déploré vendredi que Belgrade « ne change pas d'avis » et que l'UCK « étudie un engagement véritable » en faveur du plan de paix du Groupe de contact. Ce dernier pré-

voit un statut d'autonomie pour le Kosovo et le déploiement d'une force de l'OTAN pour en assurer la mise en œuvre. Les discussions doivent s'ouvrir lundi matin, au Centre de conférences internationales.

A DEUX JOURS de la reprise des discussions sur le Kosovo, prévue le lundi 15 mars à Paris, les choses se présentent au plus mal. Les obstacles sur la voie d'un règlement restent les mêmes qu'à l'issue des pourparlers de Rambouillet, en dépit des efforts de persuasion déployés, dans l'intervalle, par les pays du Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Russie), organisateurs des négociations.

Il n'y a en réalité plus grand chose à négocier. Les modifications au plan de paix, réclamées essentiellement par les Serbes, à propos des institutions qui doivent assurer l'autonomie du Kosovo, ont fait l'objet d'arrangements à Rambouillet ; quant à la partie du plan qui porte sur les mesures de mise en œuvre, elle n'est guère négociable : il s'agit d'un calendrier de retrait des forces serbes, de désarmement de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et de mise sur pied d'une police autonome, le tout devant se réaliser sous la tutelle musclée d'une force multinationale de près de trente mille hommes commandée par l'OTAN. Ce plan du Groupe de contact est désormais à prendre ou à



laisser, et l'affaire pourrait théoriquement être assez vite réglée. Mais rien ne va.

Du côté serbe, le ton n'a fait que se durcir ces trois dernières semaines. Après les ministres européens, l'Américain Richard Holbrooke est rentré dans le jeu pour tenter de faire fléchir Slobodan Milosevic, mais en

vain. Le président yougoslave ne cesse de répéter qu'il n'acceptera pas que des « troupes étrangères » occupent une province serbe, et, en substance, qu'il est assez grand pour faire appliquer tout seul un statut d'autonomie au Kosovo. Dernier émissaire à Belgrade, le ministre russe des affaires étrangères Igor Iva-

nov, a conclu vendredi que ce refus de Slobodan Milosevic était « déterminé et définitif ».

Du côté des représentants de la communauté albanaise du Kosovo, les choses n'ont pas évolué plus favorablement. Leur délégation avait quitté Rambouillet en réclamant un peu de temps pour « consulter sa base » sur les aspects politiques d'un plan qui garantit aux Kosovars une large autonomie mais ne leur promet pas l'indépendance, et qui exige de leurs combattants un renoncement aux armes.

DIVISIONS AU SEIN DE L'UCK

Des divisions étaient apparues au sein de l'UCK entre les délégués à Rambouillet, favorables au plan, et certains secteurs du mouvement armé dans la province. Elles n'ont manifestement pas été résolues, en dépit des efforts à aussi déployés par les Américains et par les autorités albanaises de Tirana. Chaque jour des représentants de l'UCK promettent que leur mouvement va très prochainement souscrire au plan, mais il ne l'a toujours pas fait. Or, comme l'avait expliqué sans détour la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine

Albright, à Rambouillet, faute d'une adhésion claire de l'UCK au plan, l'OTAN ne peut pas mettre à exécution sa menace militaire contre les Serbes pour le leur imposer. Le fait que les responsables occidentaux n'aient plus guère, ces derniers temps, fait allusion à la menace de frappes aériennes témoigne à lui seul de leur incertitude quant à l'état d'esprit de la partie albanaise.

C'est cet aspect des choses que les négociateurs du Groupe de contact s'efforcent de clarifier dès l'ouverture de la réunion de Paris. Celle-ci devait commencer lundi au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, pour autant que les délégués kosovars aient pu arriver sans encombre. Le porte-parole du quai d'Orsay, Anne Gazeau-Secret, a indiqué vendredi que la France, comme la dernière fois, « faciliterait » le transport de la délégation albanaise. On ne pouvait exclure de nouvelles tracasseries des autorités serbes qui, la semaine dernière, ont émis des mandats d'arrêt pour « terrorisme » contre trois membres de cette délégation.

Claire Tréan

Des journalistes torturés en Syrie d'après Reporters sans frontières

AU MOINS dix journalistes seraient détenus actuellement dans les prisons syriennes pour « activités non violentes » telles que l'appartenance présumée à des groupes politiques ou de défense des droits de l'homme non autorisés. Mais, « le système étant particulièrement opaque, il n'est pas certain que d'autres journalistes ne soient pas emprisonnés », affirme l'organisation Reporters sans frontières (RSF), dans un communiqué particulièrement accablant pour les systèmes judiciaires et carcéraux syriens.

Les procès des dix journalistes, condamnés à des peines allant de huit à quinze ans de prison et souvent à des travaux forcés, « ont tous eu lieu à huis clos », devant la Cour de sûreté de l'Etat, tribunal d'exception qui « n'est ni indépendant ni impartial. Les débats ne sont pas publics, et encore moins contradictoires ».

On estime à 36 le nombre de prisons où sont incarcérés les « politiques »

D'après RSF, on estime à trente-six le nombre de prisons en Syrie où sont incarcérés des détenus politiques. Les plus importantes sont la prison militaire d'El Mezze, à l'ouest de Damas (environ 300 prisonniers), celle de Seydunayra, au nord de la capitale (4 000 détenus) et « la plus redoutable pour la cruauté des mauvais traitements, la prison militaire de Tadmour, en plein désert de Palmyre, où se trouvent près de 5 000 détenus ».

Outre les « conditions d'hygiène lamentables » qui prévalent dans ces prisons, les détenus y sont soumis à des tortures, ajoute RSF. « Quarante types de services ont été recensés », dont l'objectif est « d'obtenir des aveux que de casser la volonté du détenu par l'humiliation et la négation de toute humanité ». RSF rapporte le témoignage laissé par Rida Haddad, journaliste et opposant politique, emprisonné en 1985 et mort en 1996 d'une leucémie non soignée, un peu moins d'un an après sa libération.

Ce témoignage est suffisamment éloquent sur les conditions de détention : « Parfois des agents (des geôliers) créent artificiellement une occasion pour torturer un prisonnier, afin de prouver au régime leur fidélité et leur habileté... Le plus terrible, c'était les nuits, quand nous étions réveillés par les bruits et les cris des torturés lors des interrogatoires. (...) Le bruit des câbles et des bâtons sur des corps humains accompagnés de cris sauvages. (...) Tous tes sens, tes peurs, tes soupçons endormis se réveillaient à nouveau. (...) J'étais souvent incapable de supporter ces cris de douleur, je tremblais, et mes larmes coulaient abondamment et trahissaient mon humiliation et mon oppression, notamment lorsque la victime était une femme. (...) C'était la pression, la panique, la terreur et la peur de passer le restant de nos jours en prison. (...) Comment un individu peut-il supporter toutes ces souffrances sans sombrer dans la folie ? »

Frédéric Fritscher

Cheikh Nahnah conteste le rejet de sa candidature à la présidentielle algérienne

LA PUBLICATION par le Conseil constitutionnel, jeudi 11 mars, de la liste officielle des candidats à l'élection présidentielle du 15 avril - sept noms retenus, quatre rejetés - (Le Monde du 13 mars), n'a pas suscité de grands remous dans l'opinion publique algérienne. En témoignent les titres strictement informatifs de la presse de samedi : « A l'assaut du pouvoir » (El Watan), « Sept hommes, un fauteuil » (Le Matin), « Sept candidats dans la course » (El Moudjahid).

La contestation se limite à un candidat islamiste, le cheikh Mahfoud Nahnah, éliminé de la course à la présidence faute, semble-t-il, d'avoir pu produire une attestation officielle prouvant sa participation à la guerre de libération, comme l'exige la loi électorale.

Dans un communiqué diffusé vendredi à l'issue d'une conférence de presse, le parti de Mahfoud Nahnah, le Mouvement pour la solidarité et la paix (PSP), voit dans la sanction qui frappe son chef « une mesure inconstitutionnelle ». « Cette décision, dénonce le texte, est une aventure politique prise en fonction de calculs étroits au détriment du pays, de la démocratie, de l'Etat de droit [et ouvre la voie à des] dérapages ». (Il y a quatre ans, Mahfoud Nahnah avait été autorisé à se présenter à l'élection présidentielle).

Les partisans du responsable islamiste ont reçu un appui de taille : celui de Youssef El Khatib, chef prestigieux de la wilaya 4 (centre du pays) pendant la guerre d'indépendance. L'ancien colonel, dont la candidature a été retenue par le Conseil constitutionnel, a estimé que la décision frappant le cheikh Nahnah était fondée sur des arguments « faibles et illégaux ». S'appuyant sur les témoignages d'officiers de la région natale du candidat

éliminé, Youssef El Khatib a affirmé « devant Dieu et le peuple » que « Mahfoud Nahnah a participé à la guerre de libération ». Ce dernier devrait s'exprimer publiquement lundi.

Si les candidats Ahmed Taleb Ibrahim et Abdallah Djaballah, qui se réfèrent tous deux à l'islam, ont tout à gagner de l'éviction de Mahfoud Nahnah et n'ont pas réagi publiquement à l'éviction de ce dernier, un autre présidentiable, l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche, a déclaré : « Je souhaite, j'espère que le Conseil constitutionnel a agi en fonction de la loi [...] Je ne fais pas de procès d'intention ».

Deux des trois autres candidats recalés ont également fait part de leur réaction. Dans un entretien accordé au Matin, l'ancien premier ministre Sid-Ahmed Ghazali prend acte de son éviction avec sérénité (« Je n'ai pas été retenu. Personnellement, je dirai que l'Algérie n'en mourra pas ») et confirme son intention de lancer « un mouvement politique » qui sera « démocratique et républicain » à l'heure où, selon lui, l'Algérie se prépare à une réhabilitation de l'intégrisme. Au passage, l'ancien ministre reconnaît - après les avoir niées - qu'il a fait l'objet de pressions « du camp du candidat de droit divin » (Abdelaziz Bouteflika) pour ne pas se présenter à la présidentielle.

Responsable d'une formation d'extrême-gauche, le Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune a également « pris acte » de son élimination, qu'elle attribue à des « interférences politiques » au sein du Conseil constitutionnel. Sa formation ne donnera aucune consigne de vote, a-t-elle précisé.

Jean-Pierre Tuquoi

Lire aussi notre éditorial page 13

Rapprochement « historique » entre les diplomaties française et britannique en Afrique

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

Tout va pour le mieux entre la Grande-Bretagne et la France, en Afrique. Le portrait officiel de Jacques Chirac et celui de la reine Elizabeth II sont suspendus, à même hauteur, de chaque côté de l'entrée du grand salon de la résidence de l'ambassadeur de France à Abidjan. A l'intérieur de la pièce, le drapeau français et l'Union Jack, de mêmes dimensions, sont épinglés au mur. Une longue table en « U » est recouverte d'un tapis vert de circonstance. Côté gauche, une dizaine d'ambassadeurs de France ; à droite, une dizaine d'ambassadeurs et de hauts fonctionnaires britanniques. Les uns et les autres dument accrédités sur le continent. En bout de table, Robin Cook, secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office, et Hubert Védrine, ministre français des affaires étrangères, assistés de hauts fonctionnaires de leurs administrations attachés à l'Afrique.

Paris et Londres ont voulu donner un certain lustre à cette nouvelle « entente cordiale » scellée, en ce qui concerne l'Afrique, au cours du sommet franco-britannique de Saint-Malo, début décembre 1998, et totalement éclipsée à l'époque par la déclaration sur la défense européenne.

UNE CONFÉRENCE COMMUNE

Les deux ministres ont aussi voulu montrer des « symboles forts » pour souligner la fin annoncée de rivalités vieilles de plus d'un siècle. Ainsi M. Cook et M. Védrine se sont-ils rendus ensemble, mercredi 10 mars, chez Jerry Rawlings, président du Ghana, ancienne colonie britannique ;

et ils ont été reçus ensemble, le lendemain, par Henri Konan Bédié, président de la Côte d'Ivoire, ancienne colonie française.

A Abidjan, les deux ministres ont présidé, jeudi 11 mars, l'ouverture d'une « conférence commune des ambassadeurs » des deux anciennes puissances coloniales, destinée à harmoniser leurs politiques et leurs actions sur le continent et à promouvoir la paix, la démocratie et le développement économique. « Il n'est jamais trop tard pour une bonne idée », a remarqué Hubert Védrine, peu avant son départ de Côte d'Ivoire, en répondant à un journaliste africain qui l'interrogeait sur l'opportunité d'une telle mesure.

L'organisation de cette conférence en Afrique est un « événement historique », de l'avis des deux ministres qui ont reconnu, l'un et l'autre, par un bel euphémisme, que « les relations franco-britanniques sur le continent n'ont pas toujours été exemptes de rivalité ». Il n'y a « plus aujourd'hui ni zones d'influences excessives ni zones interdites », a dit M. Védrine, qui a insisté sur la similitude des analyses des deux chefs de la diplomatie concernant « la bonne gouvernance, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme ».

Le ministre français a invité les ambassadeurs à « prévoir de façon régulière des échanges de collaborateurs » et il leur a demandé de fournir « un bilan annuel » qui ferait le point sur « la fréquence, le contenu et l'incidence de tels échanges », notamment « dans le domaine consulaire ». Il a insisté pour obtenir de chaque binôme d'ambassadeurs en poste dans la même capitale « un rapport conjoint sur la meilleure façon de

valoriser ces outils exceptionnels que constituent les réseaux du Foreign Office et du ministère des affaires étrangères ».

Il a également évoqué la « coopération administrative » et l'intérêt qu'il y aurait « pour les partenaires de l'Union européenne » de « mettre en commun des moyens de fonctionnement » qui permettraient de « réduire les coûts de gestion ou d'installation des postes ». M. Védrine a enfin cité en exemple le Cap-Vert, où la France et l'Allemagne partagent depuis 1997 des locaux diplomatiques à Praia.

Comme son homologue britannique, le chef de la diplomatie française a souligné que cette première conférence constituait une étape importante - plus une évolution qu'une révolution - eu égard à la suspicion, aux divergences et aux conflits d'intérêts qui, jusqu'à un passé récent, ont marqué les relations franco-britanniques en Afrique.

Très réaliste, M. Cook a estimé de son côté que la stabilité, le développement et la démocratie ne seraient « pas seulement bénéfiques aux peuples d'Afrique, mais aussi à la France et à la Grande-Bretagne ». Il a aussi profité de l'occasion pour souligner combien les relations franco-britanniques avaient progressé sous les gouvernements de Tony Blair et de Lionel Jospin. « En Europe, nous avons pris l'habitude de partager nos réflexions et de voir comment nous pouvons travailler au mieux ensemble. Nous devons maintenant développer cette capacité et l'adapter à nos politiques en Afrique », a dit le ministre britannique.

LES JEUNES

Devenez e-reporter

et racontez-nous ceux qui vivent tous les jours avec internet.

<http://www.lesjeunesdunet.com>

De nombreux cadeaux à gagner et la possibilité d'être publié

CFJ
cegetel

an plus mal
à Paris pour poursuivre
l'œuvre de part et d'autre

Des journalistes
torturés
en Syrie
d'après Reporters
sans frontières

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999

BUDGETS Le conseil régional d'Ile-de-France a poursuivi, vendredi 12 mars, l'examen du projet de budget pour 1999. Le président de l'assemblée régionale, Jean-Paul Huchon

(PS), qui ne peut s'appuyer sur une courte majorité relative de gauche, devra recourir à la procédure du vote bloqué pour faire adopter son budget, en principe samedi 13 mars.

L'imminence des élections européennes interdit aux groupes d'opposition la voie de la négociation, proposée par l'exécutif de gauche. ● **DANS LES COULOIRS** du conseil régional, les

responsables politiques négocient la composition des listes, sous l'œil inquiet des députés européens sortants et des candidats potentiels. ● **EN RHÔNE-ALPES**, le premier débat bud-

gétaire conduit par la nouvelle présidente de la région a permis à Anne-Marie Comparini (UDF) de commencer à surmonter les déchirements auxquels a donné lieu son élection.

La campagne européenne s'invite au conseil régional d'Ile-de-France

En marge d'un débat budgétaire délicat pour la gauche, l'assemblée régionale est le théâtre de multiples négociations en coulisse pour la préparation des listes aux élections européennes du 13 juin. La droite francilienne est prise au piège de ses alliances nationales

QU'EST-CE QUI FAIT courir les conseillers régionaux d'Ile-de-France, en plein débat budgétaire ? Des trêves de l'émancipation aux petites salles de réunions confidentielles, en passant par les cabines téléphoniques, la plupart ne parlent que... de la constitution des listes aux élections européennes. Le président, Jean-Paul Huchon (PS), savait que cette période de pré-campagne électorale serait peu favorable à l'adoption d'un budget négocié, à coups d'amendements et de sous-amendements, entre la courte majorité relative de gauche plurielle, et l'opposition républicaine, désormais divisée en trois groupes (RPR, DL et UDF) : à trois mois d'une élection, l'opposition doit s'opposer, *a fortiori* sur l'acte fondateur d'une politique qu'est le budget.

L'assemblée francilienne se prête d'autant plus à l'effervescence européenne qu'elle concentre, dans ses rangs, bien des candidats à la candidature et/ou animateurs de campagne. La recomposition du paysage politique national, qui se fait précisément dans la perspective des élections européennes, se décline point par point en Ile-de-France : l'axe RPR-DL, illustré au sommet par le tandem Séguin-Madelin trouve sa réplique en Roger Karoutchi, président du groupe RPR du conseil régional, conseiller de M. Séguin chargé des élections et député européen, amené à négocier la liste européenne avec un autre conseiller régional, Xavier Chimaud, chef de cabinet de M. Ma-

delin à DL. François Bayrou, tête de liste UDF, a des correspondants privilégiés au conseil régional, avec Bernard Lehideux, président du groupe UDF, député européen dont la réélection est d'autant plus incertaine qu'il n'est plus en charge de la constitution de la liste, et Hervé Marseille, qui y participe de près. M. Lehideux a multiplié, pendant la session budgétaire, les aller-retours à Strasbourg, confiant les intérêts du groupe à M. Marseille qui ne s'est pas privé, à plusieurs reprises, de faire entendre sa différence avec « l'axe RPR-DL » en ne votant pas de façon identique, jeudi 11 mars, certains chapitres budgétaires. Au grand dam de M. Karoutchi qui, pointant un doigt accusateur vers les bancs de l'UDF, s'est entendu répondre par M. Marseille : « Cesse de me prendre pour ton chauffeur ».

La veille une réunion de négociation... de la liste RPR-DL avait eu lieu, dans la soirée, dans un bureau du conseil régional : Brice Hortefeux, homme de confiance de Nicolas Sarkozy, y avait rejoint en toute discrétion MM. Karoutchi et Chimaud. En sortant, le petit groupe est tombé nez à nez avec M. Marseille, en conversation avec son état-major depuis une des nombreuses cabines téléphoniques qui équipent les locaux de la région. Sans doute à propos des européennes.

Signe évident des préoccupations secrètes des candidats possibles, à chaque échange verbal, dans les travées de l'assemblée, entre MM. Karoutchi et Chimaud, les pré-

tendants à la candidature viennent s'enquérir, l'air de rien, auprès de chacun de la situation : « Ça avance, la liste ? ».

RECHERCHE D'INDICES
Du côté du RPR, l'Ile-de-France fourmille des réserves de candidats, avec la séguiniste Anne-Marie Schaffner, qui siège déjà à Strasbourg, l'ancien ministre Eric Raoult, Christine Albanel, collaboratrice de Jacques Chirac à l'Elysée, Philippe Goujon, proche d'Edouard

Balladur. DL n'est pas en reste, qui évoque régulièrement les noms de deux conseillers régionaux, Chantal Brunel et Georgia Vincent, à des places éligibles sur la liste européenne. Enfin, à l'UDF, Dorothee Pineau espère figurer en bonne place sur la liste de M. Bayrou. Tout ce petit monde s'observe et guette les allées et venues des « chefs », à la recherche d'indices, sous l'œil amusé de ceux que les européennes ne concernent pas directement.

Les européennes toujours sont au cœur du combat sans merci que se livrent les deux groupes Front national, respectivement présidents par la lepeniste Martine Lehideux, députée européenne honoraire, et Jean-Yves Le Gallou, lieutenant de Bruno Mégret, qui siège à Strasbourg. L'échéance des européennes ajoute donc aux turbulences d'une assemblée de 209 élus, dont plusieurs sont ministres ou anciens ministres, responsables actuels ou passés de partis, impliqués au ni-

veau national dans le combat des européennes... « La tendance à la scission des groupes, si elle est intéressante au plan politique commence à troubler la gestion quotidienne de l'institution », ironisait M. Huchon à la veille de l'ouverture de la session, le 9 mars, faisant allusion à la « guerre des bureaux » : en créant le groupe lepeniste, Martine Lehideux, a exigé du jour au lendemain d'être installée dans de nouveaux locaux, dans le même bâtiment que M. Le Gallou, mais pas au même étage. Au point de proposer, au grand effarlement de celui-ci, de voisinage avec son frère Bernard, lui-même contraint de céder une partie de ses bureaux à Philippe Dominati, président du tout nouveau groupe DL. Lequel souhaitait que le groupe RPR s'installe entre DL et l'UDF, ce que refuse M. Karoutchi.

Tant de précautions visent aussi à protéger l'intimité de la vie des groupes dans des locaux amenés à servir de base logistique à la préparation des européennes. M. Mégret y a ainsi séjourné, avec ses gardes du corps, plusieurs jours de suite, provoquant l'ire de M. Lehideux. A gauche, Arlette Laguille, tête de liste LO-LCR aux européennes, s'affaire dans son petit bureau, et Christian Bret, président du groupe des Verts, œuvre, depuis le sien, à l'animation de la campagne de son ami Daniel Cohn-Bendit... L'Europe des régions est déjà une réalité en Ile-de-France.

Claude Francillon

Pascale Sauvage

Mme Comparini a remis Rhône-Alpes au travail

LYON

de notre correspondant régional
En attendant l'issue du vote du budget, qui devait intervenir samedi 13 mars, la présidente du conseil régional Rhône-Alpes, Anne-Marie Comparini (UDF), a déjà gagné son pari : remettre en marche l'institution qu'elle dirige depuis le 9 janvier, et prouver qu'avec seulement 11 conseillers régionaux qui lui sont totalement dévoués sur 137, elle peut faire avancer la collectivité dont elle a la charge. Un objectif qui paraissait, il y a quelques jours encore, chimérique.

Avec calme et détermination, la présidente entraîne l'assemblée régionale, jusqu'alors paralysée par les tensions internes à la droite, sur la voie qu'elle s'est fixée : l'adoption en douceur de son budget par la procédure dite du « 49.3 régional ». Ce dispositif ne l'oblige pas à réunir une majorité tant qu'un contre-budget n'est pas proposé par une majorité d'élus (79) : un seuil impossible à réunir. « Au sein de notre conseil régional, il n'existe pas de combinaison possible à soixante-dix-neuf », résume le conseiller Verts du Rhône, Etienne Tête. La présidente entend aussi à l'occasion du vote du

budget redonner à l'institution régionale, malmenée au cours de l'année 1998 par l'alliance entre Charles Millon (ex-UDF) et le Front national, une image plus studieuse et davantage préoccupée par le sort des Rhônalpins que par des enjeux politiques. En outre, dans cette assemblée où droite et gauche disposent du même nombre de sièges (60), elle veut faire la démonstration de la marginalisation des 35 élus d'extrême droite : le débat budgétaire aura fait la démonstration que les conseillers lepenistes et mégrétistes n'exercent plus le rôle d'arbitre qui fit leur force après la réélection, il y a un an, de M. Millon à la présidence.

Enfin, au cours de la discussion des 170 amendements au projet de budget, Mme Comparini a davantage cherché à ressouder la droite républicaine qu'à donner des gages à la gauche « plurielle » qui a permis son élection. Les fortes tensions qui agitent le groupe OUI à Rhône-Alpes de Charles Millon lui redonnent, en effet, des marges de manœuvre puisqu'une demi-douzaine d'élus conteste ouvertement la stratégie de blocage des proches de M. Millon.

Les Immanquables Peugeot du 1^{er} au 15 mars



406 SR Pack à partir de 199 900 F

Week-End Portes Ouvertes*
Samedi 13 et Dimanche 14 Mars
*Ouverture selon autorisation préfectorale

Prix spécial du 1^{er} au 15 mars 1999 pour une 406 SR Pack, essence, 1.6L 16V, PA7, A199, hors options, au lieu de 117 900 F (tarif conseillé au 4/01/99), dans le réseau Peugeot participant. Offre non cumulable réservée aux particuliers. Modèle présenté 406SV essence, 2L 16V avec finition peinture métallisée, prix tarif 155 220 F (tarif conseillé au 4/01/99).
www.peugeot.fr



صكنا من الامهل

Robert Hue parie sur l'ouverture à l'Europe et aux non-communistes

La liste conduite par le secrétaire national du PCF pour les élections européennes du 13 juin devait être présentée, samedi 13 mars. Le député du Val-d'Oise se réjouit d'avoir réussi à entraîner derrière lui plusieurs responsables syndicaux et associatifs

Le secrétaire national du Parti communiste français, Robert Hue, devait présenter, samedi 13 mars, la totalité de la liste qu'il conduira pour les élections européennes du 13 juin, ainsi que le court manifeste qui lui

tiendra lieu de programme. Les communistes se targuent d'avoir très largement ouvert leur liste à des acteurs du monde syndical et associatif et, à ce titre, d'être l'expression du « mouvement social ». Dans

les syndicats concernés, l'engagement de certains de leurs dirigeants provoque un sérieux malaise, en particulier à la Fédération syndicale unifiée et dans la fédération CGT de l'énergie. Les associations de chômeurs

regrettent aussi l'engagement derrière le secrétaire national du PCF, de deux animateurs des mouvements des chômeurs. Les « soixante-huitards » sont nombreux à s'engager dans cette campagne. Au-delà de

Daniel Cohn-Bendit lui-même et de Jean-Marc Salmon, son directeur de campagne officieux, l'architecte Roland Castro a été chargé par Robert Hue d'être le rédacteur de son projet de manifeste.

MUSIQUE. piano, buffet. Danses, peut-être, puisque Fodé Sylla, cinquième sur la liste, doit venir avec ses « musiques ». Samedi 12 mars, dans des salons du 12^e arrondissement de Paris, le secrétaire national du PCF devait solennellement présenter, un par un, nom par nom, les quatre-vingt-six autres candidats de la liste qu'il mènera pour les élections européennes, devant de « nombreuses personnalités », amies ou membres du comité de soutien. L'endroit a été choisi avec soin, loin de la place du Colonel-Fabien, histoire de bien faire comprendre qu'il ne faut surtout pas parler de liste « communiste », mais de liste « conduite par Robert Hue et Geneviève Fraisse ».

Musique, photo. La liste communiste veut s'afficher avec éclat et entame, d'abord, une campagne d'image. Les invités - on attend Pierre Bergé, le PDG d'Yves Saint Laurent, tandis que Roger Hanin, autre fidèle de la mitterrandie, pourrait lire un message de soutien - donneront, par leur présence, les contours du futur comité de soutien, baptisé « comité d'initiatives ». Samedi, le portrait de groupe devra montrer la famille élargie, des visages inconnus aux communistes, des figures connues des non-communistes. Une photo où l'on verra forcément les jeunes, les femmes, et, peut-être, quelques secrets encore bien gardés, tel le chanteur Jean Ferrat. Une photo bi-

garée, destinée à frapper les esprits et à susciter les comparaisons avec les autres partis. Car, plutôt que de polémiquer avec la liste socialiste, M. Hue veut la ringardiser. D'un cliché de groupe, il rêve de pointer la solitude d'un Daniel Cohn-Bendit. Avec ses syndicalistes et ses responsables associatifs, il veut, l'air de rien, souligner l'isolement d'une liste d'extrême gauche privée de mouvement social (lire ci-dessous), et, avec sourires et bonne humeur recommandés, que l'Europe n'est pas triste. Le tout, en respectant le « code de bonne conduite » souhaité par le premier secrétaire du PS, François Hollande.

Voilà pour la fête. Le matin, les responsables du PCF, réunis place du Colonel-Fabien, devaient se livrer à des travaux autrement plus complexes. Les membres du comité national devaient, en effet, « faire le point sur la consultation des communistes sur la liste » et valider celle-ci lors d'un conseil national extraordinaire. Les statuts du parti ne prévoient pas que ses instances ratifient une liste composée pour moitié de non-communistes. « On a été obligé d'inventer quelque chose de complètement nouveau », explique-t-on Place du Colonel-Fabien. Un « nouveau » que M. Hue avait qualifié de « choix stratégique majeur » et qui, à l'évidence, réalise dans la pratique ce que, en 2000, à Marseille, le prochain congrès du PCF devrait théoriser : une « nou-

velle organisation », ouverte, un parti d'électeurs plus que de militants. Samedi, lors de la réception organisée dans les salons proches du Palais omnisports de Bercy, la liste, en quelque sorte, « s'autoproclame », indiquent les responsables communistes, avant que ne lui soit donné, un peu plus tard, un nom. Yasmina Boudjenah, la plus jeune des candidates, âgée de vingt-huit ans, qui figure en troisième position sur la liste, lira le court « manifeste » qui sert de trait d'union à cet assemblage hétérodoxe, tandis qu'à la deuxième place la philosophe Geneviève Fraisse, ancienne déléguée interministérielle aux droits des femmes dans le gouvernement

de Lionel Jospin, revendique son « oui » à Maastricht, en 1992. Le texte, soumis aux amendements de l'ensemble des candidats, devrait afficher le soubli « euro-progressiste » devenu, sous l'impulsion de M. Hue, celui du PCF, et réaffirmer son souhait d'« une Europe citoyenne et sociale ». Le « premier discours des 87 sur l'Europe » devrait rappeler les « trois critères » de participation à une liste qui se proclame « contre le libéralisme », « pour une orientation progressiste » et « ni pro ni anti-gouvernementale », sans que cela constitue d'aucune manière un programme. Cependant, « très rapidement », l'équipe se réunira pour en « développer point par point » les grandes lignes.

Il ne restera plus qu'à signer le bail du siège de la campagne, qui, pour la première fois, ne sera pas menée Place du Colonel-Fabien. De même, la nouvelle formule de l'« Humanité », qui sort à point nommé, le 18 mars, délestée en « une » du logo de la faucille et du marteau, ne fera pas, assure-t-on, la campagne du PCF : « Nous quittons notre conception de journal-relais du PCF », a assuré Pierre Zarka, le directeur du quotidien communiste, le 12 mars. Nous devons démontrer au lieu d'affirmer. Plus question de transformer l'acheteur de L'Humanité en homme sandwich ou en militant.

Dimanche, il ne restera plus au comité national qu'à écouter, sous la « bulle », le rapport de Francis Wurtz, ex-tête de liste aux élections européennes de 1994 (6,8 %), député européen sortant, responsable du naguère si puissant secteur international du PCF, aujourd'hui en quatrième position sur la liste. Puis, avant l'allocution finale de M. Hue, à « discuter du projet européen du PCF et de sa contribution à la campagne pour le 13 juin », selon l'intitulé officiel de l'ordre du jour. Etant entendu que ce « projet », ne sera pas, c'est bien compris, celui de la liste.

Ariane Chemin et Caroline Monnot

Ar. Ch.

Les acteurs du mouvement social ébranlés par l'OPA communiste

POUR UN COUP. c'est un coup. La présence sur la liste du Parti communiste français de Michel Deschamps, numéro un de la Fédération syndicale unitaire (FSU), et, dans une moindre mesure, de François Desanti, responsable national du Comité des chômeurs CGT, et de Malika Zediri, de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et précaires (Apeis), après celle de Denis Cohan, secrétaire général de la Fédération CGT de l'énergie, a provoqué un malaise dans le monde syndical et associatif. D'autant que Robert Hue l'affirme haut et fort : « La liste communiste est la liste du mouvement social. Il n'y a dans la campagne que des listes de parti politique. Il faut accepter l'idée qu'un parti puisse donner la voix aux mouvements sociaux ».

L'idée que les acteurs sociaux devaient avoir leur expression propre, sans se laisser attirer par les sirènes politiques, comme cela avait été le cas dans les années de mitterrandisme, avait commencé à s'imposer au lendemain des grèves de l'hiver 1995. Par la suite, les mouvements des sans-papiers, les manifestations anti-FN, les conflits des chômeurs

ont semblé confirmer l'émergence d'une gauche radicale, dont le potentiel de voix aiguillait les appétits. Le bon score de l'extrême gauche lors des élections régionales de mars 1998 a fait réfléchir le PCF, tandis que certains, à la Ligue communiste révolutionnaire, se prenaient à rêver. Dès le mois d'avril 1998, Robert Hue « [tendait] la main au monde syndical, associatif, politique et à la société civile » pour une liste de « large rassemblement ».

« CLAUQUE À L'INDÉPENDANCE »

Tant de bonnes fêtes se bousculant autour du berceau social-militant à inquiéter ses acteurs. Durant l'été 1998, des militants de Droits devant 11, de SUD et de la CGT lançaient un appel « pour l'autonomie du mouvement social ». Un gentlemen's agreement semblait prendre forme : personne, à l'extrême gauche, ne tenterait de hold-up ; dans les associations et les syndicats, chacun assurerait qu'il ne mangerait pas de ce pain électorale.

Aujourd'hui, le secrétaire national du PCF peut se vanter d'avoir partiellement réussi son opération de débouchage. Certes, ses coallidés ont été reçus, d'abord, par la CGT

ou l'Apeis, considérées comme proches du PCF, et par la FSU, née d'une scission de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et dont de nombreux responsables viennent des rangs communistes. Pour autant, l'affaire n'était pas gagnée d'avance, la CGT et la FSU ayant choisi d'affirmer ou de confirmer leur volonté d'indépendance vis-à-vis des partis. Surprise par des ralliements qu'elle n'avait pas prévus, tel celui de M. Deschamps, la LCR s'indigne : « C'est une grande claque à l'indépendance du mouvement syndical et social », s'insurge Alain Krivine, stigmatisant « les très vieux réflexes stalinien d'un parti considérant toujours les autres organisations

comme des courroies de transmission ».

A l'intérieur de la CGT, l'affaire n'est pas non plus sans provoquer des remous. Denis Cohan a obtenu, les 9 et 10 mars, sa mise en disponibilité pour la campagne des élections européennes. Mais, lors de ce conseil général, le responsable de la puissante Fédération CGT de l'énergie a eu du mal à faire avaliser sa « ligne » sur le projet de directive européenne sur l'électricité. Une commission de synthèse de douze membres a dû être désignée pour présenter une « résolution de consensus » lors d'une réunion extraordinaire des syndicats de l'EDF, organisée le 25 mars. A la FSU, or-

ganisation majoritaire parmi les personnels de l'éducation nationale, le départ de M. Deschamps, intervenant au beau milieu d'un bras de fer avec Claude Allègre, est interprété comme un geste de lassitude face aux querelles internes. Ce faisant, la fédération se trouve lésée d'un époux problème de succession à la veille d'une semaine d'action décisive.

Dans les associations et les syndicats, on soupçonne une « manœuvre » pour attirer, contre son gré, une partie de la gauche critique à la majorité « plurielle ». Pour Agir ensemble contre le chômage (AC !), c'est un « coup de pied de l'âne ». « Cela ne va pas aider le mouvement social », juge Annie Coupé, secrétaire générale de SUD-PTT, soulignant que son organisation « a décidé d'être intransigente ». Face à cette ébullition, le secrétaire national du PCF réplique qu'« il n'y a ni manœuvre ni récupération », avant d'ajouter, benoîtement : « Le mouvement social va avoir à travers notre liste une formidable tribune d'expression. »

Le PS dégaîne son syndicaliste

Jean Lapeyre, secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats (CES), devrait figurer sur la liste du Parti socialiste aux élections européennes (Le Monde du 12 février). La présence de Michel Deschamps, le patron de la Fédération syndicale unitaire (FSU), sur la liste de Robert Hue pourrait favoriser l'accession du numéro deux de la CES parmi les vingt-cinq premières places - la 25^e étant réservée au Parti radical de gauche et la 26^e au Mouvement des citoyens -, si François Hollande vient à bout des arbitrages entre les différents postulants socialistes. Ancien responsable confédéral de la presse CFDT, M. Lapeyre a joué un rôle actif en faveur de l'adhésion récente de la CGT à la CES.

VOLVO

ENFIN UNE PUBLICITE QUI NE POUSSE PAS A LA CONSOMMATION.

C'est bon d'échapper quelques instants à la société de consommation. De lui faire un pied de nez, on ne consomme que 6,4 litres aux 100 km. Mais ce n'est pas parce qu'elle est avare en carburant que votre Volvo S80 2.5D le sera en sensations : n'oublions pas qu'elle est équipée d'un moteur turbo diesel à injection directe qui développe 140 ch. Si toutefois vous êtes un inconditionnel des moteurs essence, sachez que la Volvo S80 existe désormais en 2 motorisations 5 cylindres dont un 170 ch. **NOUVELLE VOLVO S80 2.5D : 6,4 L/100KM.**

S 80 2.4L	192 000 F
S 80 2.4L (170ch)	211 000 F
S 80 2.8L	243 000 F
S 80 T6	352 000 F
S 80 2.5D	199 500 F

Informations et Essais : 3615 Volvo (11 201 11 11), <http://www.volvocars.volvo.fr> ou **N° Vert 8 001 40 40 80**

GRAND JU
RTL & Monde

HUBERT
VEDRIN

avec PATRICK JACQUET
et PIERRE-LUC BELL

DIMANCHE
18H30

RTL



Quand les soixante-huitards s'emparent de la campagne

À LA VILLE, Roland Castro est architecte. Architecte attiré, notamment, du président du conseil général des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua. En période de campagne européenne, Roland Castro est encore architecte. L'ancien étudiant communiste exclu, avec tant d'autres, de l'UEC, en 1965, et devenu animateur ritterrandiste de Banlieues 89, est, en effet, l'ami de Robert Hue, depuis la candidature de ce dernier à l'élection présidentielle de 1995. Cette fois, il n'a pas seulement accepté de lui apporter son soutien. Il figure de manière honorifique sur la liste conduite par le secrétaire national du PCF, à l'« antépénultième place », juste devant Maurice Krieger-Vallimont et Marie-George Buffet. Sans titre officiel, il est aussi une des chevilles ouvrières de la petite équipe qui, « collective-ment », mène la campagne.

Les soixante-huitards auraient-ils décidé de truster la prochaine campagne européenne ? Si Robert Hue aime Roland Castro, c'est d'abord pour ses titres acquis sur les barricades : « mao-spontex », de Vive la révolution, il fut glorieusement condamné à un mois de prison par Raymond Marcellin. « C'est le pendant de Cohn-Bendit, mais il va mieux passer », assure le numéro un communiste. Quand Roland Castro rencontre Daniel Cohn-Bendit à l'aéroport d'Orly, ils se tombent dans les bras, s'accrochent tout de suite pour un débat. « Tu sais, Dany, glisse néanmoins le premier, en disant que tu voulais dépasser les communistes, tu as fait une connerie. Tu as provoqué un réflexe de solidarité chez ceux qui ne veulent pas voir le PC mourir. » Roland Castro connaît surtout « très bien » Jean-Marc Salmon, qui joue, auprès de la tête de liste

des Verts, un rôle de directeur de campagne officieux. Comme lui, il a voyagé dans la gauche, fréquenté l'Élysée de François Mitterrand et la Gauche socialiste. Salmon a étudié les sondages chez Ipsos, marché avec les chômeurs. Castro était du comité de soutien à François Mitterrand en 1988, s'est lancé dans l'aventure de Ras-l'Front. Comme tous les « ex », l'un et l'autre sont fous de politique. Comme tous les « ex », ils ont de l'entregent, connaissent la gauche par cœur, la tutoient naturellement. L'architecte n'hésite pas à se définir lui-même comme « éternel maoïste, lacanien, gaulliste, braudélien, communiste, mitterrandien, idéaliste ».

« TRAVAILLER SUR LA MÉMOIRE »

Tout naturellement, Robert Hue a demandé à l'architecte de s'atteler à la rédaction de la profession de foi qui sert de ciment aux quatre-vingt-sept candidats. Roland Castro n'est pas en mal d'idées et, lors des réunions de l'équipe de campagne, rivalise d'enthousiasme avec Fodé Sylla, ancien président de SOS-Racisme. Parce qu'il pense qu'il faut « travailler sur la mémoire », il a proposé des meetings dans des « lieux symboliques », comme Carmaux, Billancourt, Valmy, et... Colombes-les-Deux-Eglises. A ses yeux, pour le 13 juin, « il n'y a que quatre campagnes identifiées et intéressantes » : celles de Charles Pasqua, de François Bayrou, de Daniel Cohn-Bendit, et celle de Robert Hue. En défendant l'Europe sociale, ce dernier « renoue avec l'internationalisme », assure l'ancien maoïste, comme pour se rassurer sur ses propres fidélités.

Ar. Ch.

GRAND JURY
RTL Le Monde

HUBERT VEDRINE

Ministre des Affaires étrangères

Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE

avec **PATRICK JARREAU - LE MONDE**
et **PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI**

DIMANCHE
18H30

SUR

RTL & LCI

Les élections territoriales pourraient esquisser une recomposition du paysage politique corse

Après un premier tour marqué par l'abstention, les nationalistes espèrent amplifier leur score

Après un premier tour, le 7 mars, marqué par un très fort taux d'abstention et la poussée des nationalistes, le second tour des élections territo-

riales en Corse s'annonce très indécis, dimanche 14 mars. Les quatre listes qui se situent peu ou prou au-delà des clivages traditionnels (droite-

gauche-nationalistes) espèrent tirer profit de la situation pour apparaître comme une alternative de gouvernement dans l'île.

AJACCIO

de notre correspondant

Les électeurs de Corse sont appelés, dimanche 14 mars, lors du second tour des élections territoriales dans l'île, à départager les sept listes qui ont franchi, au premier tour, le seuil de 5 % des suffrages exprimés et qui ont décidé de se maintenir. Mais entre les trois listes de droite, les deux de gauche, une liste nationaliste et une liste qui se situe délibérément en dehors des clivages traditionnels, l'issue du scrutin est des plus incertaines. D'autant que le nombre élevé d'abstentionnistes du 7 mars - quelque 78 000, soit 42,7 % des inscrits - ajoute encore à l'incertitude.

Ce second tour de scrutin se présente dans des conditions bien différentes de celui du 22 mars 1998. Dans un climat dominé par l'assas-

sinat du préfet Claude Erignac, quelques semaines auparavant, la droite était alors parvenue, malgré ses divisions du premier tour, à se regrouper au second, autour de Jean Baggioni (RPR), José Rossi (DL) et Paul Natali (div. droite) : elle avait eue 21 sièges qui, avec les 5 de Philippe Ceccaldi, lui assuraient la majorité absolue. Les oppositions réunissaient certes 25 sièges (16 gauche « plurielle », 5 Corsica Nazione, 4 Toussaint Luciani), mais elles n'étaient nullement en situation de réaliser un front commun, ni la gauche ni Toussaint Luciani ne pouvant tolérer les liens affichés entre Corsica Nazione et le FLNC-canal historique.

Un an après, le changement de décor est sensible. A droite, si M. Rossi dénonce « le nationalisme indépendantiste que nous ne voulons

pas et la gauche « plurielle » qui a commis tant d'erreurs », un voile de suspicion a terni la politique dite d'« Etat de droit » et ces excès. Ceux-ci ont surtout profité à la liste de M. Talamoni. A gauche, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, Emile Zuccarelli, réaffirme que l'application de la loi est l'unique solution pour rétablir la paix et promouvoir le développement.

« COMPROMIS HISTORIQUE »

Quant à Corsica Nazione, pour qui « la Corse n'a jamais tant souffert que de ne pas être elle-même », elle s'apprête à revenir à l'Assemblée de Corse avec un groupe plus fourni et, pourquoi pas, sept ou huit élus. Son discours - qui se garde d'apparaître hégémonique et se veut au contraire de réconciliation - s'adresse donc en priorité aux 13 000 électeurs de la mouvance autonomiste et nationaliste modérée, qui constituent pour elle une réserve naturelle. Si, en dépit de l'absence de mots d'ordre des listes éliminées, son résultat du premier tour (10 477 voix) est notablement amplifié, Corsica Nazione pourra légitimement se prévaloir d'une représentativité accrue de la mouvance nationaliste, et même souligner que ceux qui auront voté pour sa liste ne pouvaient pas ignorer qu'ils votaient aussi pour l'indépendance.

La gauche entend prémunir l'électorat contre ce piège. Commentant le résultat de la liste de MM. Baggioni et Rossi au premier tour, M. Zuccarelli y a vu la conséquence du renforcement par la droite de la protestation nationale appelant à la « résistance à

l'Etat français ». « C'est l'arroseur arrosé », a jugé le chef de la liste de la gauche « plurielle ». Il est cependant peu vraisemblable que celle-ci recueille beaucoup de suffrages chez les autonomistes ou les nationalistes modérés, non plus d'ailleurs que la liste de la droite, même si M. Rossi en appelle au « rassemblement des forces libérales et même au-delà ».

Ces suffrages sont sollicités de manière pressante par les listes dites de la « troisième voie ». Simon Renucci (div. gauche) estime qu'« un renouvellement des hommes est nécessaire », et prône la réconciliation, qui donnera « une image neuve de la politique ». Jean-Louis Albertini (div. droite) se prononce pour « un pouvoir régional fort permettant de mieux négocier nos intérêts avec l'Etat et avec l'Europe ». Toussaint Luciani milite pour l'autonomie interne, « mais pas tout de suite », car ce serait « confier l'outil à des incapables ». Enfin, Philippe Ceccaldi fait observer que quatre listes se sont « démarquées des partis », totalisant près de 30 000 voix, contre 24 355 à la droite et 20 700 à la gauche. Fort de cette addition - pour l'heure plus arithmétique que politique -, M. Ceccaldi estime que « la troisième voie peut devenir la première » et que « le compromis historique est désormais possible sur la base d'une plate-forme de gouvernement ».

Bref, ce qui n'était, jusqu'ici, qu'une hypothèse d'école pourrait peut-être prendre corps à l'issue du second tour. M. Ceccaldi s'attachant à réfuter les notions de gauche et de droite, « qui sont dépassées ».

Paul Silvani

Le cabinet de Ségolène Royal fait l'objet d'une polémique

NIORT

de notre correspondant

Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, se trouve, depuis le milieu de la semaine, au centre d'une polémique. En effet, dans son édition du jeudi 11 mars, France-Soir rapporte que trois des collaborateurs de son cabinet travaillent, non pas au ministère, mais à Melle, dans les Deux-Sèvres, c'est-à-dire au cœur de son ancienne circonscription. L'information est étonnante : M^{me} Royal, entrée au gouvernement en juin 1997, ne possède plus de mandat local sur ces terres. Pourtant, l'intéressée elle-même l'a confirmée. « Trois secrétaires exercent leurs fonctions dans les Deux-Sèvres en liaison et sous la coordination d'un membre de mon cabinet ministériel, assure-t-elle dans un communiqué. L'existence de ce secrétariat se justifie par le volumineux courrier qui m'est adressé dans mon département d'élection, non seulement par les habitants des Deux-Sèvres, mais aussi de l'ensemble de la France. Traditionnellement, en effet, les particuliers s'adressent à un ministre avant d'aller dans sa circonscription d'origine qu'au siège de son ministère. »

« Le bail comme les loyers sont payés par M^{me} Royal, en son nom, explique pourtant Pierre Poupin, maire (PS) de Melle. Nous n'avons aucun contact, quel qu'il soit, avec son ministère. » Il faut sans doute chercher ailleurs les raisons de la présence, dans les Deux-Sèvres, des trois collaborateurs de la ministre. Le conflit qui l'oppose depuis de nombreux mois à Jean-Pierre Marché, son ex-suppléant lors des élections législatives, devenu député en juillet 1997, s'offre comme une piste plus sérieuse.

MATIGNON SUR L'AFFAIRE

Sans qu'aucun fait précis n'explique la brouille, celle-ci est apparue au grand jour avec le procès aux prud'hommes intenté à M^{me} Royal par trois de ses anciennes collaboratrices. Aujourd'hui employées par M. Marché, elles réclamaient notamment des compléments de salaires. Ayant obtenu partiellement gain de cause, en février, elles ont décidé de faire appel. De son côté, la ministre a formé un appel incident, « afin de permettre à la cour d'appel d'être saisie de l'ensemble du dossier ». On en est là. Mais, du coup, la

3 écoles de commerce :
BAC + 5
Concours en terminale

ESSCA IÉSEG ESDS
Angers - Paris
Lille
18 20 24 32 34 72 73 84 86

Inscriptions
concours 99
jusqu'au 21 avril

Vous n'êtes pas là pour

le JT,
vos chiens n'apportent pas

Tapez **ACQU** (soit le 2268)*

sur votre portable pour **être**
informé des événements

au plus vite.

Avec **Europe 1**

SFR est une marque de SFR

SFR. LE MONDE DES SERVICES EST À VOUS.

*SFR est une marque de SFR. Le monde des services est à vous.

صحنه من الامم

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999

FAMILLE Les couples homosexuels accèdent au statut de parents sont de plus en plus nombreux en France. Statistiquement invisible, le phénomène, qualifié de « gayby-boom » aux Etats-Unis, semble se développer depuis environ deux ans.

● **DANS LA MAJORITÉ** des cas, les couples « homoparentaux » élèvent un ou plusieurs enfants conçus dans le cadre d'une union hétérosexuelle passée. Plus rarement, ces enfants sont le fruit d'une adoption ou d'une insémination artificielle illégale. En 1998, une centaine de couples de lesbiennes françaises sont allées se faire inséminer à l'étranger.

● **LE SOCIOLOGUE** François de Singly estime que « la famille, désormais, se définit de plus en plus par des liens électifs et non plus institutionnels ».

● **L'ASSOCIATION** des parents et futurs parents gays et lesbiens organise, à Paris, une soirée mensuelle réservée aux candidats à l'« homoparentalité ».

De plus en plus d'homosexuels élèvent des enfants

Les nouvelles familles « homoparentales » se créent dans la clandestinité, de diverses manières : enfants issus d'une première union hétérosexuelle, adoption, insémination artificielle, mère porteuse ou arrangement entre gays et lesbiennes

LES COUPLES homosexuels avec enfant ne représentent encore en France qu'une réalité statistiquement mineure, et d'ailleurs non évaluée jusqu'à présent. Mais l'on est déjà au stade des réalités. Dans la grande majorité des cas, les couples homosexuels concernés élèvent un ou plusieurs enfants conçus dans le cadre d'une union hétérosexuelle passée. Plus rarement, ces enfants sont le fruit d'une démarche de couple homosexuel, qu'il s'agisse d'adoption (en tant que célibataire, en dissimulant sa vie de couple homosexuel), d'insémination artificielle (interdite

aux célibataires en France, mais autorisée en Belgique ou aux Pays-Bas), de conception via des mères porteuses américaines, ou encore d'« arrangements entre amis » : inséminations artificielles artisanales, souvent effectuées avec l'aide amicale d'une gynécologue ; « coparentalité » organisée entre deux couples, l'un gay, l'autre lesbien. Au total, le nombre de couples homosexuels en France est évalué à trente mille.

Aux Pays-Bas, il existerait environ 20 000 enfants élevés par des gays et lesbiennes, tous cas de figure confondus. Aux Etats-Unis, on parle même de « gayby-boom » : en septembre 1994, un article paru dans la revue scientifique *Pediatrics* estimait déjà qu'il existait outre-Atlantique de 1 à 5 millions de mères lesbiennes et de 1 à 3 millions de pères gays. Dans les trois principaux centres belges et néerlandais pratiquant l'insémination artificielle, on a reçu, en 1998, une petite centaine de couples de lesbiennes françaises, et leur présence est chaque année plus remarquée.

Le cadre légal

● **Adoption.** Depuis 1966, l'adoption plénière est ouverte aux célibataires. La loi Matéti de juillet 1996 a abaissé à vingt-huit ans l'âge minimum des adoptants. La loi ne spécifie pas quelle doit être l'orientation sexuelle du célibataire, mais, lors de la procédure d'agrément, l'homosexualité, dès lors qu'elle est clairement mentionnée, est souvent un motif non dit de refus d'agrément. L'adoption conjointe par des concubins n'est pas autorisée : les couples adoptants doivent être mariés depuis au moins deux ans.

● **Procréation assistée.** Selon les lois de bioéthique du 29 juillet 1994, l'assistance médicale à la procréation ne peut bénéficier qu'à des couples composés d'un homme et d'une femme vivants, en âge de procréer, mariés ou en mesure d'apporter la preuve d'une vie commune d'au moins deux ans. Elle doit « remédier à une infertilité dont le caractère pathologique a été médicalement diagnostiqué » ou permettre d'« éviter la transmission à l'enfant d'une maladie d'une particulière gravité ».

● **Mères porteuses.** La pratique de la maternité de substitution est interdite en France. « Toute convention portant sur la procréation ou la gestation pour le compte d'autrui est nulle », disposent les lois de bioéthique du 29 juillet 1994.

● **A l'étranger.** L'adoption par un couple de personnes de même sexe n'est autorisée dans aucun pays d'Europe, mais elle fait actuellement l'objet d'un projet de loi aux Pays-Bas. Aux Etats-Unis, l'état du New Jersey la considère comme légale. Treize Etats américains accordent par ailleurs au compagnon du père gay, ou à la compagne de la mère lesbienne, la possibilité d'adopter un enfant en tant que second parent, de même que les provinces de Québec et de Colombie britannique, au Canada.

mossexuels ; ce sont désormais les enfants. Comme partout en Europe, le sujet, totalement tabou il y a peu, émerge en France, adossé à un nouveau concept : celui de « familles homoparentales », lancé il y a deux ans par les militants de la « parentalité » homosexuelle. François de Singly, sociologue de la famille, y voit un « coup de force en termes normatifs, qui vise à accroître le pluralisme du mot « famille » ».

« Les jeunes gays et lesbiennes n'entrent plus automatiquement dans le déni de leur désir d'enfant. Ils disent que la sexualité est une chose, que le désir d'être parent en est une autre »

Une stratégie « qui s'est avérée payante pour les familles monoparentales », rappelle-t-il. On a reconnu qu'une mère et un enfant, c'était une famille. Le Centre gay et lesbien, à Paris, se dit « de plus en plus sollicité, depuis environ deux ans, pour donner des adresses, des lieux d'écoute, des conseils au moment d'un divorce pour obtenir la garde de l'enfant ». Un sondage Tétu/BSP réalisé voici deux ans auprès de 1 040 gays et lesbiennes, estimait à 11 % les lesbiennes ayant déjà un enfant, et à 45 % celles qui désiraient en avoir un. Chez les hommes, ces mêmes questions donnaient respectivement 7 % et 36 % de réponses positives.

« En un mot, résume Eric Dubreuil, le président de l'APGL, les jeunes gays et lesbiennes n'ont plus automatiquement dans le déni de leur désir d'enfant. Ils disent que la sexualité est une chose, que le désir d'être parent en est une autre ».

Une évolution aux causes multiples, parmi lesquelles les discussions actuelles sur le pacte civil de solidarité (PACS). La proposition de loi socialiste de reconnaissance légale du concubinage évite

être frivoles, incapables de prendre des responsabilités, bizarres et même dangereux pour les enfants. Si aujourd'hui les homosexuels sont considérés comme des gens totalement normaux, pourquoi trouverait-on étonnant que comme tout être humain, ils se posent la question d'avoir des enfants ? Pourquoi en seraient-ils indignes ?

Ceux qui, il y a vingt ans, auraient vécu en famille et mené en parallèle une autre vie, osent désormais divorcer, vivre en couple homosexuel et demander la garde de leurs enfants. Le regard des homosexuels eux-mêmes a changé, qui ne soupçonnent plus ceux d'entre eux qui souhaitent des enfants de « singer » les hétérosexuels pour se fondre dans la masse. La famille, par ailleurs, a évolué. Ses formes se sont diversifiées (familles recomposées, monoparentales...), jusqu'à poser aujourd'hui la question de la reconnaissance d'une famille avec deux parents de même sexe.

Surtout, souligne François de Singly, « les homosexuels peuvent davantage adhérer au modèle de famille qui s'est inventé depuis les années 80 : une forme de réalisation de soi à travers des relations interpersonnelles. Ils se convertissent à un certain type de famille, dans lequel on n'est plus défini par le sexe et la position d'âge. La famille, désormais, se définit de plus en plus par des liens électifs, et non plus statutaires, institutionnels. La famille, c'est une affection entre des proches ».

Les évolutions de la société, comme les progrès scientifiques, ont aussi contribué à distendre le lien entre sexualité et procréation. Les couples stériles eux-mêmes ne se résignent plus à ne pas être parents. « On compte bien moins de familles sans enfant aujourd'hui qu'au début du siècle », rappelle Anne Cadoret, ethnologue. L'enfant est devenu essentiel à la famille, comme l'était auparavant l'alliance. L'accomplissement de l'individu passe par l'enfant, non pas dans l'idée de transmettre des biens mais pour prolonger une identité.

S'il monte, le débat sur l'« homoparentalité » provoque des réactions toujours extrêmement passionnelles. « La société n'est pas prête », revient comme un leitmotiv. Marcela Iacub, chercheur au CNRS, constate qu'« il est possible de parler du couple homosexuel. Mais dès qu'on en arrive à la filiation des gens ne raisonnent plus ». L'« homoparentalité » est, selon elle, « profondément subversive par rapport à l'ordre procréatif dans lequel nous vivons : les parents de l'enfant sont ceux qui l'ont engendré. Toute filiation est construite sur cette logique imitative de la nature. C'est pour cela que l'on cache les origines lors d'une adoption, que la trace du donneur est effacée pour l'enfant en cas de PMA [procréation médicalement assistée]. On préfère organiser le secret plutôt que de mettre en péril l'assimilation entre géniteurs et parents ».

Pascal Krémer

« Cela fait dix ans que je me pose ces questions »

LE MOIS dernier, il n'avait pas osé pousser la porte. Costume de laine fine, chemise blanche impeccable, il semble tout juste sorti d'un conseil d'administration. « Cela fait dix ans que je me pose ces questions. Si je

REPORTAGE
Une soirée d'accueil à l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens

suis ici ce soir, c'est que je viens d'avoir quarante ans, et que j'en suis arrivé à me poser aussi ces questions la nuit... »

Est-ce que vouloir un enfant, quand on est homosexuel, est un projet égoïste ? Est-ce qu'on ne risque pas d'être repoussé un jour par son enfant ? Est-ce que l'enfant lui-même ne sera pas rejeté à l'école ? Quel mode de conception est le moins pénalisant

pour lui ? La coparentalité avec une amie lesbienne, une mère porteuse aux Etats-Unis ? Trop longtemps retenues, les questions se succèdent durant un long moment. Chacune semble libérer d'un poids la vingtaine de personnes qui assistent, dans un silence encore gêné, à la soirée mensuelle d'accueil de l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL).

« Nos enfants vont bien, rassure immédiatement Jean-Pierre, qui anime les débats. Ils doivent être un petit peu plus forts que les autres pour supporter les « sales pédés ! » dans la cour de l'école. Mais ils ont une chance : celle d'avoir un ou des parents qui ont beaucoup réfléchi avant leur conception. » Du cercle des participants invités à s'exprimer, une voix s'élève. « Moi, pendant longtemps, je me suis dit : "Tas pas le droit", lance une femme qui semble entrée dans la quarantaine. Mais la femme que j'aime, avec laquelle je vis depuis douze ans, a un enfant de treize ans qui ne donne pas l'impression

d'être mal avec nous. C'est sur ce désir d'enfant qu'on s'est rencontrés avec Jean-Claude. »

FILONS ET CONSEILS
Elle désigne un homme installé à l'autre extrémité de la salle : « L'idée, c'est d'être parents ensemble sans habiter sous le même toit. C'est important que mon enfant ait un père, peut-être parce que je n'en ai pas eu. » Jean-Claude, moustache et bouc gris, souhaite rencontrer d'autres « coparents », s'étonne que ses amis homosexuels réagissent souvent plus mal que les hétérosexuels. « On est pris entre deux feux, entre les hétérosexuels que cela fait sourire ou frémir, et les homosexuels qui nous accusent de singer les premiers », confirme un participant, qui, avec son compagnon, se verrait bien père à trente-cinq ans. Il a déjà quelques « bons contacts » avec des amies lesbiennes. L'APGL lui en fournira d'autres, si nécessaire. Des « soirées conviviales » per-

mettent aux candidats à la « coparentalité » de se rencontrer.

Une jeune femme, mère de deux enfants de onze et de huit ans, dit s'être séparée de leur père pour vivre avec une femme. Elle a un « nouveau projet », celui d'un troisième enfant, et elle est venue avec sa compagne chercher des « filons » sur l'insémination artificielle interdite en France. D'autres sont tout simplement en quête de conseils pour avouer leur homosexualité aux enfants nés d'une union passée. Comme ces hommes, concubins depuis dix ans, qui n'ont « jamais trouvé le moment » de le dire aux enfants du plus âgé des deux, divorcé. « Nous avons nos repères dans le non-dit. Ils savent, c'est évident. » « Eux ont peut-être besoin de l'entendre ? », suggère Jean-Pierre, qui, jamais, ne donne de recettes mais conseille de rencontrer d'autres personnes dans la même situation.

P. Kr

Trois couples de parents sans complexe

« CARLA et Marie-Laure, sa maman et sa maman, Giulietta et Luana, ses sœurs, annoncent joyeusement la naissance de Zéline », lisait-on dans le carnet d'un quotidien, en novembre 1998. Carla, Marie-Laure et leurs trois filles, fruits d'inséminations artificielles, habitent aujourd'hui une petite maison parisienne. « Le désir d'enfant a toujours existé », pose d'emblée Marie-Laure. Toujours, c'est-à-dire presque depuis sa rencontre avec Carla. Il y a vingt-sept ans, en classe de quatrième. L'une est graphiste, l'autre photographe. Pour des raisons différentes, aucune des deux n'envisageait la vie sans enfant. « Nous n'avons pas fait un choix de vie homosexuelle. Il se trouve que nous sommes deux femmes, que nous nous sommes choisies. Et que, comme nous sommes heureuses dans notre vie de couple, nous avions envie de partager ce bonheur. »

Entre le moment où la décision fut prise et la naissance de leur première fille, en 1994, neuf années se sont écoulées. Les deux femmes ont songé à appeler à la rescousse un ami hétérosexuel, puis tenté de convaincre tour à tour trois copains homosexuels.

En vain. Adopter ? Il eût fallu cacher la vraie nature de leurs relations. Elles ont fini par recourir à l'insémination artificielle, en France d'abord, puis, après que les lois de bioéthique de 1994 en eurent interdit l'accès aux femmes seules, en Belgique.

« C'est formidable, le Thalys ! plaisante Marie-Laure, mère biologique des trois enfants. On peut déposer les enfants à la crèche le matin, aller se faire inséminer en Belgique, et revenir les chercher le soir. » Pour les filles, Carla est « maman ». Une sorte de mère adoptive, un « tiers », dit-elle, soudeuse de marquer une claire différence avec la mère biologique des enfants. Deux parents, ont-elles toujours expliqué aux filles, mais qui ne les ont pas conçus ensemble.

« Y A LES RAÇÉES EN MOINS »
Chacun des enfants a une marraine et deux parrains, supposés devenir des interlocuteurs masculins privilégiés. A la crèche comme à l'école maternelle, Carla et Marie-Laure se sont présentées « pour que les filles puissent parler de leurs parents ». Après quelques réticences, puéricultrices et enseignants ont pris l'habitude de

s'adresser indifféremment à l'une ou à l'autre.

Martine et Patricia ne se sentent pas davantage rejetées. Elles ont quarante-six et quarante-huit ans, travaillent l'une au CNRS, la seconde au ministère de la justice, vivent en couple depuis 1986, élèvent ensemble Léa, neuf ans, et Jonathan, douze ans, adoptés par Martine. La quarantaine approchant, cette grande femme brune décidée a voulu « une descendance, transmettre des valeurs, une religion, tout ce que mes parents m'avaient donné ». L'adoption apparut comme la moins mauvaise solution. Par chance pour elle, les enquêteurs de la Ddass n'ont pas posé à Martine de questions sur sa vie de couple, ce qui aurait rendu l'adoption juridiquement impossible.

« Ce serait mentir de dire qu'il n'y a pas de problème, admet-elle. L'adoption est la solution la plus acceptable socialement, mais ce n'est pas la plus facile car les enfants ont souffert. » Léa, qui entrera bientôt en sixième avec deux ans d'avance, a parlé sans réserve à l'école, dessiné maman et marraine lorsqu'on lui a demandé un portrait de sa famille. « Mes mei-

leurs copines, elles le savent depuis longtemps, raconte-t-elle. D'abord, j'ai dit pour l'adoption, puis, comme elles le prenaient bien, je leur ai dit ma famille. Pour qu'elles réagissent pas bizarrement, le jour où elles viennent à la maison. » Sa famille est « comme une autre, mais juste un petit peu différente par rapport aux parents ». Parce qu'il n'y a pas de papa ? « Ouais, y a les raçées en moins. »

UN PAPA POUR COPIER SUR LUI
Pour Jonathan, en cinquième, la situation semble plus délicate. « Une fois, dit-il tranquillement, j'ai invité des copains à dormir. Ils m'ont demandé : "Ils dorment où tes parents ?" "J'en sais rien", j'ai dit. J'arrivais pas à le dire... » Bien que tous ses baby-sitters soient des garçons, bien que l'école, les colonies, les scouts, le club de sport, soient des lieux de mixité, Jonathan confie qu'il lui manque « un papa pour copier un peu sur lui ».

Professeur de lettres aux cheveux gris et au verbe prudent, Marc a eu sa fille Florence, il y a sept ans, avec Dorothea, une amie lesbienne. « J'ai toujours constaté que j'étais heureux entouré d'enfants. » A trente-sept ans, il

a trouvé dans une petite annonce parue dans la presse gay l'âme sœur lesbienne ayant un « projet d'enfant » et des principes éducatifs similaires aux siens. Tous les matins, Marc vient en voisin préparer le petit déjeuner de sa fille, puis l'emmène à l'école. « Je vois Florence six jours sur sept, onze mois sur douze. Ma vie de père, je la privilégie avant tout. » Dès qu'elle a eu l'âge de comprendre, Florence a appris que sa maman aimait une dame, qu'elle aimait aussi beaucoup son papa, mais n'était pas amoureuse de lui. Que d'ailleurs son papa aimait les messieurs. « Nous sommes deux parents qui nous estimons, ne nous engueulons jamais », assure Marc. Durant presque une année, avant que l'insémination artificielle « artisanale » ne réussisse, Marc et Dorothea ont longuement vérifié leur bonne entente de futur « couple parental ». « Florence n'est pas née de l'amour de l'autre. Elle est née uniquement le fruit d'un désir d'enfant. Est-ce mieux, est-ce moins bien ? Est-ce étouffant ? On connaît tous de sacrées mères poules hétéro... »

P. Kr

DETAILLANT - GROSSISTE
VENANT AUX PARTICULIERS
Tous les grands magasins aux meilleurs prix

MATELAS • SOMMIERS
fixés ou relevables - toutes dimensions
SWISSFLEX - TRÉCA - EPEDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Bouvier - Coulois - Siffert etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

Int des enfants

de diverses manières

Orléans ou arrangement entre pays et régions

TU VERRAS, ÇA SERA PLUS FACILE D'ÊTRE GRANDS-PÈRES.



L'adoption bientôt autorisée aux Pays-Bas

de notre correspondant

Sans que cela fasse scandale, le gouvernement néerlandais a, ces derniers mois, soumis au Conseil d'Etat deux projets de loi qui bouleversent la structure familiale traditionnelle et qui donneront aux homosexuels des droits et des devoirs équivalents à ceux des hétérosexuels. Le premier permettra aux homosexuels de contracter un mariage en bonne et due forme, ce qui sera, dit-on à La Haye, une « première mondiale ».

L'autre projet prévoit d'autoriser l'adoption d'enfants par les couples homosexuels. Les conditions seront sensiblement les mêmes que pour un couple traditionnel, avec une exception : l'adoption ne pourra concerner que des petits Néerlandais, afin de ne pas « déroger aux traités internationaux » et parce que « ce projet dépasse la frontière couramment admise sur le sujet », indique-t-on au ministère de la Justice.

Aux Pays-Bas, personne ne doute que ces deux textes seront votés d'ici deux ans. Ces initiatives sont inscrites dans le programme commun de gouvernement, et les trois partis qui le composent y sont favorables. Yvette van Geest, porte-parole de l'Association des mères en

duo, est convaincue que « les hommes politiques ne font que suivre l'opinion publique », qui, à en croire quelques rares sondages, ne s'oppose pas à la création de familles par les couples homosexuels.

LIENS JURIDIQUES

Combien sont-elles, ces nouvelles familles ? Début 1995, le Bureau central des statistiques avait recensé 21 300 couples homosexuels (à 80 % composés de deux femmes), dont à peine 2 000 avec enfants. Mais la Fondation des mères en duo avance le chiffre de 20 000 enfants vivant actuellement avec deux parents de même sexe : « Certains sont nés lorsque le père ou la mère avait une relation hétérosexuelle, d'autres sont adoptés ou conçus par insémination artificielle ».

Cela fait en effet une douzaine d'années que les femmes qui, pour une raison ou une autre, veulent concevoir un bébé sans homme peuvent avoir recours à l'assistance médicale à la procréation. « A l'heure actuelle, seule la mère biologique a un lien juridique avec l'enfant, regrette-t-on à la Fondation. La « mère sociale » n'a aujourd'hui aucune existence légale ».

Alain Franco

Sociologues, psychiatres et psychanalystes sont divisés

LE MONDE a interrogé des spécialistes de la famille et du psychisme humain. Les avis sont très partagés et nuancés selon les différents modèles de « familles homosexuelles ».

● Irène Théry, sociologue du droit, spécialiste de la famille

« Je ne suis pas sûre que le terme d'« homoparentalité » soit judicieux au plan du droit car il rassemble des situations profondément différentes. Il existe malheureusement des décisions judiciaires où l'homosexualité du parent est prise en compte alors qu'elle n'a pas à l'être. C'est le cas quand des juges refusent le droit d'héberger son enfant à un parent antérieurement marié, et vivant désormais en couple homosexuel. En quoi son orientation sexuelle justifie-t-elle de le priver de ses droits et devoirs de parents ? Même chose pour l'adoption par une personne seule. Elle est légale et aucune catégorie de citoyen ne saurait en être exclue a priori. Les préjugés sur les « effets psychologiques » sur l'enfant aboutissent à une véritable discrimination à l'égard des candidats homosexuels ».

Très différente est l'hypothèse où le couple homosexuel veut devenir, en tant que couple, « homoparental ». Cela supposerait un profond bouleversement de la loi pour tout le monde. Le droit à la procréation médicalement assistée (PMA) pour les lesbiennes supposerait de légaliser les PMA pour convenance personnelle. Quant à l'adoption plénière par un couple homosexuel, elle impliquerait que l'enfant ait deux pères ou deux mères. Ce serait créer une catégorie d'enfants exclus du système de parenté de notre culture, dont la caractéristique fondamentale est d'être mixte ».

● Eric Fassin, sociologue et américaniste à l'École normale supérieure

« Si on invoque la notion d'intérêt de l'enfant, il faut prendre en compte les enquêtes existantes, menées aux Etats-Unis et cautionnées par l'Association américaine de psychologie, qui toutes vont dans le même sens : avoir deux parents de même sexe ne pose pas particulièrement de problèmes aux

enfants. La méthodologie de ces travaux est imparfaite, mais, à ce jour, aucune enquête ne vient les contredire ».

Le modèle d'une famille « naturelle », calquée sur la reproduction biologique, laisse en outre beaucoup de monde de côté, pas seulement les familles « homoparentales ». Les enfants de parents de même sexe risquent d'être confrontés à l'homophobie, c'est vrai ; mais peut-on justifier une discrimination légale par une discrimination sociale ? »

● Philippe Jeammet, psychiatre

« On s'est prononcé de façon trop dogmatique sur l'« homoparentalité ». Il est évident qu'avoir des parents de même sexe ne sera pas totalement neutre pour l'enfant. Mais tout dépendra sans doute du vécu des parents. Ont-ils un désir d'enfant qui prenne en compte le bien-être et la liberté de cet enfant, ou font-ils un enfant dans une volonté de normalisation de leur couple ? Permettront-ils à l'enfant de se confronter à la différence des sexes et des générations ? Ce qui pourrait poser problème, c'est le caractère très possessif de la relation entre les deux adultes - l'agrippement à quelqu'un de semblable à vous -, de même que la volonté de ne pas subir les conséquences de ses choix. Mais ne dramatisons pas ! La capacité d'amour, d'ouverture permet de corriger bien des choses... »

● Frédéric Jésus, pédopsychiatre, médecin de santé publique

« La capacité à assurer une certaine qualité et densité d'échanges psychoaffectifs ne pose a priori aucun problème chez les couples homosexuels, qui ont eu un combat à mener pour l'enfant. Au contraire, il y a peut-être un risque de surinvestissement affectif, comme chez les couples âgés. Dans la dimension cognitive de la fonction parentale, la PMA peut poser davantage problème que l'adoption. Avec l'adoption, le donneur, les couples peuvent transmettre à l'enfant une histoire de sa conception qui risque de rayer l'autre sexe. L'institution

de l'adoption en revanche n'ouvre pas à cet inconvénient. La troisième composante, c'est la fonction socialisante, qui permet peu à peu à l'enfant de conquérir son autonomie. Si le fait de grandir dans un tel couple est vécu par l'enfant comme une honte, si ses parents n'assument pas pleinement leurs choix sexuels, la situation risque de devenir préjudiciable à l'enfant ».

● Robert Neuburger, psychiatre, psychothérapeute

« Je commence à recevoir des familles homoparentales, surtout des couples de femmes qui élèvent en-

« Pour l'enfant se pose le problème de la relation avec le monde extérieur, comme dans tous les cas de particularismes »

semble les enfants d'une union hétérosexuelle précédente. Leurs problèmes n'ont rien de spécifique. Je suis donc surpris des positions dogmatiques de certains confrères, sous prétexte que l'on touche au mythe de la famille « normale » confondue avec la famille oedipienne. Aujourd'hui, la dimension du couple et la dimension familiale sont souvent séparées. Par ailleurs, les rôles parentaux ne peuvent pas toujours se superposer au sexe. Pour l'enfant, se pose le problème de la relation avec le monde extérieur, comme dans tous les cas de particularismes. Mais cela s'atténue probablement, car on va vers une banalisation de ces situations ».

● Françoise Hurstel, psychanalyste, professeur de psychologie

« Les homosexuels élèvent plutôt mieux leurs enfants que les hétérosexuels parce qu'ils sont sous le regard des autres. Mais tout cela complique la vie des enfants.

L'identité, la différenciation subjective qui permet de devenir un sujet à part entière, repose sur deux piliers, générationnel et sexuel. On prive donc les enfants, qui regardent d'abord autour d'eux, d'un des deux piliers. Je n'ai pas le droit, en tant que psychanalyste d'enfants et d'adolescents, de dire qu'il faut légaliser ces situations. Il y a assez de situations parentales qu'on ne contrôle pas ».

● Geneviève Delaisi de Parseval, psychanalyste

« Aux parents homosexuels adoptants, essentiellement des femmes, se posent les mêmes problèmes qu'à toutes les familles adoptives. Dans le cas de l'insémination artificielle, j'émet des réserves non pas sur l'absence de père au quotidien mais sur le donneur de sperme anonyme : il est important que l'enfant ait l'image d'un homme qui a donné quelque chose de l'ordre de la paternité. Dans le cas d'hommes faisant appel à une mère porteuse, et qui n'en parleraient pas avec beaucoup de respect, se posent pour l'enfant de sacrés problèmes d'identification à la mère dont on aura donné une image tellement opératoire ! Pour l'enfant, il faut un père et une mère, et la transparence sur son histoire, et le respect de tous les protagonistes ».

● Serge Lesour, psychanalyste

« L'homosexuel aime l'autre en tant qu'autre lui-même. Il y a souvent un déni psychique de la différence de sexes au moment de l'adolescence. Ce qui pose question, pour l'enfant, c'est que le discours inconscient des parents puisse être celui de la négation du sexe opposé. L'enfant peut toujours trouver ses identifications en dehors du milieu familial. Dans certains couples homosexuels, cela s'avère possible, mais hélas pas dans tous. L'autre danger, c'est de faire passer à l'enfant l'idée qu'il n'y a pas de limites, d'interdits, en refusant la stérilité qu'implique l'homosexualité. La base de l'éducation, c'est la frustration ».

Propos recueillis par Pascale Krémer

LES ATTENTIONS FIAT

DU 10 AU 14 MARS, LES PORTES OUVERTES FIAT S'ADRESSENT UNIQUEMENT :



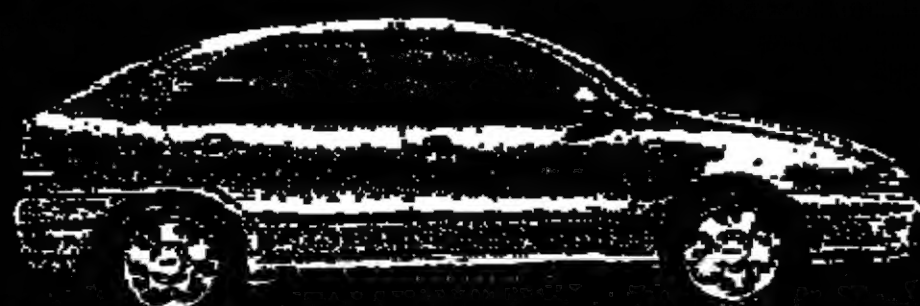
aux croqueuses de diamants, aux romantiques, aux talons hauts aux talons plats, aux mondaines, aux éternelles en retard...



...aux jeunes premiers, aux petits derniers, aux demoiselles, aux couples heureux, aux célibataires endurcis...



...aux sportifs, aux intellectuels, aux nouveaux papas, aux grands enfants, aux ponctuels, aux esthètes...



...aux chefs de famille, aux mamans poule, aux baroudeurs, aux hommes d'affaires, aux hommes tout court, etc...

SERIE SEICENTO YOUNG : 40 800F
AVEC AIRBAG, LEVE-VITRES ELECTRIQUES, CONDAMNATION CENTRALISEE...

Série Seicento Young avec Airbag Fiat® conducteur, lave-vitres avant électriques, condamnation centralisée des portes, antivol Fiat Code... et toutes les qualités d'une grande citadine : 40 800F. Tarif au 1er mars 99, A.M. 99, Prime Qualité Fiat de 5 000F déduite pour la reprise de votre voiture⁽¹⁾ (Prix Net : 45 800F).

SERIE PUNTO CULT : 48 900F
AVEC DIRECTION ASSISTEE, AIRBAG, AUTORADIO...
ET 2 ANS DE GARANTIE*.

Série Punto Cult avec direction assistée, Airbag Fiat® conducteur, autoradio RDS 4 haut-parleurs, antivol Fiat Code : 48 900F. Tarif au 1er mars 99, A.M. 99, Prime Qualité Fiat de 5 000F déduite pour la reprise de votre voiture⁽¹⁾ (Prix Net : 54 100F). *2 ans de garantie pour tout achat d'une Punto neuve financée par Fiat Crédit France. Exemple de crédit sous réserve d'acceptation par Fiat Crédit France : pour 20 000F empruntés, TEG 6,90% pour une durée de 24 mois. 24 mensualités de 894,55F hors assurances facultatives. Coût total du crédit 1469,08F. Extension de garantie par Icare France Assurance. Conditions générales disponibles dans les points de ventes participants⁽¹⁾.

BRAVO, BRAVA :
LE TURBO DIESEL AU PRIX DE L'ESSENCE.
SOIT JUSQU'A 13 800F D'ECONOMIE⁽²⁾.

Nouvelle Gamme avec double Airbag Fiat®, ABS et autoradio RDS EON de série, nouvelles motorisations 80 16v et JTD 105 Unijet. Fiat Bravo à partir de 81 400F. Offre non cumulable valable sur les Bravo et Brava TD⁽¹⁾. Tarif au 1er mars 99, A.M. 99.

DU 10 AU 14 MARS,
IL Y A UNE ATTENTION POUR CHACUN
CHEZ FIAT.

(1) Offres valables jusqu'au 31 mars 99, réservées aux particuliers, dans les points de vente participants. (2) Selon les versions. Ouverture dimanche selon autorisation.

FIAT

Les syndicats d'enseignants organisent une semaine de grèves et de manifestations

Lundi, les instituteurs sont appelés à cesser le travail contre la répartition des moyens prévue pour la rentrée.

Les syndicats d'enseignants ont décidé de multiplier les actions revendicatives pendant la semaine du 15 au 20 mars. De la journée de

lundi, marquée par une mobilisation contre les mesures de carte scolaire dans le premier degré, à la manifestation nationale des « An-

ti-Allègre », samedi à Paris, toutes les actions annoncées donneront la mesure du mécontentement.

CE DEVRAIT ÊTRE la semaine de tous les mécontentements dans l'éducation nationale. Du lundi 15 au samedi 20 mars, grèves et manifestations vont se succéder dans le premier et le second degré à l'appel de la plupart des syndicats d'enseignants. Mais à chaque journée de grève correspondent des revendications différentes. En l'absence d'un front syndical unifié et d'un mot d'ordre unique, le paysage est aussi complexe que sont multiples les chantiers ouverts depuis plus d'un an par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Si certaines organisations demandent plus de moyens pour concrétiser les réformes promises, d'autres réclament l'arrêt des projets ministériels et plus de moyens pour réaliser... d'autres réformes.

● **Lundi 15 mars** : dans le premier degré, le Syndicat national des instituteurs et professeurs des écoles (SNUipp-FSU) et le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) - qui annoncent une « forte mobilisation » - appellent ensemble à une grève nationale et à des manifestations locales. Bien que le Syndi-

cat des enseignants (SE-FEN) « n'appelle pas nationalement » à cette action, une quarantaine de sections départementales du SE devraient participer à cette journée. Comme l'explique Hervé Baro, secrétaire général du SE, « la question des moyens est réellement posée ». Faisant allusion à la participation du SNES, il refuse d'être « récupéré » par les opposants à Claude Allègre. Ce mouvement du premier degré porte essentiellement - et traditionnellement à cette période de l'année - sur le problème de la carte scolaire (ouvertures et fermetures de classes à la rentrée, répartition des postes). Si Daniel Le Bret et Jean-Luc Villeneuve, respectivement secrétaire général du SNUipp et du SGEN-CFDT, n'ont pas d'opposition fondamentale à la charte ministérielle, ils considèrent que « le problème dépasse les simples calculs de rentrée : on nous a fait des promesses de changement, on nous a seriné que la qualité était prioritaire et on ne nous donne aucun moyen pour le réaliser ». Les responsables syndicaux estiment que les postes dégagés par la baisse prévue des

effectifs dans le premier degré (moins 30 000 élèves environ) ne devraient pas alimenter les plans de rattrapage promis pour les DOM-TOM et la Seine-Saint-Denis.

Dans le second degré, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU), SUD-éducation ainsi que les collectifs anti-Allègre appellent aussi à la grève. Tous réclament « le retrait de la charte des lycées et des décrets sur les heures supplémentaires, sur la déconcentration et sur les remplacements », mais seuls SUD-éducation et les collectifs demandent clairement « la démission du ministre qui incarne la politique éducative que nous refusons ».

A Paris, les manifestations du premier et second degré partiront l'une de Denfert-Rochereau, l'autre du Luxembourg, mais devraient converger avant d'arriver rue de Grenelle.

● **Mardi 16 mars** : les fédérations CFTC, CGC, CGT-FO et CSEN (à laquelle est associé le Snaic) appellent à la grève et à la manifestation pour réclamer « le retrait des chartes et des mesures Allègre ». Elles entendent dénon-

cer « sous le masque d'une pseudo-réforme la dénaturation de l'enseignement et la destruction programmée d'un système qui a fait ses preuves ». Ces organisations - pour lesquelles l'attitude du SNES vis-à-vis de Claude Allègre manque de « clarté » - feront valoir leur mécontentement le jour même d'un mouvement national d'action dans les services publics lancé notamment par FO et la CGT.

● **Samedi 20 mars** : ce devrait être le temps fort de la mobilisation, mêlant syndicats proches de la gauche et de l'opposition. Le SNES, le Snaic, la CNGA et plusieurs associations de professeurs de classes préparatoires, tous signataires de la Déclaration nationale unitaire (Le Monde du 19 février) appellent à une manifestation nationale à Paris. Devraient notamment s'y joindre les collectifs anti-Allègre et des enseignants du premier degré.

Dimanche 21 mars, la FSU exposera, lors de son forum national, ses propositions éducatives au Palais des Congrès de Paris.

Sandrine Blanchard

Le « tueur en série de l'Est parisien » est reconnu pénalement responsable

GUY GEORGES, celui que l'on a baptisé « le tueur en série de l'Est parisien », est pénalement responsable. Les trois psychiatres chargés d'examiner cet homme de trente-six ans, mis en examen pour sept meurtres, un viol et trois agressions sexuelles, entre 1991 et 1997, ont estimé qu'il n'était pas atteint, au moment des faits, d'un trouble ayant « aboli son discernement ou le contrôle de ses actes ». Au terme de quatorze rencontres avec le détenu, entre le 28 avril 1998 et le 12 février 1999, d'examen neuropsychiatriques et d'entretiens approfondis, les Drs Michel Dubec, Henri Grynspan et Daniel Zagury ont conclu qu'il était « accessible à une sanction pénale ». Remise au juge Gilbert Thiel, le 16 février, cette expertise invite donc le magistrat à écarter l'article 122-1 du code pénal - qui dénie les conditions de l'irresponsabilité pénale - et ouvre la voie au procès de Guy Georges.

Les médecins ne cachent pas les difficultés qu'ils ont rencontrées durant leur analyse. Comment ? Pourquoi ? Ces deux questions essentielles prennent, devant le cas de Guy Georges, une dimension vertigineuse.

Après avoir rappelé le déroulement des faits, la répétition du mode opératoire - ces femmes suivies, attachées sous la menace d'un couteau, violées, puis égorgées -, ils affichent d'emblée que « l'horreur extrême de tels actes rend bien difficile de les penser et nous n'ignorons pas ce que peuvent avoir d'insupportable de tels éclairages

pour les victimes et les familles des victimes ».

Assez rapidement, les psychiatres écartent les hypothèses qui auraient pu conduire à se prononcer en faveur de l'irresponsabilité. Les analyses génétiques et neurologiques concluent ainsi à l'absence de toute « pathologie organique ». De même, faute d'avoir relevé un trouble de la pensée, une altération du langage, des manifestations de bizarrerie, ou d'« hermétisme », ils excluent la schizophrénie et la psychose délirante. Certes, constatent-ils, Guy Georges souffre d'une « psychose enfouie », mais celle-ci « ne s'est pas traduite par un envahissement global ». C'est même pour « résister à l'envahissement » qu'il aurait « construit une structure psychopathique ».

« FORTERESSE DÉFENSIVE »

C'est donc dans la grande catégorie des psychopathes que les médecins rangent Guy Georges. Un homme « conscient de l'horreur de ses actes, mais d'une façon très intellectualisée », écrivent-ils. Un individu capable de se décrire comme « un monstre pour les autres », d'assurer que « si c'était ma fiancée, je ferais justice moi-même », mais se refusant à tout jugement sur lui-même. Un personnage enveloppé dans « une sorte de forteresse défensive » érigée au fil des ans et des échecs successifs.

Pour les psychiatres, cet enfant de la Ddass érige la première couche de sa « carapace caracté-

rielle » afin de « gommer toute trace psychique de l'abandon primaire ». « La force de ce mouvement défensif ne peut que témoigner de l'intensité du traumatisme désorganisateur précoce », expliquent-ils. Par la suite, cet être « inémotif », aussi fier de n'avoir « jamais pleuré depuis l'âge de douze ans » que de son refus à « faire appel aux codétenus lorsqu'il a besoin d'une cigarette », s'attachera à couper « toute trace de dépendance à autrui », manifestant une « singulière absence de sentiment ».

Cette inhumanité, il en enveloppe encore davantage ses victimes que les psychiatres qualifient de « chosifiées ». Un trait qui les conduit à déceler, avant tout, dans son comportement, une « perversion narcissique ».

Ce recours au vocabulaire psychanalytique témoigne de la faillite de toute explication univoque. Guy Georges n'est pas un simple « pervers sexuel », assurent les médecins. Chez lui, « la recherche d'un état précédemment éprouvé, d'un vécu de toute-puissance, prime sur les aspects proprement sexuels ». De même, le « plaisir de donner la mort » semble absent de ses motivations, Guy Georges tuant, apparemment, « le plus vite possible », comme une « conséquence inéluctable du viol ». Parler de « haine des femmes » serait encore réducteur, comme en témoignent les relations normales qu'il entretient parallèlement à son activité criminelle. Enfin, sa « révolte globale contre la société », il l'invoque à

l'égard des hommes, des « skin-heads », des « fachos », mais jamais concernant ses crimes, dont les victimes sont toujours des jeunes femmes.

En réalité, « l'intrication complexe de très nombreux facteurs, qui tiennent à l'histoire, à la personnalité, aux modalités défensives, à la réaction à la première expérience meurtrière », permet seule d'expliquer le parcours de Guy Georges. « C'est pourquoi ce type de criminalité est heureusement rare », ajoutent les experts. Qualifiant Guy Georges de « dangereux extrême », ils soulignent l'épaisseur de sa carapace et concluent qu'« un processus thérapeutique authentique relève actuellement de la spéculation théorique. Il refuse lui-même toute idée d'une adaptabilité sociale ».

« Il sait qu'il ne sortira jamais », confirme un de ses avocats, François Honnorat. Du reste, il serait assez satisfait de sa détention, à l'isolement, à la maison d'arrêt de la Santé. Il partage ses promenades avec le terroriste Carlos et reçoit les visites hebdomadaires de deux amies. A ses avocats, il a résumé la situation : « Personne ne m'emmerde ». Quant au juge Thiel, qui l'a entendu huit fois au cours des deux dernières semaines afin d'obtenir des précisions sur les deux derniers meurtres et trois nouvelles agressions qui lui sont reprochées, il a cessé de lui répondre.

Nathaniel Herzberg

Irradiation à Tricastin : EDF mis en cause

LA DIRECTION de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) a annoncé, vendredi 12 mars, son intention de saisir la justice après l'irradiation d'un technicien de la centrale nucléaire de Tricastin (Drôme) (Le Monde du 13 mars). Selon la DSIN, cet incident met « gravement en cause l'organisation du site » et « les procédures mises en place par EDF pour assurer la protection contre les rayonnements ionisants des personnels travaillant dans les centrales ».

Le technicien irradié a reçu une dose de radioactivité « évaluée à 340 millisieverts (mSv), et non 80 mSv comme indiqué dans les estimations initiales. La différence entre ces résultats fait l'objet d'investigations », a d'autre part précisé, vendredi, un communiqué de la direction régionale Rhône-Alpes de l'industrie et de l'environnement qui représente localement la DSIN. Pour le directeur de la centrale EDF, cette réévaluation de la dose de radioactivité « ne change rien » en ce qui concerne l'état physique du salarié. « On en reste à des doses qui n'ont pas de manifestations cliniques », lesquelles interviennent seulement « au-delà de 1 000 mSv », a-t-il affirmé.

Les organisateurs d'une fête taurine relaxés après la mort d'un spectateur

LA COUR D'APPEL de Nîmes a relaxé, jeudi 11 mars, René Jeannot, maire d'Aigues-Mortes (Gard), et Pierre Aubanel, manadier, poursuivis à la suite de la mort, le 14 octobre 1994, de Jean-François Picot, piétiné par un taureau lors d'un abrivado, fête taurine locale à laquelle il assistait. La plainte de la famille de la victime avait abouti à la mise en cause du maire et du manadier, organisateurs, pour homicide involontaire par « maladresse et imprudence ». La cour d'appel de Nîmes a confirmé le jugement de relaxe prononcé en première instance, estimant qu'« il est démontré que par la nature même de la manifestation, de la puissance et de l'imprévisibilité des taureaux, aucun dispositif n'est susceptible de garantir la sécurité absolue ». Pour M. Patrick Gontard, avocat de la défense, « on ne peut pas tout sécuriser, tout aseptiser. La cour d'appel a reconnu dans cette manifestation la notion de tradition d'autant que le danger est connu de tous et que c'est précisément cela que la faute recherche ». (Corresp.)

Un maire de l'Aude jugé responsable de la mort d'une fillette électrocutée par un reverbère

LE TRIBUNAL correctionnel de Narbonne (Aude) a condamné, vendredi 12 mars, le maire de la commune de Lézignan-Corbières, Pierre Toumlier, et le directeur de l'office public départemental HLM de l'Aude, Claude Bernardini, à 10 000 francs d'amende avec sursis à la suite du décès accidentel, le 12 septembre 1994, d'une fillette de cinq ans, électrocutée en jouant au pied d'un lampadaire d'éclairage public situé dans une cité HLM de la ville. La même peine a été prononcée à l'encontre de la commune et de l'Office HLM également poursuivis pour « homicide involontaire ». Trois expertises avaient conclu à un grave défaut d'entretien de l'installation d'éclairage. Le maire de Lézignan a décidé de faire appel contre « un jugement d'omalgam » qui méconnaît, selon lui, l'urgence légale d'une faute caractérisée de l'élu local pour engager sa responsabilité pénale. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le directeur de l'association Cheval pour tous, soupçonné de viols, d'agressions sexuelles et de mauvais traitements sur de jeunes délinquants qui lui étaient confiés, a été mis en examen et écroué, vendredi 12 mars, par un juge d'instruction du tribunal correctionnel de Colmar (Haut-Rhin). L'enquête a été ouverte il y a un mois à la suite des confidences d'un ancien pensionnaire, devenu majeur, de l'association installée à la ferme du Clémont près d'Urbeis (Bas-Rhin). François Supel, trente-neuf ans, avait été mis en cause une première fois en 1995 pour une affaire de viol, classée pour « affabulation ».

■ **VIOLENCE** : un mineur a été interpellé après le viol, commis le 1^{er} mars d'une femme de ménage dans une école d'Orléans où elle était venue travailler avant la reprise des cours. La ville d'Orléans, employeur de la victime et responsable de l'établissement scolaire a porté plainte et s'est constituée partie civile.

■ **ÉDUCATION** : le président de l'UDF, François Bayrou, a ironisé, vendredi 12 mars sur France-Inter, à propos du projet de Claude Allègre sur les lycées, demandant : « Est-ce que cela mérite le nom de réforme ? » « Ce projet honnêtement ne mérite pas qu'on descende dans la rue, ni dans un sens ni dans l'autre », a ajouté l'ancien ministre de l'éducation nationale, estimant que « l'essentiel des problèmes de l'éducation nationale se trouve à l'articulation école primaire-collèges ».

■ **L'appel des deux collégiennes portant le foulard islamique** contre la décision de les exclure du collège Jean-Monnet de Fiers (Orne) a été examiné, vendredi 12 mars, au rectorat de Caen. Les défenseurs des élèves ont déploré « les positions doctrinaires exprimées par les membres de la commission d'appel » et confirmé leur intention de saisir le tribunal administratif en cas de confirmation de l'exclusion. L'administration fera connaître sa décision dans les jours à venir.



Le Monde

UN PROCÈS TRÈS PARTICULIER

Historique ? Surréaliste ? Le procès du sang contaminé dans lequel ont comparu trois anciens ministres fera date et laissera un goût d'imperfection.

Le Monde publie les comptes rendus de Jean-Michel Dumay et des articles inédits afin d'éclairer ce procès hybride où les victimes n'ont pas eu le droit de se constituer parties civiles et où l'accusation a clairement requis la relaxe. A lire aussi : les réquisitions et le jugement.

Une publication de référence, illustrée par Noëlle Herrenschildt

VIENT DE PARAÎTRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

MARCHAND DE JOURNAUX 20

Comme certains musiciens ont l'oreille absolue, Massin a l'œil absolu pour la typographie. En un demi-siècle, ce petit homme malicieux a révolutionné les couvertures de livres, leur a donné de la vie, de la couleur, de l'harmonie. Un itinéraire entre Céline, Gaston Gallimard et les cent mille milliards de Queneau

MASSIN habite au cœur de Montparnasse, au-dessus du boulevard Edgar-Quinet, un double appartement très contrasté, en noir et blanc. La moitié sombre est celle où il a vécu depuis 1958 avec sa femme, décédée il y a cinq ans. Les murs sont peints au pochoir en brun et or, des vitrines surchargées de bibelots s'élèvent comme des ex-voto frivoles. « Elle adorait la chine et la brocante. Je vis ici dans un musée. » Quand l'appartement de la voisine s'est libéré, il l'a acheté et relié au premier. « J'ai deux salles de bains distantes de 30 mètres. » Par compensation, dans cette moitié-ci tout est blanc, moderne, dépourvu. De grandes affiches de Charlot sur les murs et des meubles de jardin blancs. Massin se déplace d'un pas alerte de l'un à l'autre, suivi assez gauchement par son chien Émile, un bouledogue anglais qui souffre d'arthrose et ronfle bruyamment. « Il est affectueux, collant même. Les bouledogues étaient des chiens de combat qui asphyxiaient les taureaux en leur coinçant le museau dans leurs mâchoires. On voit ça chez Goya. Les combats ont été interdits et ils sont devenus chiens de canapé. Chien de combat à l'avant, normal à l'arrière. »

On observe d'ordinaire une ressemblance évidente entre un chien et son maître. Ici, non. Émile a son genre bien à lui, irrésistible, à la Michel Simon. Massin, à soixante-trois ans, a une silhouette et une vivacité de jeune homme. Le lien est ailleurs. « Ne cherchez pas. Émile a une face humaine déformée, une tête caricaturale. Il y a des gens qui disent : "Oh ! Qu'il est laid..." et des jeunes qui le trouvent "hyper". C'est un chien de graphiste. »

Nous y voilà. Qu'est-ce qu'un graphiste ? Quelqu'un qui prend la lettre à son pied, très sérieusement. Certes, depuis l'invention de l'imprimerie, tout le monde a fait du graphisme sans le savoir. Mais, depuis peu, on s'est mis à en faire en le sachant, et Massin est un des meilleurs représentants de cet art parfois très visible, sinon voyant, mais le plus souvent discret, qui a bouleversé le travail du livre et de l'imprimé en général. Quand un grand journal veut rénover sa maquette et améliorer le confort de lecture de ses pages, il dépense des trésors de patience à faire dessiner un nouveau caractère d'imprimerie, d'élégance qui peut sembler anecdotique – il faut une loupe et des explications pour voir le changement – et qui ne l'est pas : l'œil parcourt désormais la page sans effort.

L'irruption de Massin dans les livres s'est faite comme un brusque zoom : sans négliger le sens des textes et des mots, bien sûr, il s'est plongé en avant jusqu'au corps des lettres, à leurs formes physiques, pour les magnifier, en faire des personnages à part entière de la page, ce qu'elles sont à l'évidence dans beaucoup de systèmes d'écriture, idéographiques notamment, mais que notre transcription alphabétique a tendance à faire passer au second plan. Contre tout l'enseignement de la linguistique – le signifiant est arbitraire – Massin s'est efforcé de montrer que les lettres, dans la variété considérable de leurs typographies, de leurs « caractères », en avaient un, justement, ainsi qu'une personnalité bien à elles. Et il faut dire qu'il a réussi son pari, comme l'ont prouvé ses éditions fameuses des *Exercices de style* de Queneau ou de *La Cantatrice chauve* de Ionesco. Aujourd'hui la ville de Chartres, où est installé le fonds Massin, publie le deuxième tome de son *Catalogue raisonné de l'œuvre typographique de Massin, 1958-1979*, sous le titre *Du cité de chez Gaston*, en hommage à Gaston Gallimard.

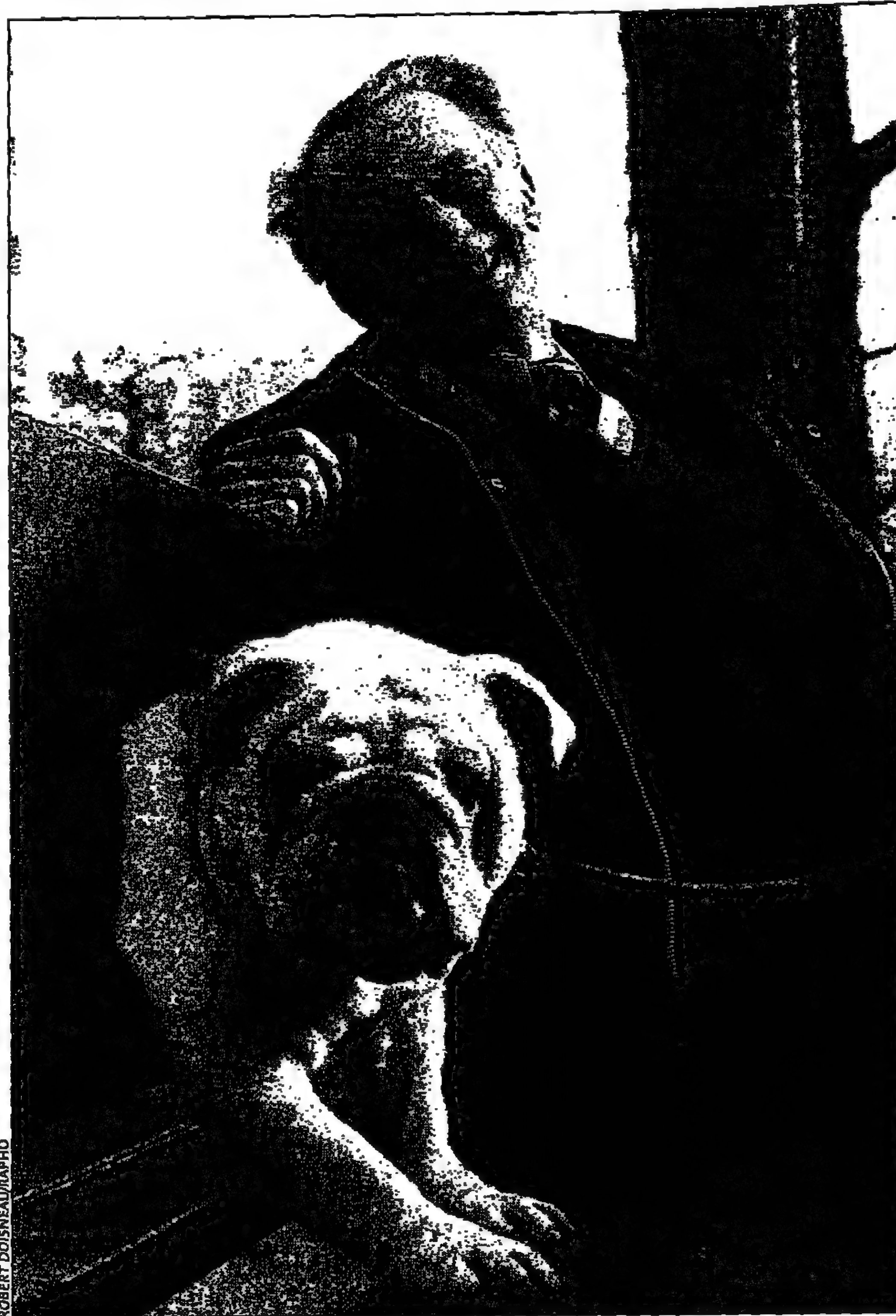
Pourquoi dit-on Massin tout court ? Coquette d'avant-guerre ? Massin a été en pension pendant cinq ans, ce qui exclut l'usage du prénom. Puis, quand il a

commencé à se faire connaître, il y avait déjà Jean Massin, le musicien extraordinaire, prêtre défroncé. Et, quand il a été très connu, un éditeur de décoration du nom de Massin a mis sur ses livres « Massin présente... » Ce qui a énervé Massin. Cela mis à part, il aime bien son prénom, Robert.

POUR expliquer sa vocation multiforme de graphiste, d'éditeur, d'écrivain et d'illustrateur, Massin remonte à l'enfance : « Je suis né près de Chartres, à 15 kilomètres d'Illy-sur-Combray, et j'ai connu Marcel Proust dans mon enfance, mais pas le bon. C'était un berger complètement illettré avec de grosses mains et une face rougeaudie, qui signait d'une croix et s'appelait Marcel Proust. Sans parenté avec l'écrivain. J'ai connu un autre Proust dans le coin, à Thivars, qui faisait du vélo. Le grand Marcel Proust, je l'ai découvert au lycée : un éminent. J'ai lu quatre fois *La Recherche* en entier. Enfin, j'allais à Chartres, à Bonneville, peu à Illiers. La frontière dont parle Proust existe vraiment. Il y a le côté Perche et le côté Beauce, deux paysages, deux sensibilités. Moi j'étais Beauce. Je ne suis pas à l'aise dans les vallons, les creux. Je n'aime que les plateaux, l'horizon rectiligne avec le poids du ciel. »

« Ce que j'ai trouvé, c'est une typo indémodable, le baskerville old face, caractère fin XVIII^e, redessiné en 1920, qui a une très belle couleur de noir, à la fois élégant et assez fort, entre l'elzévir et le didot. Toujours en noir sur fond blanc »

Sa mère, institutrice, lui fait l'école. Son père, graveur sur pierre, sculpteur et tailleur de stèles funéraires, lui met dans les mains, à l'âge de quatre ans, une pierre très tendre sur laquelle il avait écrit au crayon le nom de son fils, son âge et son adresse, lui donne un bûche et lui dit de faire comme lui, de graver son nom. « Je ne savais pas ce que je faisais : je n'ai appris à lire



ROBERT DOINNAUD

Massin, l'œil de la lettre

que six mois après. Ce qui est remarquable, c'est que, lorsque je me suis mis à faire du graphisme, je me suis souvenu des lettres de mon syllabaire d'enfance et j'ai dit : ça, c'est du bon gros, ça du bonnet moine, ça de l'égyptienne. Plus tard, j'ai retrouvé ce syllabaire dans une brocante à Montigny et j'ai vérifié. J'avais l'œil absolu pour la typographie, comme on dit de certains musiciens qu'ils ont l'oreille absolue. »

Il passe son adolescence à lire du théâtre, sans exclusive, de Giraudoux à Guirys, et à jouer de la contrebasse, jazz et classique. Il dessine : « Comme beaucoup de gens, j'ai été un enfant génial en dessin jusqu'à l'âge de dix ans. Après j'ai copié. »

Une expérience importante lui

viendra du journalisme. A vingt-deux ans, il est pigiste à *Combat* et se met en tête de couvrir l'arrivée de l'Exodus à Hambourg. Sans attendre les papiers officiels du journal, il part, pas très en règle. Quand il comprend que l'Exodus n'accostera pas, sous de faux prétextes techniques, il remonte vers la Suède, se fait voler ses papiers et son argent, et lave la valisette pendant six semaines à Copenhague. Équipe de neuf, au lieu de retourner à Paris, il prend un bateau pour la Finlande, comme ça, et se fait arrêter par les Russes, qui l'interrogent longuement et le relâchent. Re-vaisselle à Copenhague. Et c'est là, dans l'eau savonneuse, qu'un copain plongeur lui dit qu'il connaît le type chez qui habite Céline, qui vient de sortir de prison, un certain Jensen.

Des Jensen, il y en a quelques pages dans l'annuaire de Copenhague. Finalement, Massin trouve, et va voir Céline dans sa mansarde au 5^e étage. « Je suis resté trois heures avec lui. Il était assis sur le lit avec le chat bébé sur ses genoux, et c'était une lagorhète, une confession. Il vomissait Claude, Montherlant, répétait : "Je suis un con, je suis un con..." J'ai envoyé le tout à La Rue, un journal anarchiste, dont je savais qu'il ne couperait ni ne déformerait rien. Par la suite, je ne suis jamais allé voir Céline à Meudon. » Il ne poursuivra pas non plus dans la carrière journalistique. Il n'y avait pas de place dans les journaux, du reste. Il devient un temps le secrétaire de Tristan Bernard, ce qui consiste principalement à lui chercher des croissants.

Nous l'avons traité de manière moderne, avec dynamisme, en faisant le contraire des livres de luxe, morts. Je dirais qu'on a récupéré dans la mise en page du livre les moyens du cinéma.

Entré au Club comme rédacteur, Massin se passionne rapidement pour la mise en page. Un prototype italien lui apprend les bases du métier en six semaines. Il voit travailler Pierre Faucheux, son ami, issu de l'école Estienne, et surtout il le voit « vendre » ses couvertures, expliquer son travail, ses décisions. Il a trouvé sa vocation.

ROBERT CARLIER fonde le Club du meilleur livre et y fait venir Massin. Carlier est un homme de grande influence, comme Maurice Nadeau, François Erval, André Bay, un catalyseur. Il passe pour avoir amené Beckett chez Jérôme Lindon, et fait prendre aux jeunes Éditions du Seuil *Le Petit Monde de Don Camillo*, ce qui n'est pas rien. C'est lui qui fera entrer Massin chez Gallimard en 1958. « Par la petite porte. Il y avait déjà un directeur artistique choisi par Gaston. Claude, son fils, m'a fait venir chez lui plusieurs fois, le soir, et je me souviens des réunions de travail avec lui et Gaston en charentaises. Un jour, j'ai dit à Gaston : "Ce qui m'intéresserait, ce serait de tout faire." Oui, tout, même les choses les plus humbles. Gaston ne m'a pas compris sur le moment, mais par la suite j'ai dicté des centaines de notes de composition pour les livres, un énorme travail peu spectaculaire. Je voulais que mes livres aient une certaine harmonie. J'ai été très imité, les éditeurs ont commencé à soigner la présentation de leurs ouvrages. De

même, j'ai innové en faisant massicoter les livres. J'ai dit à Claude : "Mettez-vous à la place d'un étudiant qui doit lire *L'Être et le Néant* et découper 700 pages avec un coupe-papier..." C'est comme ça que la direction artistique est née dans l'édition. »

La grande aventure commence alors avec le lancement de la collection « Folio » en 1972. « On a refait 520 titres et couvertures en deux ans, qu'on avait rachetés à Hachette. J'ai fait faire 1 100 titres dans « Folio ». Je n'ai pas inventé le fond blanc, qui existait déjà, ni le format. Ce que j'ai trouvé, c'est une typo indémodable, le baskerville old face, caractère fin XVIII^e, redessiné en 1920, qui a une très belle couleur de noir, à la fois élégant et assez fort, entre l'elzévir et le didot. Toujours en noir sur fond blanc. Et j'ai employé une grande variété d'illustrateurs. Après quoi, Christian Bourgois a lancé la mode inverse, en taillant dans des tableaux avec ses ciseaux, pour « 10/18 ». C'est très bien aussi d'ailleurs. Et puis j'ai lancé la collection « L'Imaginaire » pour les grands textes qui ne pouvaient pas espérer autant de lecteurs que ceux de « Folio », une couverture où jouent des typographies toujours différentes, selon le principe de la variation musicale. »

C'EST aussi la période où il raconte sa jeunesse en deux livres, *Une enfance ordinaire* et *Le Pensionnaire*, qu'il soumet au comité de lecture de Gallimard sous le pseudonyme de Claude Mennet. « Je ne voulais pas que Claude me publie pour me faire plaisir. Et après j'ai gardé le pseudonyme parce qu'en France on n'admet pas que l'on puisse être un bon écrivain en même temps qu'un bon dessinateur ou un bon graphiste, malgré Victor Hugo, Henri Michaux et tant d'autres. » Et, pour être juste, il faudrait citer les autres livres de Massin, les grands traités comme *La Lettre et l'image*, *La Mise en page*, *ABC du métier*, les documents socio-culturels comme *Les Cris de la ville*, les biographies, *Zola photographe*, la liste est longue et on en trouvera les éléments dans l'exposition que la Librairie Nicot, 145, boulevard Saint-Germain, à Paris, consacre à Massin du 12 mars au 2 avril.

On relira aussi son *Journal en désordre*, paru chez Laffont en 1996. D'une manière fantasque et décousue, Massin télescope les époques et donne sur tous des anecdotes, grandes ou petites, comme on vide ses poches. Il raconte comment il a quitté Gallimard, parce qu'il s'y trouvait prisonnier et que Claude lui refusait un petit département autonome. Atelier qu'il a trouvé brièvement chez Hachette, où il a publié des monographies sur les lunettes, le lit, les chaussures, le monde à l'envers. Aujourd'hui, il est responsable de la présentation des couvertures chez Robert Laffont. Mais il avoue rêver au moins une fois par semaine qu'il retourne chez Gallimard. C'est d'ailleurs au conservateur de la maison, Jean-Pierre Dauphin, un vieil ami, qu'il a demandé d'être son exécuteur testamentaire : « Ce sera un veuf abusif et je lui en sais gré d'avance. » Et d'évoquer encore le souvenir de Roger Nimier, d'Ulysse, le chien de Roger Grenier, de ce cher Ionesco, qui cherchait le métro pour aller à Béziers parce qu'il avait promis de venir voir un libraire et qui en ressortait aussitôt, ravi, en avouant qu'il avait manqué le train. Et de Raymond Queneau, pour qui Massin avait créé la maquette de *Cent Mille Milliards de poèmes*, une structure de languettes et de peigne assez complexe, Queneau, le grand pachyderme : « Parfois, je lui posais une question ou je lui lançais une blague, et il était d'une telle réserve, absolument inouïe, qu'il répondait par "Hé ! hé !" ou "Ha ! ha !" ou "Hi ! hi !"... C'était de la timidité, sans doute, mais il fallait interpréter. » Apparemment, l'ami autant que le graphiste ont su le faire.

Michel Braudeau

Six jours de silence

par Robert Solé

UNE PETITE PHOTO de Monica Lewinsky en tête de première page. Et ce titre : « Elle l'aime encore ». Des lecteurs n'en sont pas revenus. « De qui se moque-t-on ? », s'exclame Stéphanie Doncieux (Paris). « Dites-donc, au monde, seriez-vous devenus fous ? », demande Michel Thiry, de Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). « Que se passe-t-il ? Connaissez-vous des boîtes de tirage ? », enchaîne Catherine Hilaire, de Saint-Laurent-des-Bâtons (Dordogne). Faisant part, quant à lui, de sa « tristesse » et de sa « honte », Armand Vesin, d'Issy-les-Moulineaux, ajoute : « Dans votre réponse, ne nous faites pas le coup du second degré. »



LE MÉDIATEUR

Il n'y a pas de second degré qui tienne, puisque ce titre a été lu ainsi. Et je rassure un autre lecteur, Antoine Orain, qui se demande comment le médiateur va se tirer de cette affaire. Très simplement, cher monsieur : en affirmant qu'un tel titre n'aurait jamais dû être publié.

Mais laissons M^{me} Lewinsky faire toute seule sa campagne de promotion et parlons d'un autre sujet, plus intéressant et autrement plus grave, pour lequel le journal peut s'honorer d'avoir bien réagi : l'arrêt rendu dans le procès du sang contaminé.

Cette chronique est consacrée en général aux articles parus dans *Le Monde*. Je voudrais cette fois aborder une information qui en était absente.

Dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 mars,

au terme d'un procès douloureux et très controversé, la Cour de justice de la République a délibéré. Secrètement, comme il se doit. « Les quinze juges qui participent au délibéré sont tenus au secret le plus rigoureux », y compris les greffiers et les fonctionnaires », avait rappelé le président, lors de la dernière audience. Les magistrats se donneront ensuite six jours pour rédiger les attendus du jugement, l'arrêt devant être rendu le 9 mars.

Mercredi 3 mars, en tout début de matinée, *Le Monde* apprend que la Cour a décidé de condamner Edmond Hervé et de relaxer Laurent Fabius et Georgina Dufoix. Il connaît aussi le détail des motivations. Le journal doit paraître quelques heures plus tard. On imagine le scoop... et les ventes.

Publier ? Ne pas publier ? Un débat s'engage dans la rédaction. L'information est sûre, ayant été recoupée par plusieurs sources. Pourquoi la cacher ? Le cas est sans précédent, puisque les magistrats des tribunaux correctionnels ne dérogent jamais à la règle du secret et que, dans les cours d'assises, les jurés ne sortent de la salle de délibération que pour l'annonce du verdict.

La Cour de justice de la République n'est pas une juridiction normale. Une partie de ses juges sont des parlementaires. Et les fuites qui viennent d'intervenir ne font que couronner une longue série de dysfonctionnements. Si des juges ne savent pas tenir leur langue, si certains communiquent à dessein la teneur du vote, pourquoi le journal garderait-il le silence ?

Chacun se rend compte cependant des dangers et des conséquences éventuelles d'une telle publication. La Cour pourrait, jusqu'au

9 mars, modifier son vote. Une publicité prématurée conduirait sans doute à un pourvoi en cassation. Elle porterait, en tout cas, au procès un coup très dur, peut-être fatal. *Le Monde* lui-même ne serait-il pas soupçonné d'avoir voulu faire pression sur la justice, dans un sens ou dans l'autre ?

Il est très vite décidé, en accord avec le directeur de la publication, de garder le silence jusqu'au verdict. Mais une question reste en suspens : que fera-t-on si, d'ici là, un autre organe de presse rend public le vote ? Est-il pensable que ces juges bavards n'aient parlé qu'au *Monde* ? Est-il imaginable que, dans cette société médiatique où tout se sait très vite, un tel secret soit gardé pendant six jours ?

Le journal a su résister à la tentation de ce scoop. C'est tout à son honneur. Et si d'autres médias se sont trouvés dans le même cas entre le 3 et le 9 mars, il faut leur rendre aussi hommage.

Cela n'a pas empêché *Le Monde*, dans son numéro daté 10 mars, paru deux heures après le verdict, de publier un article très bien informé de Raphaële Baqué sur les délibérations, intitulé « Dans les coulisses de trois semaines d'audience ». En réalité, dès la première semaine du procès, des informations sur le délibéré intermédiaire figuraient dans le journal. Autant dire que la Cour de justice, juridiction spéciale, a été perçue comme une juridiction politique : par *Le Monde*, mais d'abord par plusieurs journaux, qui ne se sont pas privés de s'exprimer, publiquement ou discrètement, avant, pendant et après le procès. Le « secret le plus rigoureux » demandé par le président aura été, de bout en bout, un secret de Polichinelle.

AU COURRIER DU « MONDE »

Le paysage et la vie politiques changeront en France lorsque la moitié des maires de l'Hexagone seront dirigés par des femmes, nous écrit un lecteur attentif au débat sur la parité et méfiant vis-à-vis des porteurs de paritarisme. Une autre lettre souligne la permanence des images et des messages sexistes



véhiculés par certaines publicités. Également, dans le courrier, un point de vue sur la définition de l'Etat voyou et les réflexions d'un agent recenseur quant à la responsabilité des municipalités pour protéger la confidentialité des informations recueillies lors de la campagne en cours.

MADAME LE MAIRE

On peut s'étonner que les paritaristes exigent une politique de quotas pour l'Assemblée nationale et non pour les maires. Or, s'il y a un lieu où le pouvoir s'exerce vraiment, c'est bien à l'échelon municipal. Le maire prend des décisions et assume des responsabilités (...). Si les femmes veulent exister quantitativement et peser sur le destin de la cité, pourquoi donc ne demandent-elles pas la parité aux élections municipales plutôt qu'aux législatives ? 36 463 communes, soit 18 232 maires, cela vous dessine un autre paysage politique que 290 députées ; et cela permet de donner rapidement et concrètement une idée de la « différence spécifique » des femmes en politique. Mais peut-être que le terrain n'intéresse pas les partisans de la parité, ce qui laisse planer sur leur paritarisme un parfum de suspicion. A moins que, sous couvert de parité, ce soit l'image de la femme qui importe, non sa réalité.

Emmanuel Jaffelin
Neuilly (Hauts-de-Seine)

IMAGE DE PUB

Une loi sur la parité deviendrait-elle aussi nécessaire dans la publicité ? A voir la campagne Framatome (*Le Monde* du 3 mars), on pourrait le penser : les mâles ont entre les mains des instruments modernes de travail, téléphone et ordinateur portables, la demoiselle n'a droit qu'à une tasse de café. En somme, elle ne fait rien. Bravo.

Louis Salatin
Cormeilles (Eure)

TOUS RECENSÉS

Le recensement, outil indispensable pour orienter en connaissance de cause l'action des pouvoirs publics, peut légitimement inquiéter toutes les personnes habitant en France : non seulement les informations demandées relèvent de la vie privée, mais chaque résident pourra être localisé avec précision.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), pour éviter tous les abus possibles, s'est entourée de mesures législatives importantes. Il

n'en reste pas moins que le contrôle sur le terrain doit être draconien car l'organisation concrète de l'opération ouvre la porte aux détournements des données. Les agents recenseurs ont pour employeurs les maires. Les questionnaires une fois remplis sont donc susceptibles d'être vus par les administrations municipales. Il est légitime de s'interroger sur l'aspect confidentiel des informations puisqu'elles n'auront pas encore été traitées statistiquement. On peut se demander quel usage en sera fait dans certaines municipalités.

Sivan Halévy
Paris

ETATS VOYOUS : QUELS CRITÈRES ?

« Les Etats-Unis déclarent la guerre aux Etats voyous » (*rogue states*) (*Le Monde* daté 21-22 février). Mais quels sont les critères pour distinguer un Etat voyou d'un Etat « normal » ? Détenir des armes « dites de destruction massive (nucléaires, biologiques ou

chimiques) » ? Dans l'affirmative, il faut conclure que les Etats-Unis, avec leurs arsenaux plantureux, sont l'Etat le plus voyou de la planète et un de ses alliés maintient près de Tel-Aviv un institut sérieusement soupçonné de travailler à la mise au point d'armes chimiques et bactériologiques de base de toxines, virus et bactéries.

Un autre critère pourrait être la non-adhésion à la convention d'Ottawa contre les mines antipersonnel. Mais parmi les Etats qui ne se sont pas engagés à interdire ces armes sinistres, tueses d'enfants, figurent certes la Libye et la Corée du Nord mais également des *rogue states* nettement moins vilipendés : les Etats-Unis et plusieurs de ses alliés (l'Arabie saoudite, la Corée du Sud, les Emirats arabes unis, Koweït, la Turquie...). Il faudrait également inclure parmi les « Etats voyous » ceux qui pratiquent la peine de mort, et en particulier contre des condamnés mineurs au moment des faits. (...)

Pedro Scaron
Metz (Moselle)

La Turquie en tenaille entre militaires et Kurdes

Suite de la première page

Ainsi, en novembre 1996, on retrouva, près de la localité de Susurluk, sur la route d'Izmir à Istanbul, une voiture accidentée au coffre bourré d'armes, de drogue et de vrais-faux papiers contenant les corps d'un mafieux d'extrême droite recherché depuis douze ans par Interpol, du sous-chef de la police d'Istanbul et d'un député. Des « groupuscules ultranationalistes illégaux » ayant infiltré l'Etat et « devenu incontrôlables », conclut l'inspecteur en chef du gouvernement précédent, Kirişçi Savas, dans son rapport officiel, rendu partiellement public en janvier 1998. Selon l'association de défense des droits de l'homme (IDH) ces « escadrons de la mort » auraient été à l'origine, entre 1992 et 1997, de 4 700 « faillit meşhul cinayet » (littéralement « assassinats non élucidés ») et de plus de 2 000 disparitions.

Lieu de passage pour l'héroïne produite en Afghanistan, au Pakistan ou en Iran, le Kurdistan de Turquie est, en outre, devenu une des plaques tournantes du trafic

d'armes et de drogue. Il est de notoriété publique que toutes les parties du conflit y trempent. Selon un ancien chef des services secrets (MIT), Mehmet Eymur, cité par le quotidien *Hürriyet* du 5 juin 1997, le trafic d'héroïne aurait représenté 37 milliards de dollars en 1996 et jouerait de complexités au plus haut niveau de l'Etat. Le 21 janvier 1997, la cour de justice de Francfort, à l'issue du procès de trafiquants de drogue, déclara que l'essentiel du marché de l'héroïne vers l'Europe fut dominé par des personnalités stanbouliotes de premier plan, proches du vice-premier ministre et chef de la diplomatie de l'époque, Tansu Çiller.

SOCIÉTÉ SOUS CONTRÔLE

Ces liaisons dangereuses - ou celles qui valurent à Mesut Yılmaz, premier ministre de juin 1997 à janvier 1999, d'être désavoué par la Grande Assemblée pour « liens occultes avec la mafia » - ne sont pas à mettre au compte de l'actuel chef du gouvernement, Bülent Ecevit. Son image d'incorruptible, vêtue de son sempiternel imperméable, roulant dans une Renault 12 « produite en Turquie », tranche avec le luxe tapageur et le parfum de scandale exhalé par ses prédécesseurs. Cette assise populaire et la capture d'Abdullah Öcalan ont - comme lors de l'intervention à Chypre, en 1974, dont il fut le principal artisan - fait de M. Ecevit le favori des élections législatives du 18 avril. Si son Parti démocratique de gauche (DSP) ne remporte pas la mise, il pourra

peut-être limiter le succès annoncé des islamistes du Parti de la vertu (Fazilet Partisi). C'est ce qu'espèrent les militaires, gardiens du dogme kémaliste, engagés à ce titre dans une lutte sans merci contre la montée de l'islam politique.

Pourtant, l'électeur moyen, dont l'opinion est forgée par les médias - dans la plupart des quotidiens, Abdullah Öcalan n'est désigné que comme le « tueur de bébés » -, ne risque pas, le 18 avril, de donner sa voix au candidat qui tendra la main aux aspirations des Kurdes, aussi modérées soient-elles. Avec une société civile sous contrôle, des partis politiques traditionnels déconnectés de la réalité, une élite militaire de plus en plus présente, la Turquie, confiante en kémalisme, s'avère incapable, au nom de la préservation de l'Etat unitaire, de faire une

place à ses minorités. Si la révolution de Kemal Atatürk a forgé un pays moderne, véritable exception dans la région, l'héritage s'est érodé. La mentalité d'assise qui prévalait en 1923 n'est plus de mise aujourd'hui ; or la même rigidité prévaut dès que sont abordées les questions kurde, arménienne ou chypriote.

M. Ecevit saura-t-il imprimer un autre visage au pays ? Pour cela, il devrait se libérer de l'omniprésence du numéro deux de l'exécutif, le chef d'état-major İsmet İnönü, dont les recommandations, édictées par la voix du Conseil de sécurité, sont suivies à la lettre, comme le prévoit la Constitution en vigueur, celle issue du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

Marie Jégo

RECTIFICATIFS

SECTES

C'est par erreur que nous avons écrit que des tenues de protection NBC (nucléaire, bactériologique, chimique) ont été saisies en 1995 dans d'anciens locaux de l'Église du Christ de Paris à Vaulx-la-Petite (Le Monde daté 7-8 février). Cette saisie a eu lieu à Sceaux (Hauts-de-Seine), dans des locaux que la secte venait de quitter et dont elle était le dernier locataire. L'enquête préliminaire ouverte en 1995 au parquet de Versailles, afin d'établir l'identité du possesseur de ce matériel de

guerre, a été classée sans suite. La secte dément avoir « jamais possédé ou utilisé du matériel militaire de quelque nature que ce soit ».

DANSE

La légende de la photographie illustrant la page culture consacrée à la danse (*Le Monde* du 2 mars) était erronée. La photo montre Mathilde Monnier, du Centre chorégraphique national de Montpellier-Languedoc-Roussillon, au travail avec ses danseurs au couvent des Ursulines, rénové en 1996 par les architectes Florence Lipsky et Pascal Rollet.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Lueur d'espoir en Algérie

L'ÉLECTION présidentielle algérienne sera-t-elle honnête et transparente ? Il y a encore quelques semaines, on pouvait redouter le pire et considérer que les jeux étaient faits d'avance : l'armée, détentrice de la réalité du pouvoir, avait son candidat ; les urnes n'étaient là que pour officialiser, au prix de quelques manipulations si nécessaires, un choix venu d'en haut.

A un mois du scrutin - il aura lieu le 15 avril -, quelques signes laissent espérer que ce scénario n'est pas certain. Le plus encourageant est la publication, jeudi 11 mars, par le Conseil constitutionnel, de la liste officielle des candidats. En retenant sept noms sur les onze qui lui étaient soumis, il a incontestablement crédibilisé le scrutin.

Aucun des « présidents » retenus ne peut être accusé d'être une marionnette ou une potiche. Même si la majorité d'entre eux se présentent sous l'étiquette d'« indépendants », ils dessinent globalement une image complète de l'échiquier politique.

Qu'il soit proche des islamistes ou qu'il veuille les éradiquer, qu'il soit sensible au discours sur la modernité ou conservateur, l'électeur algérien pourra voter en faveur d'un candidat défendant ses idées.

Ce premier résultat est à mettre à l'actif du président sortant, Liamine Zéroual. Peut-être pour faire oublier un bilan dans l'ensemble négatif, le chef de l'Etat n'a eu de cesse, au cours de ses dernières interventions, de réaffirmer qu'il ferait tout

pour que l'élection de son successeur soit incontestable. Jusqu'ici, il a tenu parole, quitte à s'opposer à certaines fractions du pouvoir militaire tentées par les anciennes méthodes.

Le prochain chef de l'Etat aura à ramener le pays dans son pays. Pour qu'il puisse y parvenir, il doit être élu d'un scrutin incontestable. D'autres mesures s'imposent donc : un accès aux moyens de communication, en particulier à la télévision, équitablement réparti ; un nettoyage sérieux des listes électorales pour les débarrasser de tous les faux électeurs qui les encombreront ; une possibilité pour les représentants des candidats de contrôler l'ensemble des opérations le jour du vote ; un nombre de bureaux de vote itinérants réduit pour éviter de faciliter la fraude.

Rien n'est encore acquis, en dépit des promesses officielles. D'autant qu'un regain de violence, manipulé par des forces obscures, peut venir réduire à néant les minces espoirs qui commencent à naître.

L'élection libre dont on rêve, entre des candidats reflétant la diversité du pays, serait une première dans le monde arabe, suivie avec attention par les voisins de l'Algérie. C'est vrai du Maroc, où des législatives toujours contestées ont permis une alternance décevante. C'est encore plus vrai de la Tunisie, où l'élection présidentielle, prévue pour la fin de l'année, risque de n'être qu'un plébiscite organisé au profit du président sortant. L'Algérie a, cette fois, la possibilité de cesser de donner le mauvais exemple.

LE MONDE en tête par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colvache
Directeur : Jean-Marie Colvache / Dominique Alday, directeur général
Néel-Jean Bergeaud, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perreault, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur technique : Dominique Boyette
Secrétaire générale de la rédaction : Alain Fourment

Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Edith Tranchesi (collaborateur et employé)
Laurent Groussier (collaborateur et collaborateur gérant) ; Michel Lajoux (Directeur)
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarmen (France) ; Frank Noudi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Bouch (Agriculture) ; Jacques Sanguin (Culture) ; Christian Masson (Secrétariat de rédaction) ; Rédacteur en chef technique : Eric Azou

Médecin : Robert Solé

Directeur éditorial : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chaudhury

Conseiller de la direction : Alain Pellerin ; Directeur des relations internationales : Daniel Verdet ; Partenaires médias : Bernard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Nollat, vice-président

Ateliers directs : Robert Bény-Méry (1994-1995), Jacques Jarmen (1995-1996), André Laurens (1996-1997), André Fourment (1997-1998), Jacques Lhonnau (1998-1999)

Le Monde en tête par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Adhérents du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hébert-Bény-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Nova Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La mystique du « Pain dur »

LE PAIN DUR, la pièce de Paul Claudel, bien qu'elle puisse ne paraître qu'une passerelle entre l'Ottage et Le Père humilié, excite par elle-même l'intérêt. Les deux autres parties de la trilogie sont sans doute d'un mysticisme plus éclatant. Aucun personnage dans *Le Pain dur* ne tend vers l'éternel comme l'adorable Pensée, l'ange visionnaire du Père humilié, dont la naissance se prépare ici, quand Louis de Turelure de Colfontaine épouse la juive Sichel Hadenicht, de qui Pensée sera la fille. La mystique du *Pain dur* est pour ainsi dire présente par omission. Ces êtres - le vieux Turelure, Sichel, la comtesse Lûmîr, Polonoise fanatique, et Louis - se livrent une bataille sauvage qui aboutira à un parricide. Mais s'ils vont à ces excès, n'est-ce pas que le Dieu de l'ancienne France ne leur est plus rien ? Le Dieu de la France de

Louis-Philippe, selon M. Clandel, c'est bien Mammon, dont le règne s'établit.

Quatre personnages. Pierre Renoir s'est surpassé. Hidesu, graillocheux, bouffi, gourmand de chair féminine, vieux débris de la Terreur, et l'écœuré de monarques, Harpagon et Talleyrand, héros pour l'or et pour la vengeance, il a été vraiment admirable. Jany Holt a trouvé en Lûmîr un grand rôle, cérébral, tendu, où elle a donné tous ses nerfs et son intelligence. Germaine Montero a un peu déclamé, mais fièrement, le texte de Sichel, enfant, après tout, de la race prophétique. Jean Servais, sans s'élever aussi haut, a été un comédien soigneux. Mais pas Louis lui-même. Un acteur jouant Louis avec conscience.

Robert Kemp
(15 mars 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-76-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

صكنا من الامل

BANQUES Le décret « autorisant le transfert au secteur privé du Crédit lyonnais », selon l'expression consacrée, doit être publié au Journal officiel du 14 mars. ● IL S'AGIT

du véritable coup d'envoi de la privatisation de la banque publique. Elle intervient au moment même où le secteur bancaire français est la proie d'une véritable bataille pour sa

recomposition. ● LA PRIVATISATION va se réaliser en deux temps. D'abord la constitution d'un « groupe d'actionnaires partenaires » - version moderne du noyau

dur portant sur 30 à 33 % du capital - puis la mise sur le marché boursier, avant l'été, de la majeure partie du capital par le biais d'une offre publique de vente. ● L'ASSUREUR AL-

LEMAND Allianz, via les AGF, et le Crédit agricole sont les mieux placés pour entrer dans la course, compte tenu de l'OPE lancée par la BNP sur la Société générale et Paribas.

Le gouvernement lance formellement la privatisation du Crédit lyonnais

Le décret autorisant le « transfert au secteur privé » de la banque publique doit être publié au « Journal officiel » du 14 mars. L'opération intervient au moment même où une bataille fait rage entre la BNP, la Société générale et Paribas

LE GOUVERNEMENT doit lancer officiellement - mais discrètement - dimanche 14 mars la procédure de privatisation du Crédit lyonnais. Le décret « autorisant le transfert au secteur privé du Crédit lyonnais », selon l'expression consacrée, doit être publié au Journal officiel du 14 mars.

Le ministère de l'économie ne commente pour l'heure aucun détail de la procédure, mais la cession du Lyonnais devrait s'articuler conformément au schéma prévu et longuement discuté avec la Commission de Bruxelles. Il s'agit d'un schéma en deux temps : tout d'abord la constitution d'un « groupe d'actionnaires partenaires », le GAP, version moderne du noyau dur, portant sur 30 à 33 % du capital, ensuite la mise sur le marché par une offre publique de vente de l'essentiel du capital du Crédit lyonnais. Un dixième restera entre les mains de l'Etat, les salariés de la banque prenant 5 %.

Le GAP sera constitué à l'issue d'un appel d'offres. La règle du jeu doit être précisée dans un cahier des charges, qui définira les différents critères d'éligibilité et de sélection. Ce cahier des charges, au cœur des tractations avec Bruxelles, doit être approuvé par la Commission des participations et des transferts (CPT, ex-commission de privatisation). Aussitôt le décret publié, il lui sera transmis pour avis. Il lui faudra deux ou trois semaines pour examiner ce document technique, qui définit les engagements des futurs grands actionnaires du Crédit lyonnais.

Ceux-ci devront être à même de nouer un partenariat industriel avec la banque, qui contribuera à améliorer sa valeur, et donc à vendre les actions Crédit lyonnais plus cher sur le marché dans la deuxième étape, qui aura lieu, si les conditions de marché le permettent, vraisemblablement au milieu du mois de juin. Ils seront intégrés dans une sorte de pacte d'actionnaires, un classique des nouveaux durs, qui les empêchera de mener une opération hostile contre

le Lyonnais ou les obligera à défendre la banque, pendant une période de deux ans. Le critère du prix jouera dans le choix des futurs partenaires. Mais il ne sera pas discriminant. En général, les partenaires doivent payer une prime par rapport au marché.

DEUX GROUPES BIEN PLACÉS

Qui seront ces futurs partenaires ? Le jeu est ouvert et les cartes rebattues compte tenu de la bataille

boursière engagée entre la Société générale et Paribas d'un côté, la BNP et Axa de l'autre.

Les quatre entités étaient candidates au noyau dur du Lyonnais et vont sans doute revoir leur stratégie. En tout cas, la banque française qui occupera la position la plus importante dans le capital du Lyonnais a de grandes chances de devenir à terme son partenaire privilégié, voire son repreneur.

Les deux groupes les mieux placés

aujourd'hui pour entrer dans la course restent l'assureur allemand Allianz, via les AGF, et le Crédit agricole. Allianz a toujours soutenu le Lyonnais et noué avec lui un partenariat de distribution de produits d'assurance qu'il souhaite consolider. Surtout si une galaxie BNP-Société générale-Paribas s'organise sous l'égide d'Axa.

Quant à la Banque verte, elle est entrée tard dans la compétition ag-

guillonnée par l'alliance Société générale-Paribas et par le sentiment que les concentrations bancaires en Europe s'accroissent. Yves Barsalou, le président de la Caisse nationale de Crédit agricole, et Lucien Douroux, son directeur général, ont reçu délégation de leur conseil d'administration, composé des représentants des caisses régionales, pour décider ou pas de se porter candidat.

Déjà, certains voient dans ce projet une porte de sortie pour la Banque Indosuez. Alors que la Banque verte doit présenter ses résultats le 25 mars, la rumeur annonce déjà que sa filiale sera en perte. Point rassurant, cela n'empêchera pas son actionnaire de dégager de solides résultats. Point inquiétant, les revenus d'Indosuez seraient en perte de vitesse. Redevenir l'un des financiers privilégiés des grands groupes européens prend du temps et la banque a été durement frappée par la crise dans les pays émergents, où elle réduit ses engagements, mais aussi, à terme, ses sources de revenus.

Le mode de privatisation, qui laisse aux membres du GAP le temps d'ausculter le Lyonnais avant d'aller plus loin, convient bien en outre au Crédit agricole. Seul regret, M. Douroux s'était vu proposer de reprendre la banque au moment où il a décidé de racheter Indosuez, début 1996, à un prix bien inférieur (une quinzaine de milliards de francs) à celui qu'il obtiendrait aujourd'hui.

Face à SG-Paribas, la détermination de la BNP reste intacte

D'UN CÔTÉ, la Société générale et Paribas, de l'autre, la BNP et Axa. Paré pour une bataille rangée qui peut durer six mois, chaque camp fait le compte de ses troupes, de ses soutiens et de ses arguments.

Vendredi 12 mars dans la soirée, le moral de la BNP était intact. L'action BNP a certes reculé de 3,61 % en Bourse, certains investisseurs prenant leur bénéfice, mais cela n'a rien d'inquiétant, affirme-t-on boulevard des Italiens. Pour deux raisons : le cours de la BNP reste supérieur à son niveau avant l'annonce de l'opération, ce qui est rare en cas d'offre publique d'échange. Il est normal, deuxièmement, que, si le marché croit à l'offre, il ramène les actions Paribas, Société générale (SG) et BNP à des valeurs proches ou équivalentes. Trois bonnes nouvelles sont en outre parvenues à la banque. Une dépêche de l'agence Bloomberg affirmait, vendredi soir, que les investisseurs institutionnels restaient ralliés à l'offre de la BNP malgré le lobbying intense de SG et de Paribas auprès de leurs analystes financiers. Les banques Deutsche Bank et JP Morgan ont en outre publié deux études confiantes dans le projet BNP.

Deuxième bonne nouvelle, une dépêche de l'Agence France-Presse reprenant l'édition électronique du quotidien *La Tribune* annonçait, vendredi après-midi, qu'une centaine de cadres de Paribas se sont prononcés en faveur du projet BNP et contre celui de la Société générale défendu par leur président, André Lévy-Lang. Cette réunion de cadres en poste à l'étranger par téléconférence a eu lieu vendredi après-midi au siège de Paribas. Les propos auraient été vifs, en particulier à l'encontre de M. Lévy-Lang.

PROJET « INGÉRABLE »

Enfin, troisième bonne nouvelle, Antoine Jeancourt-Galligani, président des AGF, administrateur commun à Paribas et à la Société générale et actionnaire des trois groupes (4,5 % de Paribas, 2,37 % de SG et 0,51 % de la BNP), s'est exprimé sur LCI. S'il a contesté la méthode « agressive » employée par la BNP et estimé que la « première réaction » dans ce type de circonstances « n'est pas de s'asseoir autour de la table avec le monsieur qui lance une opération de ce type », il a ajouté : « tout cela peut évoluer. Ce sont les actionnaires qui vont trancher. Ils vont ap-

précier l'intérêt des projets : le projet Société générale-Paribas, d'un côté, qui est déjà très travaillé, et puis ce projet [de la BNP], assez imprécis tout de même ».

Du côté de la Société générale et de Paribas, la riposte s'est d'abord faite par communiqués. Projet « inamical », « ingérable », proposant un prix très inférieur à la valeur réelle des actions Société générale, ont dénoncé les administrateurs de la Société générale, à l'issue d'un conseil d'une heure et demie. Aussitôt, les spécialistes des relations avec les investisseurs et les analystes ont pris le relais auprès du marché. Et tout le monde s'est attelé à préparer la suite. Sans précipitation. « Nous avons quarante-cinq jours de Bourse », rappelle un banquier. La Société générale a d'ores et déjà commencé à démonter point par point le projet BNP, affirmant qu'il présente peu d'intérêt pour les entreprises françaises et qu'il n'est pas réaliste, sauf à ajouter 6 000 suppressions d'emplois en France aux départs naturels de salariés. Dans les trois banques, les 130 000 employés sont forcément inquiets.

S. F.

S. F.

Communiqué du Conseil de Surveillance de Paribas

Le Conseil de Surveillance de Paribas a examiné la situation créée par le projet d'offres publiques d'échange de la BNP. Il prendra une position juridique formelle après qu'ait été éventuellement déclarée la recevabilité des offres par les autorités compétentes.

Mais dès maintenant, le projet proposé appelle les observations suivantes :

- tel qu'il a été présenté, ce projet manque de transparence, notamment du fait de l'incertitude, pour l'actionnaire de Paribas, sur le projet industriel qui serait mis en œuvre selon l'issue de l'une ou l'autre des deux offres.

- ce projet, qui n'a pas été sollicité, aboutirait au démantèlement de l'entreprise Paribas : celle-ci serait réduite à une activité de banque d'investissement incomplète, qualifiée d'"autonome", concurrente de l'autre pôle de banque d'investissement créé par le rapprochement des départements de la Société Générale et de la BNP dans ce secteur. Cette situation n'est pas viable, sauf à considérer que cette activité est destinée à être cédée à court terme.

Face à ce projet qui ne peut pas être considéré comme amical, le Conseil réaffirme sa confiance dans le projet SG Paribas qu'il a approuvé le 31 janvier 1999 et qui constitue aujourd'hui un excellent projet industriel, à court et moyen terme, pour l'entreprise Paribas, ses actionnaires, ses collaborateurs et ses clients.

 PARIBAS

Communiqué du Conseil d'Administration de la Société Générale

Le Conseil d'Administration de la Société Générale a examiné la situation créée par le projet d'offres publiques d'échange de la BNP. Il prendra une position juridique formelle après qu'ait été éventuellement déclarée la recevabilité des offres par les autorités compétentes.

Mais dès maintenant, le projet proposé appelle les observations suivantes :

- la parité proposée pour les actions de la Société Générale est très inférieure à leur valeur réelle compte tenu de la situation actuelle et des perspectives de la société.

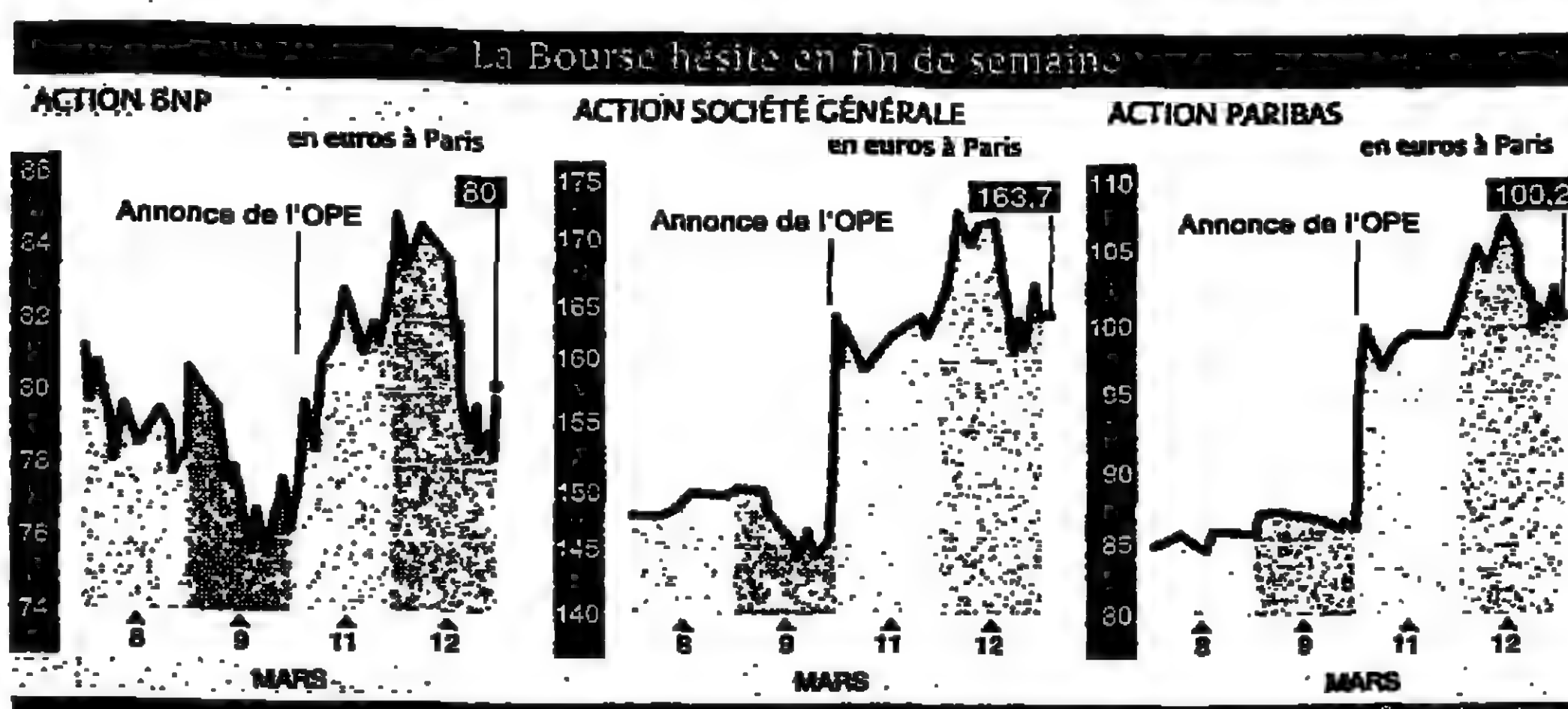
- la mise en œuvre d'un regroupement, né d'une offre inamical, en un seul temps, de trois très grands établissements, la BNP, Paribas et la Société Générale est ingérable.

Ce projet inamical n'est donc pas dans l'intérêt de la Société Générale, de ses actionnaires, de ses collaborateurs et de ses clients.

Le Conseil de Surveillance de Paribas, réuni le 11 mars 1999, a réaffirmé sa confiance dans le projet commun SG Paribas.

Le Conseil d'Administration de la Société Générale demande donc au Président de poursuivre la mise en œuvre de ce qui constitue le meilleur projet industriel pour la Société Générale, ses actionnaires, ses collaborateurs et ses clients.





Les cinq questions que pose l'offre de la BNP

● Quelles sont les conditions financières des offres en lice ?

La BNP a offert 11 de ses actions pour 8 actions Paribas et 15 de ses actions pour 7 actions Société générale (SG). A la fin de la séance de Bourse du vendredi 12 mars, l'action BNP cotait 80 euros. Celle de SG cotait 163,7 euros et celle de Paribas 100,2 euros. Sur la base de ces cours de Bourse, l'offre de la Société générale sur Paribas valorise l'action Paribas à 102,3 euros. L'offre concurrente de la BNP sur Paribas valorise l'action Paribas à 110 euros. Enfin, l'offre de la BNP sur la Société générale valorise l'action SG à 171,4 euros.

● Comment la BNP peut racheter deux banques qui, ensemble, sont bien plus grandes qu'elle ?

La proposition de la BNP repose sur le paiement des acquisitions par échange de titres, et non en liquide. Il s'agit d'une offre publique d'échange (OPE) et non d'une offre publique d'achat (OPA). Si l'offre réussit, la BNP devra émettre 440 millions d'actions nouvelles, alors qu'il n'en existe aujourd'hui que 218 millions. Elle créera donc 220 millions de titres à destination des actionnaires de Paribas et un montant identique pour ceux de la Société générale. L'issue de l'opération repose sur la confiance que mettront ou pas les actionnaires de la Société générale et de Paribas dans les promesses de la BNP de mieux gérer, dans leur intérêt, le nouvel ensemble.

● Que deviennent les titres Paribas apportés à la première offre de la Société générale ?

Les ordres déjà passés pour apporter les titres Paribas à l'offre de la Société générale sont effacés. Mais l'offre, en elle-même, se poursuit jusqu'à la clôture de la dernière offre concurrente. Les actionnaires de Paribas se trouvent devant plusieurs possibilités. Soit ils décident de vendre en Bourse leurs titres, soit ils décident de les conserver, soit ils acceptent les propositions. Soit, enfin, ils décident de les apporter à l'une ou à l'autre des offres.

● Des surenchères sont-elles possibles ?

Le règlement du Conseil des marchés financiers précise que les surenchères effectuées en numéraire doivent proposer un prix au moins supérieur de 2 % à l'offre précédente. Pour les surenchères effectuées par échange d'actions, le prix doit apporter « une amélioration significative » à l'offre précédente.

Plusieurs cas sont envisageables :

— La Société générale ou un nouvel acteur peuvent surenchérir sur l'offre de la BNP sur Paribas.

— Un nouvel acteur peut surenchérir sur l'offre de la BNP sur la Société générale.

— En revanche, la Société générale aurait plus de difficulté à faire accepter une offre sur la BNP Car, dans ce cas, les intentions de la

Société générale rejoindraient finalement celles de la BNP, à savoir la création du groupe SBP (Société générale-Paribas). De plus, il y aurait des problèmes de répartition de titres puisque la Société générale absorberait une BNP qui détendrait elle-même des titres Société générale.

— Un nouvel acteur peut envisager une offre sur la BNP. Dans ces conditions, son offre devrait tenir compte des OPE existantes et l'opération devra porter sur 100 % des titres BNP existants ou à créer.

● Que se passe-t-il si, pendant la période d'offre d'échange, le cours de la BNP chute ?

Le niveau de l'action BNP est l'élément déterminant des deux OPE car c'est la seule monnaie d'échange proposée aux actionnaires de la Société générale ou de Paribas. Deux cas de figure peuvent se présenter. Si seule l'action BNP chute, les conditions financières de ses offres seront moins attrayantes et les actionnaires de SG et de Paribas préféreront conserver leurs titres. Si les cours de l'ensemble des titres BNP, SG et Paribas baissent dans les mêmes proportions, alors les conditions relatives des offres de la BNP et de la Société générale resteront sensiblement les mêmes.

Cécile Prudhomme
et Enguerrand Renault

Les raisons d'une escalade

« Si la BNP a décidé de se lancer à l'assaut du futur groupe Société générale-Paribas, c'est à cause de l'Etat », assure un banquier d'affaires. Le constat est vengeur, mais

ANALYSE

Les banquiers imputent à l'Etat le retard pris dans la refonte du secteur

Il a sa part de réalisme. Les banquiers, tous convertis au libéralisme, regrettent que l'Etat français ne soit pas allé assez vite et assez loin dans la réforme de leur secteur. Il aurait, de ce fait, restreint les choix stratégiques des banques.

Oubliant pour un temps les sempiternels débats sur les distorsions de concurrence (Livret A, dépôts des notaires...), ils reprochent au gouvernement d'avoir « mutualisé » le secteur financier au lieu de l'avoir privatisé. « L'erreur a commencé avec le CIC, qui a été cédé au Crédit mutuel pour des raisons soi-disant sociales, plutôt qu'à une banque cotée en Bourse », poursuit ce banquier. Le gouvernement de Lionel Jospin a ensuite continué sur sa lancée en cédant le GAN à Groupama. Les AGE, assureur non mutualiste, étaient, entre-temps, tombées dans l'escarcelle de l'assureur allemand Allianz. A cause des atermoiements des ministres des finances successifs, qui ont trop tardé à privatiser le GAN, accuse volontiers le groupe de la rue de Richelieu.

Domènec Strauss-Kahn, le ministre des finances, continue sur cette voie mutualiste en transformant les Caisses d'épargne en coopératives alors que, en Italie, ces banques ont été transformées en sociétés anonymes, contrôlées par des fondations locales qui se consacrent à des œuvres d'intérêt général. Aujourd'hui, ces Caisses d'épargne, souvent cotées en Bourse, jouent un rôle important dans la restructuration du secteur bancaire italien. Elles s'intègrent dans les ensembles en cours de

constitution pour former des géants nationaux, comme Unicredit ou Banca Intesa. Les Caisses d'épargne françaises, qui resteront très attachées à l'Etat par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts, ne seront pas aussi émancipées que leurs consœurs italiennes.

Un ancien dirigeant du Crédit agricole regrette que l'on ait calqué le futur statut des Caisses d'épargne sur celui, déjà jugé obsolète, que le Crédit agricole a choisi « il y a vingt ans ». La banque verte cherche aujourd'hui à s'adapter pour pouvoir être active dans les manœuvres capitalistes en cours en Europe, où tout se paie en actions. Elle alimenterait donc s'appuyer sur un « véhicule coté en Bourse ».

LE LYONNAIS, DOSSIER CENTRAL

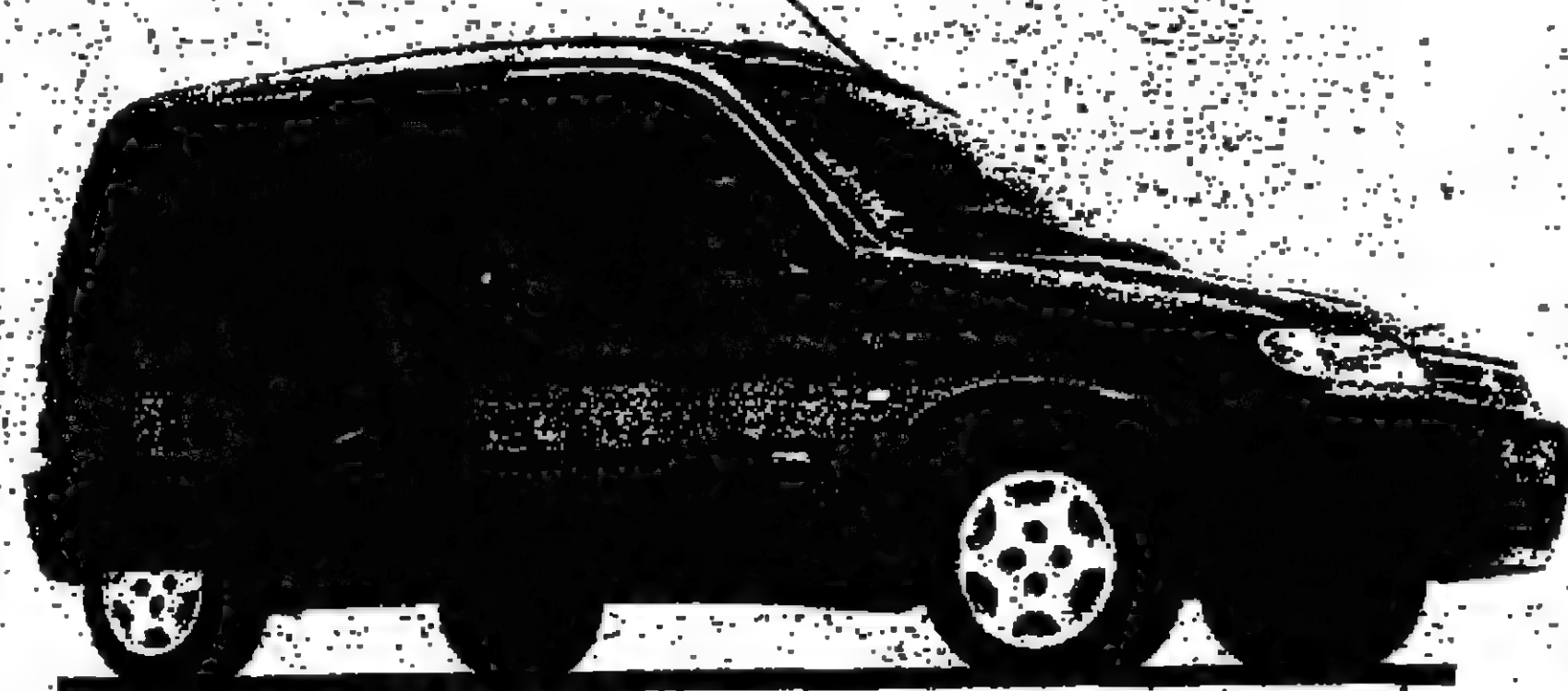
La gestion du dossier Crédit lyonnais par l'Etat est bien sûr le dernier sujet de mécontentement. Les banquiers ont le sentiment que l'histoire financière s'accélère, euro oblige, et que les banques françaises doivent se rapprocher très vite les unes des autres pour affronter leurs concurrentes européennes. Ils regrettent que les différents locataires de Bercy n'aient pu tenir tête à la Commission de Bruxelles pour obtenir la possibilité d'utiliser tout de suite le Lyonnais comme une carte maîtresse dans la restructuration du secteur. Ils oublient un peu vite à quel point la crise a été aiguë face à la détermination du commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert. Pragmatique, Bercy reste décidé à privatiser la banque en deux temps, avec un noyau dur, puis en la mettant sur le marché. La BNP, qui aurait voulu se marier tout de suite avec le Crédit lyonnais, a estimé qu'elle ne pouvait pas attendre la fin - et les incertitudes - d'une telle procédure. Elle a estimé qu'il n'y avait plus pour elle qu'une seule solution nationale possible pour créer immédiatement un champion bancaire européen : un rapprochement avec SG-Paribas, qui ne dépend ni de l'Etat ni du secteur mutualiste. La Société générale s'était comportée

exactement de la même façon lorsqu'elle s'est tournée vers Paribas.

Mais si l'Etat français a du mal à se mettre au diapason du marché, il n'a pas forcément tort en ne confondant pas vitesse et précipitation. En voulant le faire, Alain Juppé et son gouvernement ont échoué. M. Strauss-Kahn a, en revanche, réussi à faire avancer la plupart des dossiers. En matière bancaire, l'Allemagne n'est guère plus avancée et compte également un secteur coopératif étendu. Ce n'est pas non plus forcément à un gouvernement socialiste, soucieux de tenir compte de sa majorité plurielle, de hisser le drapeau du marché-roi, alors que la droite ne le fait pas elle-même, comme viennent encore de le confirmer les débats à l'Assemblée nationale sur l'avenir des Caisses d'épargne. En outre, si les banquiers français ont mis du temps avant de songer sérieusement à se regrouper, s'ils n'ont pas proposé assez tôt une solution vraiment audacieuse pour sauver et absorber le Lyonnais, ce n'est pas uniquement la faute de l'Etat, mais aussi la leur. De même, il sera difficile de faire supporter à l'Etat toutes les responsabilités, si la soudaine frénésie des patrons français - poussés en avant par cet ego qui les a si longtemps immobilisés, accrochés à leurs fauteuils - tourne mal.

Informé de la double offre publique d'échange de la BNP, M. Strauss-Kahn a donc délégué un communiqué prudent, avec la Banque de France, appelant les banquiers à tenir compte « du bon fonctionnement de la place des intérêts industriels et sociaux ainsi que de l'intérêt national ». Si la manœuvre de la BNP réussit, il saura s'en féliciter. Mais comme le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, il redoute pour l'instant qu'en cherchant à trapper trop fort, trop vite et trop peu consensuellement, la BNP ait pris le risque d'ouvrir une large brèche aux banques étrangères en France. Ce qu'il ne peut accepter et le fait savoir.

Sophie Fay



051 71141

صحننا من الامل

Les Chantiers de l'Atlantique pourraient embaucher plus de 900 personnes

L'entreprise a enregistré une commande de deux paquebots

Les Chantiers de l'Atlantique, filiale d'Alstom, ont annoncé vendredi 12 mars avoir reçu une commande de deux paquebots. En parallèle à cette

réussite économique, les syndicats CFDT, FO et CGC du chantier naval de Saint-Nazaire ont signé, mercredi 10 mars, un accord ramenant la durée heb-

domadaire du travail entre 32 h 40 et 34 h 39. Une réorganisation dans le même temps du travail devrait permettre plus de 900 embauches.

NANTES
de notre correspondant

Alstom a annoncé vendredi 12 mars que sa filiale les Chantiers de l'Atlantique a reçu une commande de deux paquebots supplémentaires de l'armateur américain Renaissance Cruises. Le groupe français n'en précise pas le montant, mais de sources industrielles on l'estime à 2 milliards de francs. Ces deux paquebots de 350 cabines complètent une série de six bateaux identiques commandés depuis 1996. Le carnet de commandes des Chantiers compte aujourd'hui quatorze paquebots de croisière, deux ferries à grande vitesse, dix-sept remorqueurs et un navire de recherche géophysique.

La réussite économique des Chantiers de l'Atlantique se traduit par une réorganisation profonde du chantier naval en matière de réduction du temps de travail et de rajoutement de la pyramide des âges. Il se prépare ainsi à pouvoir accueillir 13 000 salariés en période de pointe.

La direction des Chantiers de l'Atlantique et les syndicats CFDT, FO et CGC du chantier naval de Saint-Nazaire ont signé, mercredi 10 mars, un accord ramenant la durée hebdomadaire du travail, entre 32 h 40 et 34 h 39 selon les cas, par le biais d'une réduction du temps de travail quotidien et du nombre

de jours travaillés, et développant le travail posté en deux équipes, trois équipes, ou pour les volontaires, les vendredi, samedi et dimanche. Pour les cadres, l'accord met en place un comptage individualisé des horaires et réduit le temps de travail par le biais de jours de congés supplémentaires.

En contrepartie, le texte prévoit la création de 250 emplois et le maintien de l'effectif de référence de 4 000 salariés, intérimaires inclus, ce qui ajoute 170 créations d'emplois. Sa signature permet d'ouvrir dans la foulée les discussions sur les départs à cinquante-cinq ans, via un dispositif qui devrait être financé par l'entreprise de 500 salariés, remplacés par autant de personnes embauchées.

Cette perspective de 920 créations d'emplois intervient au moment où la fermeture des Ateliers et Chantiers du Havre est confirmée et alors que le bassin d'emploi de Saint-Nazaire ne parvient pas à fournir les salariés qualifiés nécessaires. Selon l'un des syndicats du chantier nazairien, il est probable que des embauches seront proposées à d'anciens salariés des ACH.

Les horaires des 4 000 salariés de sous-traitants également présents sur le site devraient suivre la nouvelle organisation du chantier naval, mais les autres termes de l'accord signé mercredi resteront à

négoier au sein de chaque entreprise concernée.

Au plan des salaires, le projet d'accord prévoit sur les deux années à venir une augmentation générale annuelle de 0,4 % et une augmentation individuelle annuelle de 1 %. Une augmentation annuelle supplémentaire de 2,5 % doit permettre aux salariés embauchés avec le nouvel horaire de rattraper en quatre ans leur retard sur les salariés actuels.

Un lors que la négociation a commencé, le front syndical a éclaté sur la question du temps de travail effectif, un sujet très sensible aux Chantiers de l'Atlantique, dont les usages entérinés de longue date, liés notamment à son étendue géographique, seront sensiblement modifiés par cet accord. La direction n'a accepté d'intégrer dans son calcul que les douze minutes de pause quotidiennes, mais elle a refusé d'y inclure les temps de trajets internes, les temps de vestiaire et les quatre jours maladie que les salariés peuvent prendre actuellement sans arrêt de travail ni perte de salaire. La CGT estime dans ces conditions que la réduction du temps de travail est un leurre et a refusé de signer l'accord.

La CFDT précise que ce nouveau décompte du temps de travail effectif n'entrera en vigueur qu'après la réorganisation du chantier qui

doit rapprocher les parkings et lieux de restauration des postes de travail. « Nous allons passer 200 heures par an en moins dans la boîte. Il est vrai qu'une partie du temps passé aujourd'hui dans les cars internes au chantier, le sera demain à la production parce qu'il y aura moins de temps de trajet, mais il faut savoir ce que l'on veut », explique Marc Ménager, l'un des responsables du syndicat CFDT de l'entreprise.

Fin 1998, le PDG, Patrick Boisier, indiquait que l'entreprise nazairienne est en ligne avec les objectifs du plan Cap 21, lancé en 1997, visant à réduire ses coûts de 30 % en trois ans pour lui permettre de prendre des commandes sans recourir aux aides publiques. Cette réduction passe tout à la fois par un recentrage de l'entreprise sur ses métiers de base grâce à un recours accru à la sous-traitance et un doublement de son plan de charge l'amenant à livrer cinq à six navires par an.

Pour faire face à une telle montée en régime, un projet d'investissement de 200 millions de francs (30,5 millions d'euros) est à l'étude. L'objectif étant notamment de permettre dès l'an prochain à 13 000 personnes de travailler sur le site.

Dominique Luneau

Cinq pays pétroliers s'engagent à réduire leur production

Le cours du baril repasse les 13 dollars

LES MINISTRES et responsables du pétrole de cinq importants pays producteurs ont décidé une réduction de production de « plus de deux millions de barils par jour à compter du 1^{er} avril », a annoncé vendredi 12 mars le ministre saoudien du pétrole, Ali Ben Ibrahim al-Nouaimi. Les ministres du pétrole d'Arabie saoudite, du Venezuela, d'Algérie et d'Iran (pays membres de l'OPEP) et un représentant du Mexique s'étaient réunis jeudi et vendredi aux Pays-Bas dans le but de limiter la production pour faire remonter les cours.

L'Arabie saoudite et l'Algérie souhaitent arriver à un accord avant la réunion de l'OPEP du 23 mars

« Ils sont convenus de (...) réduire la production de plus de deux millions de barils par jour, soit plus que les précédents engagements (en 1998) », dit le communiqué, lu par Youssef Yousfi, ministre algérien du pétrole et actuel président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). « Tous les pays représentés à la réunion de La Haye ont complètement soutenu la proposition de réduction de plus de deux millions de barils de même que la répartition de ladite réduction de la production, qui sera officialisée lors de la conférence de l'OPEP du 23 mars », ajoute le communiqué.

M. al-Nouaimi a qualifié d'« excellent » l'accord qui entre en vigueur le 1^{er} avril et pourrait durer un

an. Il s'est refusé à divulguer la base sur laquelle les réductions seront effectuées, mais a ajouté que les marchés devraient plutôt se concentrer sur l'importance de la réduction proposée. M. Yousfi a ajouté que les réductions ont été acceptées par dix membres de l'OPEP - l'Irak, sous le coup de sanctions internationales, n'est pas concerné - plus le Mexique et le sultanat d'Oman. Il a indiqué qu'il consultait les autres pays producteurs hors OPEP, parmi lesquels la Russie et la Norvège, laquelle a exprimé son désir de suivre le mouvement. M. al-Nouaimi précise n'avoir relevé aucun désaccord sur les réductions individuelles de production. L'Arabie saoudite, premier producteur mondial de pétrole, et l'Algérie souhaitent arriver à un accord avec leurs trois autres interlocuteurs, avant la prochaine réunion de l'OPEP, prévue le 23 mars à Vienne.

Le volume total des réductions au sein de l'OPEP et en dehors, en incluant celles de 1998, dépassera cinq milliards de bpi. L'annonce d'un accord a eu un effet immédiat sur les cours du pétrole, puisque le baril de Brent, le brut de référence de la mer du Nord, repassait vendredi après-midi pour la première fois depuis début novembre la barre des 13 dollars. Il avait entamé la journée à 12,50 dollars et était descendu au début de l'année sous les 10 dollars.

Youssef Yousfi a expliqué, dans une interview accordée à l'Agence algérienne de presse, qu'il s'attendait à une hausse rapide du brut à 15-16 dollars le baril cet été, et peut-être à 18 dollars d'ici la fin de l'année. Les excédents du marché mondial devraient avoir été absorbés d'ici la fin juin, a souligné un membre de la délégation saoudienne. (Reuters.)

Les plans de sauvetage internationaux seraient inefficaces, selon la Corée du Sud

et légale pour assister les gouvernements », souvent pris au dépourvu dans la restructuration des dettes privées.

Le négociateur de Séoul se souvient aussi avec amertume du manque de coordination entre les institutions financières mondiales. « Le FMI posait ses conditions ; la Banque mondiale aussi. Souvent, c'était les mêmes. Parfois, elles étaient opposées ; parfois même, elles s'affrontaient. Nous avons dû coordonner nous-mêmes leurs conditions », a-t-il raconté en riant. Face à des crises financières qu'il juge extrêmement « dangereuses car devenues très contagieuses », il suggère donc que les négociateurs internationaux « se mettent d'accord d'abord entre eux et ne forment qu'une seule équipe ».

Ce spécialiste de l'économie mondiale estime aussi que le système monétaire international devrait être réformé pour prévenir ces crises. Il suggère « la mise en place d'un système de surveillance du flux des capitaux investis à court terme », susceptible de donner l'alarme. Car, a-t-il rappelé, « en juillet 1997, le FMI estimait que les perspectives économiques pour la Corée étaient très bonnes. Trois mois plus tard, nous étions au bord de la banqueroute. Comment est-ce possible ? »

Jean-Baptiste Naudet

CDC Management
EUROPE

NORD-SUD DEVELOPPEMENT

Société d'investissement à capital variable

Le Conseil d'Administration de NORD-SUD DEVELOPPEMENT, qui s'est réuni le 4 février 1999, a arrêté les comptes du treizième exercice couvrant la période du 1^{er} janvier 1998 au 30 décembre 1998.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui sera convoquée le 29 mars 1999 à 15 h, à la Caisse des dépôts et consignations, Hôtel Pomereu, 67, rue de Lille, 75007 Paris, d'affecter et de répartir le résultat de la Sicav en tenant compte de la double catégorie d'actions (C de capitalisation et D de distribution).

Il sera proposé aux détenteurs d'actions D un dividende de 125,21 francs (sans tenir compte du crédit d'impôt).

Sous réserve du vote de l'Assemblée Générale Ordinaire, ce dividende sera détaché le 9 avril 1999 et mis en paiement le 14 avril 1999.

Pour tout renseignement, écrire au siège social : 7, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon, 75007 Paris Cedex 15 ou téléphoner au 01 42 79 55 00.

Le Monde
INTERACTIF

Testez vos connaissances sur Internet
et gagnez un iMac et de nombreux lots
mardi 16 mars

Le Monde
daté 17

pétroliers t à réduire duction

épasse les 13 dollars

Les pétroliers américains ont décidé de réduire leurs dépenses de recherche et développement de 10 à 15 % en 1999. Cette décision, prise par les sociétés de la branche, est la conséquence d'une baisse des prix du pétrole et d'une réduction des investissements dans le secteur. Les pétroliers américains ont décidé de réduire leurs dépenses de recherche et développement de 10 à 15 % en 1999. Cette décision, prise par les sociétés de la branche, est la conséquence d'une baisse des prix du pétrole et d'une réduction des investissements dans le secteur.

s de sauvetage eaux seraient don la Corée du Sud

Les États-Unis ont proposé de fournir des équipements de sauvetage aux forces de la Corée du Sud. Cette proposition, faite par le Département de la Défense, vise à améliorer les capacités de sauvetage des forces américaines et sud-coréennes. Les États-Unis ont proposé de fournir des équipements de sauvetage aux forces de la Corée du Sud. Cette proposition, faite par le Département de la Défense, vise à améliorer les capacités de sauvetage des forces américaines et sud-coréennes.

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999 / 17

ALCATEL

Dividende net proposé : 2 euros

Une stratégie pour les réseaux du futur

Le conseil d'administration d'Alcatel proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 10 juin 1999 de distribuer un dividende net par action de 2,0 euros, soit 3,0 euros par action avoir fiscal inclus, en hausse de 14 % par rapport à 1997. Le paiement du dividende représentera un montant global de 0,37 milliard d'euros, en augmentation de 29 % par rapport à l'année dernière. La date de paiement du dividende est fixée au 30 juin 1999.

"Je suis heureux que le conseil ait renouvelé sa confiance dans le futur d'Alcatel en proposant une augmentation significative des dividendes versés à nos actionnaires", a commenté Serge Tchuruk, Président-Directeur Général d'Alcatel. "Le conseil a arrêté les résultats de 1998 qui sont conformes aux estimations que nous avons annoncées le 28 janvier dernier".

Recentré sur les Télécom, avec une stratégie et une organisation adaptées à l'évolution des marchés, doté d'un portefeuille technologique et commercial renforcé par les acquisitions récentes, Alcatel est désormais armé pour être l'un des principaux acteurs des réseaux du futur.

Chiffres clés 1998

21,2	Chiffre d'affaires
+6%	
0,997	Résultat opérationnel
+10,8%	
2,34	Résultat net
ns	
13,2	Bénéfice par action
ns	

Des opérations stratégiques majeures

Les premiers mois de 1999 ont été caractérisés par des mouvements stratégiques majeurs. Les récentes acquisitions de Xylan et d'Assured Access Technologies, associées à celle de Packet Engines en octobre dernier et à une position de leader dans l'ADSL, dans les réseaux intelligents et dans la voix, vont permettre à Alcatel de prendre une longueur d'avance sur ses concurrents dans la convergence voix/données. L'accord signé avec Motorola en février dernier renforce les perspectives de croissance d'Alcatel sur le marché de la commutation CDMA et sur celui de la 3ème génération de téléphonie mobile (UMTS).

"Le marché des Télécom change rapidement et radicalement", précise Serge Tchuruk. "Par conséquent, j'ai reconfiguré la stratégie et l'organisation d'Alcatel pour l'orienter vers ses marchés :

- Pour le marché des opérateurs "tout IP" et celui des réseaux de données des opérateurs existants, Alcatel dispose d'un portefeuille de produits déjà disponibles et d'une offre complète de solutions IP. Le Groupe continuera à capitaliser sur sa position de leader dans l'optique et sur son positionnement dans les satellites avec des solutions d'accès Internet innovantes.
- Pour le marché des opérateurs établis ou des opérateurs de réseaux multi-services, Alcatel propose une évolution rationnelle des réseaux existants vers la convergence voix/données. En outre, sa présence dans les applications logicielles va continuer à se développer et la convergence fixe-mobile sera au cœur de son offre.
- En troisième lieu, Alcatel se positionne comme l'un des leaders du marché des entreprises avec son portefeuille de solutions PABX et de commutateurs de données provenant de Xylan et poursuivra un développement sélectif sur le marché des terminaux".

Les opérations stratégiques récemment engagées vont augmenter la capacité bénéficiaire d'Alcatel et améliorer notablement ses marges Télécom l'an prochain. Les effets du redressement en cours des activités aujourd'hui non rentables se feront essentiellement sentir dans la deuxième partie de l'année 1999. Malgré les incertitudes économiques et la poursuite, au premier semestre 1999, du ralentissement observé en 1998 sur les marchés traditionnels de la commutation, Alcatel anticipe une croissance à deux chiffres de ses ventes Télécom sur l'année complète, le résultat opérationnel augmentant au même rythme qu'en 1998, comme indiqué en janvier dernier.

La conjoncture des marchés des composants télécom et des câbles d'énergie a été médiocre au cours des premiers mois de 1999. Des actions de réduction de coûts sont d'ores et déjà lancées et devraient permettre d'envisager un niveau de rentabilité comparable à celui de l'an dernier.

Les résultats 1998

Les résultats 1998 d'Alcatel reflètent la nouvelle structure du Groupe consécutive à la vente de Cegelec à Alstom, puis à la mise sur le marché d'Alstom en juin 1998. Depuis le 1er janvier 1998, ces deux activités sont consolidées par mise en équivalence et, par conséquent, leur chiffre d'affaires et leur résultat opérationnel ne sont pas pris en compte. Les chiffres 1997 ont été retraités pour refléter ces changements. Le conseil d'administration d'Alcatel a arrêté ces résultats audités.

Le résultat net (part du Groupe) a atteint 2,34 milliards d'euros en 1998 et les ventes représentent un montant de 21,26 milliards d'euros. Le résultat opérationnel s'établit à 1,00 milliard d'euros, en ligne avec les estimations du 28 janvier 1998.

Le résultat opérationnel, établi à 1,00 milliard d'euros, progresse de 10,8 %. Cette augmentation est notamment due à la bonne performance du segment Transport et Accès ainsi qu'à la progression du résultat de l'activité Composants télécom.

Le résultat avant impôt a atteint 2,37 milliards d'euros. Ce résultat tient compte de :

- Un résultat financier légèrement négatif comparé à une perte financière de 0,26 milliard d'euros en 1997. Cette amélioration est due à un dividende exceptionnel d'Havas en 1998, au remboursement d'obligations convertibles et à la réduction de la dette.
- La charge nette de restructuration qui atteint un montant de 0,41 milliard d'euros, contre 0,05 milliard en 1997.
- Les amortissements des écarts d'acquisitions pour 0,42 milliard d'euros contre 0,33 milliard en 1997. Cette augmentation est essentiellement due à un amortissement exceptionnel lié à la réorganisation des activités d'Alcatel aux États-Unis.

• Les autres produits et charges pour 2,21 milliards d'euros, dont 2,1 milliards correspondent à la plus-value provenant de la cession d'Alstom et Cegelec.

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 0,20 milliard d'euros contre 0,08 milliard d'euros en 1997. La quote-part dans les résultats nets des sociétés consolidées par mise en équivalence, parmi lesquelles se trouvent notamment Framatome, Shanghai Bell, Thomson-CSF et Skybridge, a atteint 0,18 milliard d'euros contre 0,24 milliard en 1997. La baisse de ce résultat s'explique notamment par l'impact de la mise en équivalence du projet Skybridge. Le résultat net après intérêts minoritaires s'établit à 2,34 milliards d'euros contre 0,71 milliard d'euros en 1997.

La dette financière nette du Groupe a été ramenée de 1,81 milliard d'euros en 1997 à 0,29 milliard d'euros en 1998, soit un ratio de dette nette sur capitaux propres de 3% comparé à 27% l'année précédente.

Internet

http

www.alcatel.com

051 1144

صكنا من الامل

REVUE DES ACTIONS

ÉNERGIE	en euros	Diff.
12-03-99		
Elf	64,50	+12,27
Elf Aquitaine	114,50	+3,15
Esso	72	+0,06
Geophysique	38,25	+11,19
Totex	108,50	+3,39

PRODUITS DE BASE	en euros	Diff.
12-03-99		
Air Liquide	135,60	-1,38
CFI (Ferrals)	31,69	+4,41
Ermet	32,04	+1,54
Castrol	79,30	+1,14
Metaleurop	4,64	+0,65
Pechnyok Axi Ord A	84,80	+0,95
Rhodis	11,90	-3,09
Rochette (Laf)	2,57	-0,77
Uzinor	11,61	+1,55
Valloires	25,90	+1,96
Grande Paroisse	21,10	-1,86
Oxy-Ext-Orient	321	-0,61

CONSTRUCTION	en euros	Diff.
12-03-99		
Bouygues	241,10	+2,99
Bouygues Off.	28	+7,07
Ciments Français	52,50	+1,15
Colas	167	+1,95
Effage	58,60	-1,31
Groupe GTM	84,80	+0,95
Imet	99,60	-4,13
Lafarge	82,75	+0,42
Laposte	62,10	+1,68
Saint-Gobain	145,50	-3
SCF	42,75	+9,33
Vicat	75,50	-2,67

BIENS D'ÉQUIPEMENT	en euros	Diff.
12-03-99		
Alcatel	119,30	-0,41
Alstom	23,99	+0,04
Bull	5,70	-2,73
Carbone Lorrain	39,50	+4,49
CS Signaux CSEE	75	+4,16
Dassault Aviation	148	-2,69
De Dietrich	43	+5,89
Fives-Lille	65,05	-3,54
France Telecom	78,50	-1,51
Intersect	270,50	+4,64
Legris Indust.	183	+4,51
Sagem SA	99,20	-1,54
Schneider SA	50,35	+1,71
SFIM	31,50	-1,54
Solid	67,50	+3,36
Thomson-CSF	28,02	-8,67
Zodiac	183	+0,02
Alcatel	65,50	+5,64
CHIM CAI	36,20	+0,55
Canal	11,95	+1,83
Entelec	31,50	-1,54
GPI Industries	30,50	+0,92
Lazco	99	+5,68
Lecra Syst(B)	7,05	+4,44
Manitex	139,40	+12,49
Mecatrone	30,50	+0,52
Radial	66,20	+12,94

AUTOMOBILE	en euros	Diff.
12-03-99		
Ecia	94	+1,51
Labinal	190	+1,56
Nichelin	40,23	+4,49

Bancaires et pétrolières ont animé le marché parisien



VALEURS

ELLE A OSÉ. Mardi 9 mars au soir, la BNP a présenté deux offres d'échange sur ses rivaux, la Société Générale et Paribas. Ces opérations ont bouleversé le paysage bancaire français. Sur un coup de poker, la BNP propose de créer la première banque mondiale avec une capitalisation boursière de 340 milliards de francs et 30 milliards d'euros de fonds propres. Une fois les conditions d'échange rendues publiques (onze actions BNP pour huit actions Paribas et quinze actions Société Générale), le marché a réagi.

Le jeudi 10 mars, à la reprise des cotations, les actions BNP ont gagné 7,34 %, celles de la Société Générale ont grimpé de 13,33 % et celles de Paribas ont été propulsées à plus de 18 %. Les transactions sur ces trois valeurs ont porté, durant la seule séance du jeudi, sur 1,6 milliard d'euros représentant 43 % du total des transactions. Mais, dans la soirée de jeudi à vendredi matin, les conseils de surveillance de Paribas et de la Société Générale ont déconseillé les opérations et ont dénoncé l'incohérence de la démarche de la BNP. Une guerre s'est donc engagée sur deux théâtres d'opérations.

La première va se dérouler dans la coulisse, elle oppose les dirigeants des trois banques et leurs grands actionnaires. La seconde va se dérouler en Bourse, où tous les actionnaires ont le droit de s'exprimer. Dans des volumes encore importants, le vendredi 12 mars, les cours des trois titres ont beaucoup varié, tentant de s'ajuster aux conditions de l'OPE. La pression a été forte sur le titre BNP qui a reculé de 3,61 %. L'enjeu est de taille. La BNP et la Société Générale se disputent l'adhésion des financiers à leurs deux projets concurrents. Les autres valeurs financières n'ont pas tellement profité de ces grandes manœuvres, à l'exception de l'action CRP, qui a gagné 8,20 % en une semaine malgré l'annonce d'une perte de 27,4 milliards d'euros. Le cours du certificat d'investissement du Crédit lyonnais est resté stable pendant la semaine, les investisseurs attendant les conditions de la privatisation, qui devraient être dévoilées par le gouvernement.

Cette semaine, les valeurs pétrolières ont tenté de disputer la vedette aux trois banques françaises. Durant toute la semaine, le prix du baril de pétrole s'est nettement redressé. Vendredi 12 mars, il se négociait à 14,85 dollars, contre 13,33 dollars une semaine auparavant. Ce même jour, les ministres et responsables du pétrole de cinq pays producteurs de pétrole (Arabie saoudite, Venezuela, Algérie, Iran et Mexique) ont dé-

clenché une réduction de production de plus de deux millions de barils par jour à compter du 1^{er} avril. Ils n'ont toutefois pas précisé la répartition des réductions décidées, ni le nombre total de pays concernés. Les investisseurs attendaient un tel geste, même s'ils se font peu d'illusions sur la réalité des réductions de production. Toutefois, après seize mois de déprime boursière, les cours des valeurs pétrolières et parafinancières ont redressé la tête durant cette semaine. Les actions Elf Aquitaine et Total se sont adjugé respectivement des gains hebdomadaires de 3,15 % et 3,31 %. Les titres parafinanciers ont grimpé de 17,2 % pour Colfex, de 12,3 % pour Geophysique et de 8,09 % pour Technip. L'action Isis, le holding de participations, actionnaire de référence de ces trois groupes, a logiquement gagné 15,9 %. Toutefois, la plupart de ces titres accusent encore des retards très importants par rapport à leurs sommets de l'année 1997. Ces deux mouvements marqués et le nouveau record historique inscrit par la Bourse de New York n'ont pourtant pas réussi à faire progresser l'indice CAC 40. En terminant la séance du vendredi 12 mars dans le rouge, l'indice CAC 40 a abandonné 0,35 % en une semaine, à 4.175,03 points.

Enguérand Renault

BIS 79,80 -5,48
Canal+ 267 -3,76
Cap Gemini 149,60 -5,70
Assur. de Paris 145 -2,33
Club Méditerranée 85,80 -3,89
Dassault Systèmes 34,77 -3,89
Euro Disney 240 -6,34
Eurochem 1,56 -16,41
Gazpar 60,30 -1,49
Groupe Paroche 69 -1,91
Hayes Advertising 179 -3,97
Infogrip Enters. 29,80 -1,38
Ingenico 21,90 -1,38
Northern Dents. 26,50 -6,57
NRJ 193,50 -1,38
Palmel 242,90 -1,38
Publicis 158,50 -3,97
Rochefortale Com. 37,50 -2,46
S.A.T.A. 212,30 -1,38
Sodetop Alliance 146 -2,46
Sogefip (Fin) 72 -2,46
Spir Commun. 21,50 -1,38
Suez Lyonn. des Eaux 173,20 -1,38
Technip 96,20 -1,38
Wendel 29 -1,38
Lazare 69 -1,38
Asystem 18,30 -1,38
CEGEDEM 36,45 -1,38
Dauphin GTA 14,50 -1,38
Finifin 157 -1,38
Fralin 47,53 -1,38
GEOS 64 -1,38
Groupe J.C. Damon 59,75 -1,38

DISTRIBUTION	en euros	Diff.
12-03-99		
Bazar H&M	100,50	-2,34
Carrefour	664,50	-0,38
Cosmo Culchard	82,50	-0,38
Cassandre Dub.(L)	184,50	-0,38
Danart	65	-0,38
Galeries Lafayette	801	-0,38
Grandclouet	115	-0,38
Groupe André S.A.	117	-0,38
Guilbert	138	-0,38
Groupes Caspary	156	-0,38
Pharm. Print. Red.	72	-0,38
Primaparc	562	-0,38
Prodim	77	-0,38
Compairs Mod.	77	-0,38
Monoprix	41,49	-0,38
But S.A.	28,10	-0,38
Exam Development	111	-0,38
Hyperia (L)	9,05	-0,38
MSI (M. H. S. S.)	51	-0,38
Manitex	56	-0,38
Rallye (Cartier) Ly	21,95	-0,38
Rubis	21,95	-0,38

AUTRES SERVICES	en euros	Diff.
12-03-99		
Accor	232,50	+1,56
Alcatel Techno.	241,20	+1,56
Alcatel	174	-2,75

IMMOBILIER	en euros	Diff.
12-03-99		
Bail Investis	122,20	-3,01
Fininvest	19,40	-3,01
Gesina	103,70	-3,01
Kleppner	86	-3,01
Rue Imperiale (Ly)	109,5	-3,01
Serfem CA	60,70	-3,01
Silic CA	159	-3,01
Silmo	81,50	-3,01
Soc. Fon. Lyon	124	-3,01
Unibail	118	-3,01
Fondère Baris	89	-3,01
Immo. B. P. L.	182,0	-3,01
Immo. B. P. L. N	49,35	-3,01
Immo. B. P. L. N	1,90	-3,01

SERVICES FINANCIERS	en euros	Diff.
12-03-99		
ACF	50,40	+0,00
Ass	120,50	+2,99
B.N.P.	80	+0,00
C.C.F.	38,75	+0,00
Crédit Lyonnais CI	39	+2,99
Dexia France	129	+2,99
Interall	221,0	+0,00
Lacinius	121	-0,19
Naspiis	51,80	-0,19
Paribas	100,20	+1,72
SCOF	53,50	+2,99
Selecobanque	10,40	+2,99
Société Générale	163,70	+1,00
Sophia	57	+2,99
Union Assur-Fid	120	+2,99
Union Assur-Fid	30,70	+2,99
Worms (un. Somer)	19,20	+2,99
Immobanque	105	+2,99
April S.A. (L)	71,50	+0,00
Assur. de Paris	69,50	+1,40
C.A. Paris IDF	153	+0,00
Factorem	143	+2,14
Union Fin. France	105	-1,38

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT	en euros	Diff.
12-03-99		
Bollore	168,20	-2,77
Cenex	6,65	-2,77
CGP	47,25	-2,77
Christian Dior	112,30	-2,77
Dynatron	22,40	-2,77
Sanofi	420	-2,77
Fininvest	100,50	-2,77
Gaz et Eaux	40,09	-2,77
ISIS	60,50	-2,77
Lazard	32,10	-2,77
Lebon (Cie)	40,09	-2,77
Marine Wende	171	-2,77
Next-Ed	111	-2,77
Salvator (Ny)	77,50	-2,77
Albros Invest	42	-2,77
Amelle (Ly)	35,50	-2,77
Carbone	31,50	-2,77
Comin. Entrep.	31,50	-2,77
F.P.P. (Ny)	37,50	-2,77
Fininvest	69,50	-2,77
Fininvest Local	69,50	-2,77
Siparis (Ly)	22,55	-2,77

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 5 mars

LIENLÉ	Organisme	Rang	Perf. 1 an	Rang	Perf. 5 ans	Val. liq. en Euro
--------	-----------	------	------------	------	-------------	-------------------

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 9,95 %, sur 5 ans : 48,79 %

Federal France Europe	FEDFIN	1	20,74	—	27,47	—
Pervator	SG	2	18,26	6	62,92	149,43
Valeurs de France	BRED	3	15,83	12	75,81	111,10
Federal Croissance (C)	CDT BRET	4	15,24	4	65,84	40,29
Federal Croissance (D)	CDT BRET	5	15,21	5	65,79	35,58
CM Option Equilibre (C)	CDT MUTU	6	14,38	13	40,49	43,37
CM Option Equilibre (D)	CDT MUTU	7	14,29	14	40,41	40,96
Kaleis Dynamisme (C)	LA POSTE	8	14,24	—	207,89	—
Kaleis Dynamisme (D)	LA POSTE	9	14,24	—	204,97	—
Natio Espagne Reprise	BNP	10	14,09	1	77,07	30,17
Interdynamisme (C)	SG	11	14,06	3	75,06	69,10
Avenir Alizés (D)	CDT MUTU	12	13,65	12	43,65	30,61
Avenir Alizés (C)	CDT MUTU	13	13,64	11	43,65	43,31
Midland Options Plus	LA POSTE	14	12,07	15	36,52	104,47
State Street Allocation Euro	STATE ST	15	10,90	—	249,41	—

DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 5,83 %, sur 5 ans : 49,49 %

Bacot-Alain International	BACOT	1	25,05	18	65,75	1150,94
Techno-CAI	CAI	2	22,90	4	91,14	149,27
Parametrix	B PARIBA	3	18,55	1	119,80	180,82
Le Portefeuille Diversifié	COGEP	4	18,25	2	118,86	366,80
Fininvest International	COGROUX	5	17,41	13	77,13	517,86
Sogefi	SG	6	17,37	10	80,35	53,10
CG Monde	COMGEST	7	17,31	—	—	487,94
Natio Euro Perspectives	BNP	8	16,99	11	79,92	327,99
Atlas Maroc	ATLAS	9	16,17	—	—	32,34
Horizon	ECUREUIL	10	15,66	12	78,36	445,47
Safe Investissement	EAGLE ST	11	15,65	4	84,93	44,27
Paroche	B PARIBA	12	14,87	3	118,13	400,12
Préval	BRED	13	14,58	19	65,63	233,65
Abou France Monde	GROUP CA	14	13,96	7	84,76	42,12
Natio Espagne Patrimoine	PALUEL	15	13,85	5	86,18	26,41
Alsace Mouille Investissement	SOGENAL	16	13,83	16	67,79	91,35
Gestion Associations	B PARIBA	17	12,25	45	46,29	47,82
Sté Fra d'épargne et de Ret.	ABEILLE	18	12,22	—	—	23,40
BSD Avenir	BSID	19	12,04	53	44,55	22,44
Le Livret Portefeuille	CDC	20	11,99	9	82,18	211,62
Institutions Opportunités	PARIBAS	21	11,97	57	33,72	41,48
Athens Valeurs	PFA VIE	22	11,39	25	59,07	57,18
Silvian	CL	23	11,23	20	62,74	104,77
Prépar Croissance	BRED	24	11,18	26	56,52	32,29
Ouest Valeurs (C)	CIO	25	11,22	30	56,46	35,32
Ouest Valeurs (D)	CIO	26	11,18	31	56,08	29,96
Paribas Croissance (C)	B PARIBA	27	10,87	41	48,11	148,82
Paribas Croissance (D)	B PARIBA	28	10,87	40	47,11	149,53
Outard Investissement	VAOUDAR	29	10,56	41	48,35	117,94
Paribas Opportunités	B PARIBA	30	10,20	47	42,72	33,14
Paribas Patrimoine	B PARIBA	31	9,71	21	62,22	360,87
Verdure Patrimoine S&P	CHEUREUIL	32	9,86	52	38,38	32,82
Optigest-BMM Strategie Int (C)	OPTIGEST	33	9,71	69	27,01	302,02

IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : 12,54 %, sur 5 ans : 25,10 %

UAP Adifficand	UAP	1	22,58	8	35,63	104,46
Atout Foncier	GROUP CA	2	22,07	5	38,79	290,19
CNP Assur Pénse	CNP	3	16,70	2	20,88	120,35
Foncier Investissement (C)	BOQUE POP	4	16,66	11	31,61	225,94
Foncier Investissement (D)	BOQUE POP	5	16,66	12	31,61	235,37
Conservateur Unifié	CONSERVA	6	13,63	7	16,46	89,37
Sogefi Immobilier (D)	SG	7	14,32	6	30,07	19,42
Sogefi Immobilier (C)	SG	8	14,32	6	30,07	19,42
MDM Immobilier	MDMASSUR	9	14,32	5	41,63	27,14
Francis Pierre	CIC PARI	10	13,75	71	32,08	22,52
Agfimo	AGF	11	13,74	16	21,39	101,92
Leven Investim	MONDIALE	12	13,68	19	18,88	2130,15
Fructi-Achats Rendement	BOQUE POP	13	13,48	4	40,29	141,11
AXA Or & Matière Premières	AXA	14	12,61	20	14,66	16,76
ABF Foncière Sélection	ABF	15	11,20	28	2,58	71,14

OR ET MATIÈRES PREMIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : -18,91 %, sur 5 ans : -28,15 %

ENRERG	WORKMS	1	-6,92	1	1,95	57,92
Premier	CDT NORD	2	-9,08	2	-1,60	43,84
Act Mines d'or (D)	BBL FRAN	3	-14,37	4	-27,99	173,54
Act Mines d'or (C)	BBL FRAN	4	-14,39	5	-28,34	222,10
Act Or & Matière Premières	ASA UAP	5	-16,12	3	-19,24	11,88

Le départ de M. Lafontaine ouvre la voie à une baisse des taux

L'euro s'est nettement apprécié après l'annonce de la démission du ministre allemand des finances. Les opérateurs parient sur un apaisement des relations entre pouvoir politique et pouvoir monétaire à l'intérieur de l'Euroland

La semaine a été marquée, sur les marchés financiers internationaux, par l'annonce surprise, jeudi 11 mars, de la démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine. Elle a été accueillie avec enthousiasme par les investisseurs. A la suite de cette nouvelle, l'euro s'est vivement apprécié face au dollar, bondissant de 1,08 à 1,10 dollar, avant de se replier par crainte d'instabilité politique outre-Rhin. Les opérateurs sont soula-

gés par le départ de M. Lafontaine, qu'ils accusaient d'être en partie responsable des difficultés économiques actuelles de l'Allemagne et, par contrecoup, de l'ensemble de la zone euro. Les relations entre M. Lafontaine

et la Banque centrale européenne (BCE) étaient, de notoriété publique, exécrables. Les analystes n'excluent pas que la BCE salue ce départ en abaissant ses taux directeurs dans les prochaines semaines. (Lire aussi page 3.)

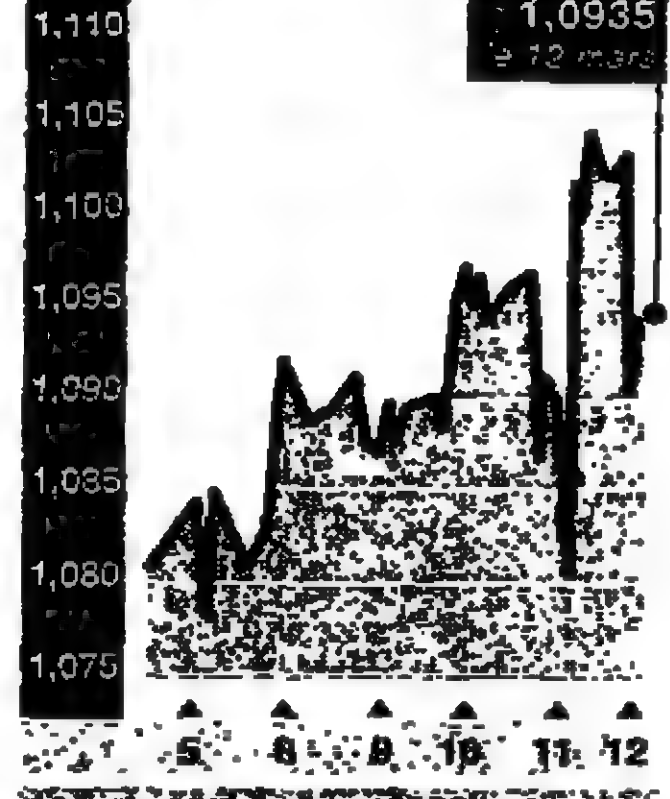
La semaine a été marquée, sur les marchés financiers internationaux, par l'annonce surprise, jeudi 11 mars, de la démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine. Elle a été accueillie avec enthousiasme par les investisseurs. A la suite de cette nouvelle, l'euro s'est vivement apprécié face au dollar, bondissant de 1,08 à 1,10 dollar, avant de se replier par crainte d'instabilité politique outre-Rhin. Les opérateurs sont soula-

POUR la Banque centrale européenne (BCE), la victoire est totale. Celui avec qui elle était en conflit permanent depuis plusieurs mois a décidé de jeter l'éponge. Le ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a annoncé, jeudi 11 mars en fin d'après-midi, la démission générale, sa démission. La nouvelle a été accueillie avec enthousiasme sur les marchés financiers internationaux. L'euro s'est immédiatement redressé, passant de 1,08 à 1,10 dollar, avant de se replier vendredi (1,0950 dollar) en raison des risques d'instabilité politique en Allemagne. Outre-Rhin, les taux d'intérêt à dix ans se sont repliés, revenant de 4,10 à moins de 4 % (4,03 % vendredi en clôture).

Pour les investisseurs, le départ de M. Lafontaine est un immense soulagement. D'abord parce que, habitués à l'orthodoxie budgétaire et monétaire allemande, ils étaient passablement déroutés par ses théories keynésiennes. Ensuite, parce qu'ils lui imputaient une partie des difficultés économiques actuelles de l'Allemagne et son retard de croissance par rapport à ses principaux partenaires. Selon eux, les mesures fiscales prises à Bonn avaient notamment contribué à la baisse de moral des chefs d'entreprise allemands. Enfin, les propos de M. Lafontaine favorables à une stimulation de la demande étaient rendus respon-

Semaine agitée pour l'euro

COURS DE L'EURO FACE AU DOLLAR



S'il avait salué la démission du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, les investisseurs se sont ensuite inquiétés de l'instabilité politique en Allemagne.

sables des accords salariaux généraux conclus récemment outre-Rhin, accords jugés sévèrement par les experts compte tenu du manque de compétitivité de l'économie allemande. La démission de M. Lafontaine marque donc un tournant majeur dans la politique économique allemande, mais aussi européenne, dans le sens du libéralisme et de l'abandon du keynésianisme. Cette réorienta-

tion n'est pas pour déplaire aux investisseurs. Pour un opérateur américain, il s'agit là d'une bonne raison d'acheter de l'euro.

Une autre raison se trouve dans le fait que le départ du ministre allemand des finances apaisera les tensions entre pouvoir politique et pouvoir monétaire, avec à la clef l'instauration d'un *policy mix* mieux équilibré et plus efficace. L'euro s'en trouverait, là encore, renforcé.

De notoriété publique, les relations entre M. Lafontaine et les banquiers centraux européens étaient exécrables. Dès son arrivée au gouvernement, il s'en était pris à la stratégie monétaire suivie en Europe. Ses critiques contre la BCE avaient repris de plus belle début février. Tout en reprochant à la BCE de ne pas baisser ses taux, il l'avait menacée de procéder à une relance budgétaire pour répondre au ralentissement économique dans l'Euroland.

Ces nouvelles attaques de M. Lafontaine, tout comme son projet d'instaurer des zones cibles, projet jugé totalement saugrenu et irréaliste par les dirigeants monétaires européens, avaient fini par provoquer l'exaspération à Francfort. Jeudi 4 mars, le président de la BCE, Wim Duisenberg, avait même directement pris à partie M. Lafontaine. « Je dois confesser qu'il fait plus de bruit à travers les médias que lorsque je l'ai rencontré », il y a

deux semaines. M. Duisenberg faisait allusion à la réunion du conseil de la BCE à laquelle M. Lafontaine, en tant que président en exercice du conseil Ecofin, avait assisté. Des vendredi 12 mars, M. Duisenberg n'a pas manqué de se réjouir de la nomination de Hans El-

George Soros et l'euro

L'euro est condamné à rester une devise faible tant que des failles structurelles subsistent dans l'Union économique et monétaire européenne, en particulier l'absence de politique budgétaire commune, a déclaré le financier américain George Soros.

« Les tensions internes inhérentes à une monnaie commune sans politique budgétaire commune » sont au cœur des difficultés de l'euro, a estimé M. Soros dans un entretien publié jeudi 11 mars par le quotidien britannique *The Guardian*. Selon lui, les problèmes de l'euro sont aussi liés au fait que de nouvelles nations ont maintenant leur mot à dire dans les affaires monétaires et fiscales européennes. Avant le lancement de la monnaie unique, « la politique monétaire européenne était dictée par l'Allemagne. Mais ce n'est plus vrai avec l'euro, puisque chaque pays est représenté, cela constitue en fait une disparité ».

chancelier allemand Gerhard Schröder a sans doute fini par prendre conscience du danger. Il n'est pas sûr que la BCE cédera aisément au plaisir de fêter à sa manière le départ de celui qui lui a empoisonné l'existence depuis plusieurs mois, en abaissant rapidement ses taux directeurs. D'après un sondage effectué vendredi par Reuters auprès de 24 économistes, 16 d'entre eux parient désormais sur un assouplissement monétaire avant fin mai. Ils ne croient pas, en revanche, à un geste de la BCE dès son prochain conseil, qui se tiendra jeudi 18 mars : celui-ci serait considéré comme inopportun et purement politique. Il risquerait par là même d'entamer la crédibilité et de saper l'autorité que la BCE a acquises dans sa bataille gagnée contre M. Lafontaine.

La démission de M. Lafontaine a en tout cas démontré, à ceux qui en doutaient encore, la toute-puis-

sance de l'institut d'émission européen. Sans doute le conflit avec la BCE est loin d'expliquer à lui seul le départ du ministre allemand. Mais il y a largement contribué, en créant une atmosphère irrespirable et en fragilisant, du même coup, l'Union monétaire elle-même. Le

chancelier allemand Gerhard Schröder a sans doute fini par prendre conscience du danger. Il n'est pas sûr que la BCE cédera aisément au plaisir de fêter à sa manière le départ de celui qui lui a empoisonné l'existence depuis plusieurs mois, en abaissant rapidement ses taux directeurs. D'après un sondage effectué vendredi par Reuters auprès de 24 économistes, 16 d'entre eux parient désormais sur un assouplissement monétaire avant fin mai. Ils ne croient pas, en revanche, à un geste de la BCE dès son prochain conseil, qui se tiendra jeudi 18 mars : celui-ci serait considéré comme inopportun et purement politique. Il risquerait par là même d'entamer la crédibilité et de saper l'autorité que la BCE a acquises dans sa bataille gagnée contre M. Lafontaine.

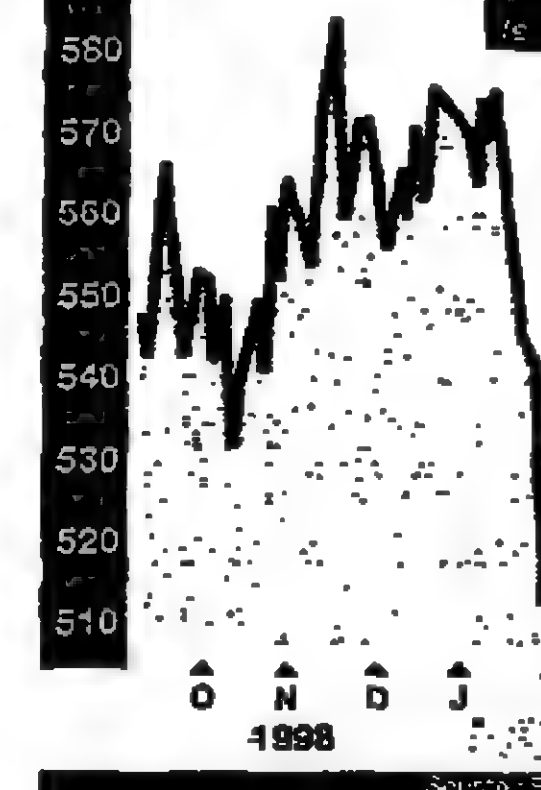
Il reste aussi que, pour les banquiers centraux européens, les inquiétudes budgétaires demeurent. « Si les réformes structurelles et les mesures de consolidation budgétaire ne se matérialisent pas, on peut craindre de graves conséquences pour l'Europe, mais aussi pour d'autres régions du monde qui devraient en supporter la charge », a ainsi affirmé vendredi le vice-président de la Bundesbank, Jürgen Stark. Et, selon des informations publiées vendredi par Reuters, le conseil des ministres des finances des Quinze devait lancer, lundi, un avertissement à la France et à l'Allemagne, dont les programmes de stabilité budgétaire sont jugés trop peu ambitieux. Débarassée de M. Lafontaine, la BCE va maintenant pouvoir se concentrer sur les problèmes budgétaires. Cette fois, Paris et le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, risquent de se retrouver en première ligne.

MATIÈRES PREMIÈRES

Re chute de la laine

COURS DE LA LAINE À SYDNEY

en cents de dollar australien par kilo



D'UNE CRISE à l'autre, les cours de la laine n'ont pas résisté : ils sont au plus bas. L'indice Eastern de la Bourse australienne de la laine (moyenne de toutes les qualités de laine et consulté par tous les intervenants du marché mondial) s'est légèrement repris par rapport à la semaine dernière, passant à 5,28 dollars australiens le kilo contre 5,02 dollars. Si l'on considère que, il y a encore cinq mois, la laine se traitait à 4,70 dollars le kilo, c'est un mieux. On est bien loin, en revanche, des 7,50 dollars d'octobre 1997... et loin aussi de tout espoir de reprise.

Le gouvernement de Melbourne avait cru bien faire en 1998 en gelant les ventes du stock régulateur, dans l'attente que la situation se régularise. Les réserves totalisent désormais le million de balles (une balle de laine égale 135 kilos). C'était sans compter avec l'impact de la crise des pays d'Asie, gros consommateurs de laine australienne. La Chine est le premier des importateurs, mais ses achats en 1999 accusent déjà une baisse de 22,4 % par rapport à 1998. Le Japon a accumulé de fortes réserves et reste en retrait du marché.

INQUIETUDES

Quant aux Européens, ils sont assis sur des stocks confortables. Il n'y a plus rien à attendre du côté des Russes ou de leurs anciens alliés de l'Est. Ces pays, qui il y a juste dix ans, achetaient jusqu'à 19 % de la laine australienne se sont totalement retirés du marché. Les Australiens n'avaient pas prévu non plus la faiblesse de leur devise par rapport au dollar américain. Bref, ceci s'ajoutant à cela, leurs exportations entre janvier 1998 et janvier 1999 ont chuté de 20,4 % en termes de volume (29 % en termes de valeur).

Malgré une réduction de la production et du nombre de moutons, qui a retrouvé son niveau des années 50 à 117 millions de têtes, des faillites se sont succédées. Plus de la moitié des spécialistes producteurs de laine ont disparu depuis 1990. Le bureau australien chargé des matières premières, l'Abare, est inquiet : selon lui, une demande faible et une forte concurrence des fibres synthétiques vont être les principaux facteurs de baisse des prix de la laine australienne en 1999.

Marché international des capitaux : retour à la prudence

LA VIVE RÉACTION des marchés tend à donner raison à ceux qui attribuaient une grande partie de la baisse de l'euro, depuis le début de l'année, à des éléments de nature politique. L'interprétation est très délicate. Si elle se révèle juste et que les cours du change et l'évolution des taux d'intérêt à moyen et long terme ont vraiment dépendu de l'action d'Oskar Lafontaine, l'ancien ministre des finances, et de son secrétaire d'Etat, Heiner Flassbeck, cela ne signifie-t-il pas, en réalité, que l'Europe de la monnaie commune est sous la même influence allemande qu'à l'époque où le deutschemark était sa principale devise ? On s'interroge beaucoup à ce sujet en dehors de notre continent et cela pourrait expliquer pourquoi, dans l'attente de plus amples précisions sur la ligne qui sera suivie à Bonn, le ton était très hésitant, vendredi, dans le compartiment européen du marché international des capitaux.

De fait, il existe suffisamment d'autres raisons, techniques, qui incitent à la prudence. L'offre récemment était très abondante. Le compartiment des emprunts, en euros, est actuellement engorgé, contrairement à celui du dollar. De nombreuses émissions ont vu le jour, à des conditions un peu trop en faveur des emprunteurs, si bien que, pour placer les obligations, les banques ont dû travailler pour rien ou presque, rétrocédant aux investisseurs une bonne partie, voire la totalité, des commissions. Certes, il y a eu de belles réussites ces dernières semaines, dont celles remportées par des entreprises industrielles comme Tepco, le

principal producteur d'électricité du Japon (qui a levé 750 millions d'euros pour cinq ans par l'intermédiaire de IBJ, Paribas et WestLB) ou la société pétrolière britannique Burmah Castrol (400 millions d'euros pour dix ans, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank et de HSBC). Mais, dans l'ensemble, les résultats des nouvelles émissions ont été très moyens ; en outre, la réalisation de plusieurs projets a dû être repoussée, dans l'attente d'une meilleure conjoncture. Cela a notamment été le cas de Fiat, qui cherchait à lever quelque 750 millions d'euros.

LE MAROC, TRÈS ATTENDU

Grâce à la garantie française, le Maroc a levé 750 millions d'euros pour cinq ans par l'intermédiaire de IBJ, Paribas et WestLB) ou la société pétrolière britannique Burmah Castrol (400 millions d'euros pour dix ans, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank et de HSBC). Mais, dans l'ensemble, les résultats des nouvelles émissions ont été très moyens ; en outre, la réalisation de plusieurs projets a dû être repoussée, dans l'attente d'une meilleure conjoncture. Cela a notamment été le cas de Fiat, qui cherchait à lever quelque 750 millions d'euros.

Précédant cette émission en dollars, monnaie la plus utilisée par les pays en développement, une autre devrait surgir sous peu, en euros, sous la direction du CCF. L'emprunteur sera également le Maroc, mais les conditions de l'emprunt ne refléteront que partiellement le risque marocain. Il est question de 140 millions d'euros pour une durée de cinq ans. Le taux d'intérêt nominal (le coupon) devrait être de 4 %. Le prix de vente des obligations sera arrêté sous peu, de façon à procurer aux pre-

miers investisseurs un rapport supérieur de 0,55 point de pourcentage à celui des bons du Trésor français.

Un tel supplément n'est pas très élevé. A lui seul, normalement, le Maroc devrait offrir bien davantage. Les principaux juges de la qualité des emprunts internationaux, les sociétés américaines Moody's et Standard & Poor's, attribuent à ce pays des notes proches de celles des Philippines ou du Mexique. Si la transaction promet d'être aussi économique pour l'émetteur, c'est du fait de l'intervention de l'Agence française de développement, un établissement public, qui garantira le principal et la moitié du versement des intérêts. Le risque marocain n'est finalement que de 8 % de l'ensemble.

Grâce à la garantie française, le Maroc a levé 750 millions d'euros pour cinq ans par l'intermédiaire de IBJ, Paribas et WestLB) ou la société pétrolière britannique Burmah Castrol (400 millions d'euros pour dix ans, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank et de HSBC). Mais, dans l'ensemble, les résultats des nouvelles émissions ont été très moyens ; en outre, la réalisation de plusieurs projets a dû être repoussée, dans l'attente d'une meilleure conjoncture. Cela a notamment été le cas de Fiat, qui cherchait à lever quelque 750 millions d'euros.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

L'éclatante santé des Bourses mondiales

LES PLACES financières internationales auront vécu, au cours de la semaine écoulée, des jours historiques. En dépit d'une légère orientation baissière en début de semaine dans le sillage des actions américaines, les Bourses européennes se sont rapidement ressaisies, dynamisées par une agitation des valeurs bancaires sans précédent. Non seulement l'offensive surprise de la BNP sur Paribas et sur la Société générale, annoncée mardi soir, a soutenu l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris, mais elle a aussi nourri les plus folles rumeurs de rapprochement entre banques au niveau européen. Ainsi, les valeurs espagnoles et allemandes ont été parmi les plus actives. L'action Dresdner Bank, par exemple, qui pourrait, selon les analystes, faire évoluer les liens de partenariat qu'elle entretient avec la BNR, a progressé jeudi de 5,5 %, tandis que le titre Argenta a progressé de 2,5 %, la banque es-

pagnole étant susceptible d'être rachetée.

Les actions britanniques ont, de leur côté, été moins sensibles à l'effervescence des valeurs bancaires de la zone euro. Les investisseurs considèrent en effet que les banques anglaises ne sont pas directement concernées par le mouvement de concentration en cours sur le continent. Par contre, l'indice Footsie a été soutenu par la présentation, mardi 9 mars, du budget pour 1999 et 2000, qui prévoit notamment l'instauration, dès le mois d'avril, d'une baisse du taux d'imposition des sociétés britanniques. Cette bonne nouvelle a compensé, durant la même séance, la faiblesse du secteur des valeurs du tabac, qui a enregistré d'importantes variations au lendemain de l'annonce d'une nouvelle hausse des taxes sur les cigarettes en Grande-Bretagne. Sur la semaine, l'indice FTSE s'inscrit en hausse de 1,23 %, à 6 282,20 points.

Mais c'est surtout la Bourse allemande qui a été propulsée sur le devant de la scène en fin de semaine, avec la démission surprise, jeudi 11 mars, du ministre des finances, Oskar Lafontaine. Le lendemain, l'indice DAX gagnait lors des premiers échanges 4,56 %, entraînant dans son sillage les marchés d'actions européens (+1,64 % pour l'indice AEX d'Amsterdam, +2,53 % pour l'indice IBEX 35 en Espagne, +0,65 % pour l'indice MIB 30 de Milan). Le départ de M. Lafontaine a été bien accueilli par les investisseurs, dans la mesure où il laisse la porte ouverte à une éventuelle baisse des taux dans la zone euro. Un tel geste de la Banque centrale européenne renforcerait en effet mécaniquement l'intérêt des placements en actions. La Bourse allemande ne s'est d'ailleurs pas affaiblie au cours de cette journée et l'indice DAX a terminé la semaine en hausse de 3,93 %, à 5 031,06 points.

La Bourse américaine n'a pas eu à rougir de ses performances face à ses homologues européennes. Si, contrairement aux espérances des opérateurs, Wall Street n'aura pas franchi le cap des 10 000 points, l'indice-phare de la Bourse américaine, le Dow Jones, a pourtant volé de record en record. Après avoir pris 0,82 %, à 9 772,84 points, mercredi, il gagnait 1,3 % le lendemain, à 9 897,44 points, avant de clôturer vendredi en baisse de 0,21 %, au seuil des 10 000 points. Sur la semaine, la progression des actions américaines atteint 1,41 %.

NOMBREUX SOUTIENS

Le Dow Jones n'a, il est vrai, pas manqué de facteurs de soutien durant la semaine, réagissant favorablement tant aux annonces de sociétés qu'aux nouvelles économiques. Les ventes de détail aux Etats-Unis, publiées jeudi, ont ainsi progressé de 0,9 % en février, après un gain de 1 % en janvier.

soit la septième hausse d'affilée, tandis que les prix à la production ont reculé de 0,4 % en février, soit la plus importante baisse depuis janvier 1998. Ces données ont cependant eu moins d'influence sur le marché que les avancées sur le secteur pétrolier, qui, en dopant les valeurs du secteur, et notamment Exxon et Texaco, ont tiré en milieu de semaine les actions américaines à la hausse. Mais si, jeudi, les investisseurs ont ainsi anticipé positivement la tenue d'une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le lendemain, à Amsterdam, afin de réduire la production de pétrole, l'accord sur une réduction de plus de 2 millions de barils par jour ne les a pas complètement satisfaits (lire page 16), comme le montre le léger repli du Dow Jones vendredi. Ponctuellement, l'indice de la Bourse américaine a également profité de la hausse de certaines valeurs, comme l'action DuPont,

qui a joué un rôle actif dans la remontée de la Bourse américaine au cours de la semaine. Le groupe pharmaceutique et chimique a annoncé la création d'une action spécifique pour ses activités dans les sciences de la vie et d'éventuelles alliances cette année dans ce secteur.

Des niveaux inconnus depuis plusieurs mois ont également été franchis à la Bourse japonaise. L'indice Nikkei a ainsi franchi, pour la première fois depuis le 27 novembre 1998, le cap historique des 15 000 points : il s'affichait, vendredi en clôture, à 15 488,86 points. Il a, notamment, été propulsé à la hausse par le bond de 8,9 % réalisé mardi par l'action Sony, qui a annoncé un plan de restructuration drastique, accompagné du licenciement de 10 % de ses effectifs dans le monde.

Cécile Prudhomme

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↑ + 3,99%	↑ + 1,44%	↓ - 0,35%	↑ + 1,23%	↑ + 3,93%
15 488,86 points	9 876,25 points	4 175,03 points	6 282,20 points	5 031,06 points

صباح الخير

20

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999

LOISIRS Le samedi 13 mars est une date importante pour les quelque 2,3 millions de pêcheurs que compte la France. Ce jour-là, dans un grand nombre de départements, ils

peuvent se livrer à leur loisir favori. Parmi eux, un nombre croissant d'amateurs pratiquent une version plus sportive qui consiste à lancer délicatement un leurre pour attirer

la truite. ● **FAIRE SIFFLER** et tournoyer la soie demande un long apprentissage, que des clubs enseignent aux candidats. Des amoureux de la nature qui ne

cherchent pas à ramener des kilos de poissons chez eux, mais plus à pratiquer un jeu d'adresse et à deviner le comportement des salmonidés. ● **DES HAMEÇONS** simples, dé-

pourvus d'arçon, leur permettent de relâcher les prises dans la rivière. Ils utilisent aussi des leurres réalisés avec des plumes de coqs dont les plus réputés sont ceux du Limousin.

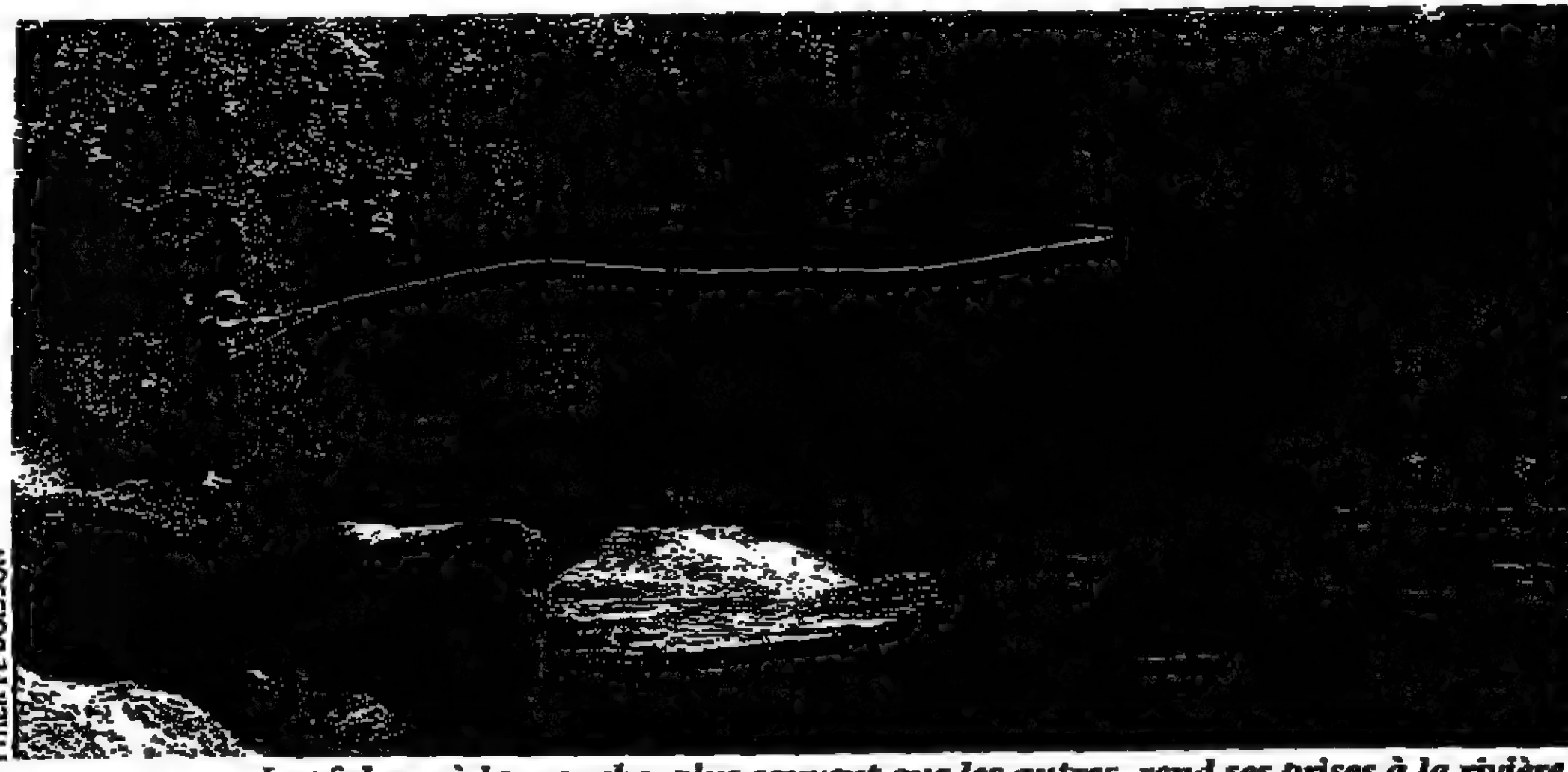
La mouche, aristocratie de la pêche moderne

L'ouverture de la saison offre l'occasion à près de 100 000 adeptes de pratiquer le « fouetté », un art complexe pour tromper la truite qui demande un long entraînement. Pour ces défenseurs de la nature, qui considèrent le poisson comme « un compagnon de jeu », le temps n'a pas d'importance

QUITTE À se faire prendre, la truite, voire le brochet, préfère sûrement le pêcheur à la mouche. Et pas seulement parce qu'il lui arrive, plus souvent que les autres, de rendre à la rivière certaines prises. Ces espèces ne sont sans doute pas tout à fait insensibles à l'obscure pratique des adeptes d'une pratique dont l'élégance consiste à compliquer à l'envi la façon d'attraper des poissons.

Le pêcheur à la mouche - une minorité grandissante des quelque deux millions de passionnés qui attendent depuis des semaines l'ouverture de la pêche des salmonidés, samedi 13 mars - ne récuse pas les clichés : celle de l'agile manieur de canne en bambou refendu faisant virevolter sa soie dans les airs avant de poser délicatement une mouche artificielle sur la surface d'une rivière paradisiaque. Pour lui, la pêche est un plaisir cérébral qui se mérite et impose un apprentissage. Chez lui, il doit regarder en boucle son film-culte : *Et au milieu coule une rivière*, de Robert Redford, adapté du roman de Norman Maclean *La Rivière du sixième jour* (édition Rivages poche, 176 p., 48 €, 7,31 €). A la recherche d'une vraie complicité avec sa proie, ce pêcheur-là n'est guère intéressé par le combat physique avec le poisson.

Suffisamment élégante et élitiste pour attirer les cadres d'âge mûr en quête de ressourcement, cette pêche offre ce qu'il faut de rites et de petits secrets. A cette pratique on ne peut s'initier qu'en groupe - la maîtrise du « fouetté » ne s'apprend pas dans les livres. Elle développe une connivence entre ses amoureux. Autrefois réservée à



Le pêcheur à la mouche, plus souvent que les autres, rend ses prises à la rivière.

l'aristocratie halieutique, la « mouche » n'est plus tout à fait marginale. Parmi les 2,3 millions de pêcheurs français, on évalue l'effectif de ses adeptes à 100 000. On est encore loin de la Grande-Bretagne (180 000) et des Etats-Unis (8 millions), où ce loisir représente une activité économique de première importance.

« LIRE LA RIVIÈRE »

Le geste est complexe. Il s'agit de placer la mouche au bon endroit sans éveiller la méfiance du poisson. Il exige de prendre en compte l'environnement naturel. Inutile, en effet, de tenter sa chance avec une imitation de mouche de mai le jour de l'ouverture de la truite, miam. Les salmonidés se jettent sur le premier ver venu mais attendent de leurs adversaires un peu plus de

classe. L'esthète doit donc être entomologiste. Pas question d'attendre tranquillement la touche ou de tenter sa chance, au petit bonheur, avec une cuiller baladeuse. Selon le lieu et, surtout, la saison, le problème est de savoir quel type d'insecte il convient d'imiter, et à quel niveau de développement (larve, nymphe, insecte émergent ou noyé).

Pour « lire la rivière », il faut pêcher avec ses yeux avant de choisir de faire dériver son leurre à la surface ou entre deux eaux, de le laisser couler ou de lui imprimer de légers mouvements. Dame truite dédaignera une mouche émergente qui ne se tiendrait pas en surface.

Depuis le début des années 90, le petit monde des pêcheurs à la mouche ne cesse de croître. En té-

moins. Pour ceux qui l'ont choisie, cette pratique s'inscrit en rupture avec une certaine culture de la pêche. « Trop de gens considèrent les rivières comme l'antichambre de leur congélateur », affirme Vincent Lalou, rédacteur en chef du bimestriel *Pêches sportives*. Les pêcheurs à la mouche, en revanche, estiment que le poisson n'est pas un objet de prédation mais un compagnon de jeu.

« UN COMPAGNON DE JEU »

Ces défenseurs de la nature se font un devoir de n'utiliser que des hameçons simples, dépourvus d'ardillon. Pour donner une chance supplémentaire au poisson et, surtout, le relâcher sans trop l'abîmer au nom du principe du « no kill ». Cette pratique consiste à remettre le poisson à la rivière non sans l'avoir réoxygéné en le berçant quelques instants dans l'eau. « Le no kill doit être sélectif », précise Frédéric Julien, de la Fédération française des pêcheurs sportifs (FFPS). Il ne doit s'appliquer qu'aux reproducteurs des souches autochtones. Pas aux truites de bassin que l'on retrouve bloquées au fond des estuaires, incapables de remonter une rivière.

Cette pêche va également à contre-courant de la frénésie technologique qui a saisi certaines pratiques halieutiques. Hommes les cannes, le matériel n'a pas fondamentalement évolué depuis cinquante ans. Les puristes continuent de confectionner eux-mêmes les mouches qu'ils utilisent, avec du fil de couleur, des plumes de coq et de canard ou des poils de lapin. Tout un art.

Premier jour

La pêche aux salmonidés dans les rivières de première catégorie est ouverte du premier samedi de mars au troisième dimanche de septembre. Cette année, donc, du 13 mars au 19 septembre. Dans 16 départements (Aisne, Eure, Marne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Paris, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Yvelines, Somme, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise), la période concernée s'étale du quatrième samedi de mars au premier dimanche d'octobre.

Selon l'Union nationale pour la pêche, qui représente les quelque 4 000 associations locales agréées, 2,3 millions de pêcheurs sont recensés en France, dont environ 250 000 femmes. A côté de la carte de pêche annuelle, se développent des formules plus souples : cartes pour ligne simple pour la pêche au coup, cartes jeunes pour les moins de seize ans, cartes-vacances et cartes journalières.

« Cela vide la tête et procure un bien fou. Et puis, vous ne pouvez pas savoir ce que l'on ressent lorsqu'on voit une truite monter sur une mouche que l'on a fabriquée soi-même », s'émerveille Claire, disciple assidue depuis cinq mois du Centre parisien d'initiation et de formation à la pêche à la mouche.

Jean-Michel Normand

Les belles plumes du coq du Limousin

LE CONCOURS des coqs de pêche de Neuville, en Corrèze, est une institution pour les fanatiques de la mouche. Lors de cette manifestation, qui se tient chaque année depuis 1978 le 1^{er} mai, s'affrontent les meilleurs volatiles élevés pour leurs plumes, précieux matériau pour les monteurs de leurres.

Pratiquement tous éleveurs amateurs - environ 80 en France -, les concurrents viennent du Massif Central et de ses environs. Les critères de sélection portent sur les teintes des plumes, variables au

cours de l'année, mais aussi sur leur résistance et la structure de leurs fibres, dont dépend leur « tenue » dans l'eau.

Les trois types de plumes les plus « péchantes » du coq se trouvent sur la tête, près de la crête, sur le panache de la queue et sur les ailes. Plumés plusieurs fois par an mais parfois bichonnés par ses propriétaires jusqu'à l'âge de quatorze ans, un beau coq limousin (dit « coq de pêche » et grande vedette du concours de Neuville) se négocie entre 400 et 800 francs (60 à 120 euros).

Il est surtout réputé pour ses plumes de crête et celles de ses ailes (« hackle ») alors que ses rivaux, le coq Pardo d'Espagne et le coq Hoffmann, ne sont pas aussi polyvalents. Dommage que le limousin, croisé de préférence avec une poule grise, ne transmette pas plus facilement ses gènes à sa progéniture. « Le coq parfait n'existe pas », souligne Jacqueline Gout, présidente du comité d'organisation du concours. Aucune espèce n'est jamais parvenue à fournir les trois types de plumes à la fois.

Cette année, près de 300 coqs doivent parader devant le jury. Commune de 1 800 habitants, Neuville reçoit à cette occasion près de cinq fois plus de visiteurs.

Coordonnées

- Centre parisien d'initiation et de formation de la pêche à la mouche. Tél. : 01-42-24-18-95.
- Club mouche APNLE. Tél. : 01-47-57-17-32. (www.pchechemedia.com/APNLE.html).
- Fédération française des pêcheurs sportifs (mouche et lancer). Tél. : 01-45-21-01-69. La Fédération s'apprête à éditer un CD-ROM sur le montage des mouches (150 F, 22,86 euros).
- Union nationale pour la pêche en France et la protection du milieu aquatique. Tél. : 01-48-24-96-00.

« Le geste est tellement beau qu'on s'entête à le répéter »

RAYMOND, l'instructeur du Club mouche de l'Association des pêcheurs de Neuville et Levallois (APNLE), paraissait sûr de lui : « Contrairement à Nylon, la soie ne fait presque pas de nœuds ».

Après une série de « fouettés » s'affaissant piteusement dans les eaux sombres de l'étang de l'Abbaye, à l'orée du bois de Boulogne, sous le regard probablement narquois des automobilistes de passage, il a fallu se rendre à l'évidence.

La soie, plus légère que le fil classique et à laquelle il faut donner un mouvement pendulaire avant de la libérer, fait des nœuds. Et des beaux. Raymond a réajusté sa casquette. « Il faut tendre la soie puis incliner la canne vers l'arrière - mais pas trop - et faire partir le coup de fouet. Bien garder le bras tendu : tout doit se poser bien en ligne sur l'eau ». Quelques progrès ont finalement été constatés. La « double traction », qui fait siffler et tournoyer la soie dans les airs, a été expérimentée, mais avec prudence. Les arbres n'étaient pas très loin.

L'apprentissage de base réclame une dizaine d'heures, à-t-on appris pendant une pause sollicitée pour cause de biceps frôlant la tétanie. Réussir le fameux « coup du soir » en déposant

délicatement la mouche là où se prépare un gobage de truite fario est le fruit d'un entraînement permanent. Un jeu d'adresse, un but en soi, quelque part entre le golf et le tennis.

LA CONFECTION DES MOUCHES

« Le geste est tellement beau qu'on s'entête à le répéter », assure Raymond. Les dernières recrues du Club mouche expliquent aussi que les premiers résultats, en termes de poissons capturés, ne se font pas trop attendre et l'équipement n'est pas ruineux (un budget de 700 francs, 106,71 euros, carte de pêche non comprise, est très correct).

Avant de partir vers les régions les plus propices (Normandie, Haute-Seine, Franche-Comté, Limousin, Pyrénées, notamment), les 290 adhérents peuvent confectionner leurs propres mouches dans l'atelier du club. Matériel utilisé : des plumes de coq (pour leurs teintes et leur « tenue » dans l'eau) ou de croupion de canard (pour leur imperméabilité), du poil de lièvre, des laines polaires, des fibres synthétiques sombres ou brillantes.

Ces fils minuscules patiemment enroulés et

fixés sur l'hameçon imitent un trichoptère, un chironome ou une fourmi ailée à l'état de larve, de nymphe ou d'insecte émergent. « Le choix est large », s'amuse Vincent Lalou, de la revue *Pêches sportives*. Il existe en France plus de quatre cents variétés d'insectes que les poissons consomment sous cinq formes différentes.

En réalité, une petite minorité de pêcheurs fabrique eux-mêmes les leurres qu'ils utilisent. Les autres s'en remettent aux produits du commerce, forcément artisanaux. Conseils glanés auprès des initiés : ne pas systématiquement pêcher en surface (« les poissons trouvent 90 % de leur nourriture sous l'eau », rappelle opportunément Raymond), ne pas hésiter à utiliser un « sedge » (imitation d'un trichoptère, type d'éphémère la plus répandue) et, en cas d'échecs répétés, tenter le diable avec un « streamer ». Cette imitation plus ou moins colorée d'un alevin excite l'instinct de chasse de la truite. Enfin, il n'est pas interdit d'utiliser des lunettes polarisantes pour mieux voir les poissons.

J.-M. N.

Partez avec votre voiture de Cherbourg ou Roscoff. Pour connaître l'ensemble de nos propositions demandez notre brochure au 01 42 86 90 90 ou auprès de l'Office de Tourisme Irlandais ou chez votre agent de voyages.

390€ par personne aller-retour jusqu'au 27 mai 1999

IRISH FERRIES

Partez avec votre voiture de Cherbourg ou Roscoff. Pour connaître l'ensemble de nos propositions demandez notre brochure au 01 42 86 90 90 ou auprès de l'Office de Tourisme Irlandais ou chez votre agent de voyages.

SALON MONDIAL DU TOURISME

Pour partir dans le monde entier, suivez les pointillés !

18-21 mars

Tarif réduit 40 F au lieu de 50 F sur présentation de cette annonce à l'entrée. Offre valable pour une personne.

PARIS EXPO - PTE DE VERSAILLES

10H à 19H - NOCTURNE VENDREDI 21H

19^e Salon du Livre

Livres - Revues - Multimédia

19-24 mars 1999

le Québec à l'honneur

Paris Expo - Porte de Versailles - Hall 1

Le programme officiel du salon est disponible sur le site www.salon-livre.com

moderne

PRÊT-À-PORTER HIVER 1999/2000

Violence et embellies

Entre service d'ordre musclé et paillettes, recyclage et sport chic ensoleillé, la fête parisienne s'achève en demi-teinte

LE DÉFILÉ de Jean-Paul Gaultier a eu lieu vendredi soir 12 mars comme prévu, mais sans photographes. Installés rue de Rivoli, devant l'Union centrale des arts décoratifs, ils ont protesté contre la salle à la configuration inadaptee aux prises de vue. « Les podiums sont conçus pour cinquante personnes et nous sommes au moins cent cinquante à couvrir le défilé », s'insurgeait l'un d'entre eux, se souvenant de la dernière scène du

tiers. Après ses cachemires écume et coquillage, le styliste américain offre de nouvelles métamorphoses à la fibre noble, incrustée de jais façon cristaux de givre ou en voile poids plume. Chez lui, le vrai luxe, c'est être en élévation sur une terrasse à la montagne, les mains glissées dans un manchon en agneau plongé, le cou à l'abri d'un cache-col géant. Le visage frais et rosé, comme purifié par l'air des cimes, les mannequins ont montré une figure rassurante et pleine de vie. Chemise de bûcheron à carreaux bicolores en cachemire double face, manteau de coton noir fermé par un clip pompiers ou pull étriqué des années Killy en cachemire flocon, le vêtement de fonction sensuelisé trouve ses lettres de noblesse sur des corps heureux. Travail d'orfèvre pour le soir, un manteau en fines plumes de faisans simule l'aspect rugueux du tweed par des jeux de texture et de lumière.

Un bol d'oxygène avant les badigeonnages couture de Vivienne Westwood. Au lieu de rendre la femme sexy, l'ex-habilleuse des Sex Pistols semble la caricaturer jusqu'au dégoût. De la coiffure ébouriffée et dégradée à la Sloane aux boucles d'oreilles géantes en forme de cube, l'accessoirisation n'a fait qu'enfoncer le clou de cet ensemble où une mini-jupe écossaise valait avec un caleçon moulant et des talons vernis.

Retour aux frimas, avec les com-

genre, lors d'un défilé Montana au Trocadéro en 1994. La confusion provoquée par cette grève des images a conduit le service d'ordre à refuser une partie des invités conviés à la fête météorologique de Jean-Paul Gaultier, provoquant - au-delà des crépages de chignon et des scènes d'hystérie habituelles des avant-défilés - des bousculades musclées et quelques évanouissements. Revers peu glorieux de cet univers de beauté figé sur papier glacé. A Paris, on a l'impression que la mode se méfie. « Parfois je suis invitée, parfois non. C'est la loterie », déplore une journaliste sud-américaine devant l'arrogance d'un système qui gangrène la mode parisienne, peu habituée à se regarder dans un miroir.

Pourtant, la journée de vendredi, stimulée par l'embellie climatique, avait démarré au sommet avec la troisième collection de Michael Kors pour Céline, présentée au Conservatoire national des arts et mé-

tuer jusqu'au dégoût.

De la coiffure ébouriffée et dégradée à la Sloane aux boucles d'oreilles géantes en forme de cube, l'accessoirisation n'a fait qu'enfoncer le clou de cet ensemble où une mini-jupe écossaise valait avec un caleçon moulant et des talons vernis.

Retour aux frimas, avec les com-



Soirs de Paris

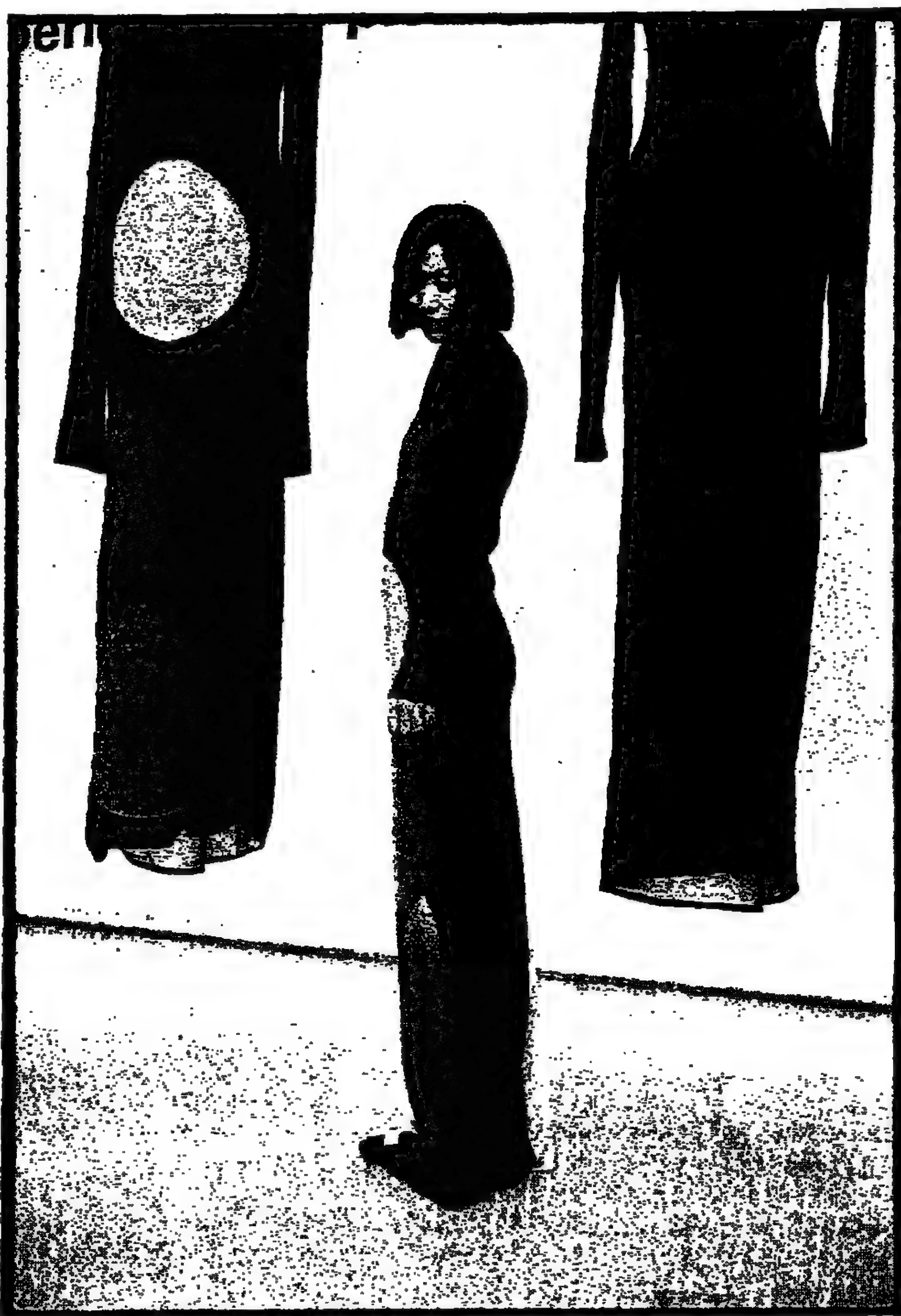
HAUTE PROTECTION à l'extérieur, douceur à l'intérieur. L'hiver 1999 est à l'image des scènes qu'il enfante : c'est sur Paris Première que nous avons suivi le défilé de Jean Paul Gaultier, l'écran étant parfois aussi protecteur qu'un de ses manteaux érudits doublés de taffetas rouge bal. Ce défilé placé sous le signe du métissage nous est apparu comme une nouvelle ode aux mélanges de cultures, de couleurs, de différences, rastas du Grand Nord, geishas disco, rappeuses et néo-sapeurs en pantalons trompe-l'œil découpés sur une jupe. Comme le sourire de ce tailleur d'espérance, son enthousiasme s'était répandu en une pluie de paillettes illuminant ses pulls norvégiens, inondant de lumière cette procession mêlant le rustique au glittré, dans une constellation d'oranges, de roux, de bleus, de sequins et de fourrure, opossum découpé en minicarrés façon « Emaux de Briare », inédit, et sur laquelle nous revivons.

Le soir aimante des apparitions, comme chez Christian Lacroix, qui dès le premier passage, donne le ton, avec un « manteau-cardigan en cuir or parcheminé, estampé d'arabesques et bordé de fourrure fantaisie tachetée, un sweater en maille boutis lavande et vieil or, une jupe à ourlet en escailler en crépe

vermillon ». Procession haute en couleurs dominée par une bataille rangée de tons d'automne, moutarde, bronze, aubergine et de chapelets de marqueurs fluo. Quand la main s'amuse à draper, déchiqueter, parer, l'œil fait se caramboliser toutes les images, du rose opéra au turquois bimbo, kaléidoscope de citations repaillées, voyage glam-baroque, circuit imaginaire d'une chambre de poupée à un rêve de cirque avec minicorsets-colliers enserrant les cous comme des minerves, soulèrs de satin bonheur, et mélancolie de ces madonnas qui semblent se protéger derrière leurs fleurs d'artifice, comme d'autres derrière le noir.

John Galliano, qui avait organisé son défilé dans un décor de chantier, exalte la beauté dans la fuite et la demure de ses manteaux-couvertures. Pourtant, c'est dans son final tout en fourreaux de sole rubis, ou encore avec ses incroyables jeans de cuir découpé, qu'il magnifie le corps en prodige. Les chapeaux de Stephen Jones, poisson géant, tourbillon de paille, défient les règles de la pesanteur, les bottes vaches et les escarpins si fins de Manolo Blahnik sont là, comme les grigris d'une fête sous influence.

Laurence Benaim



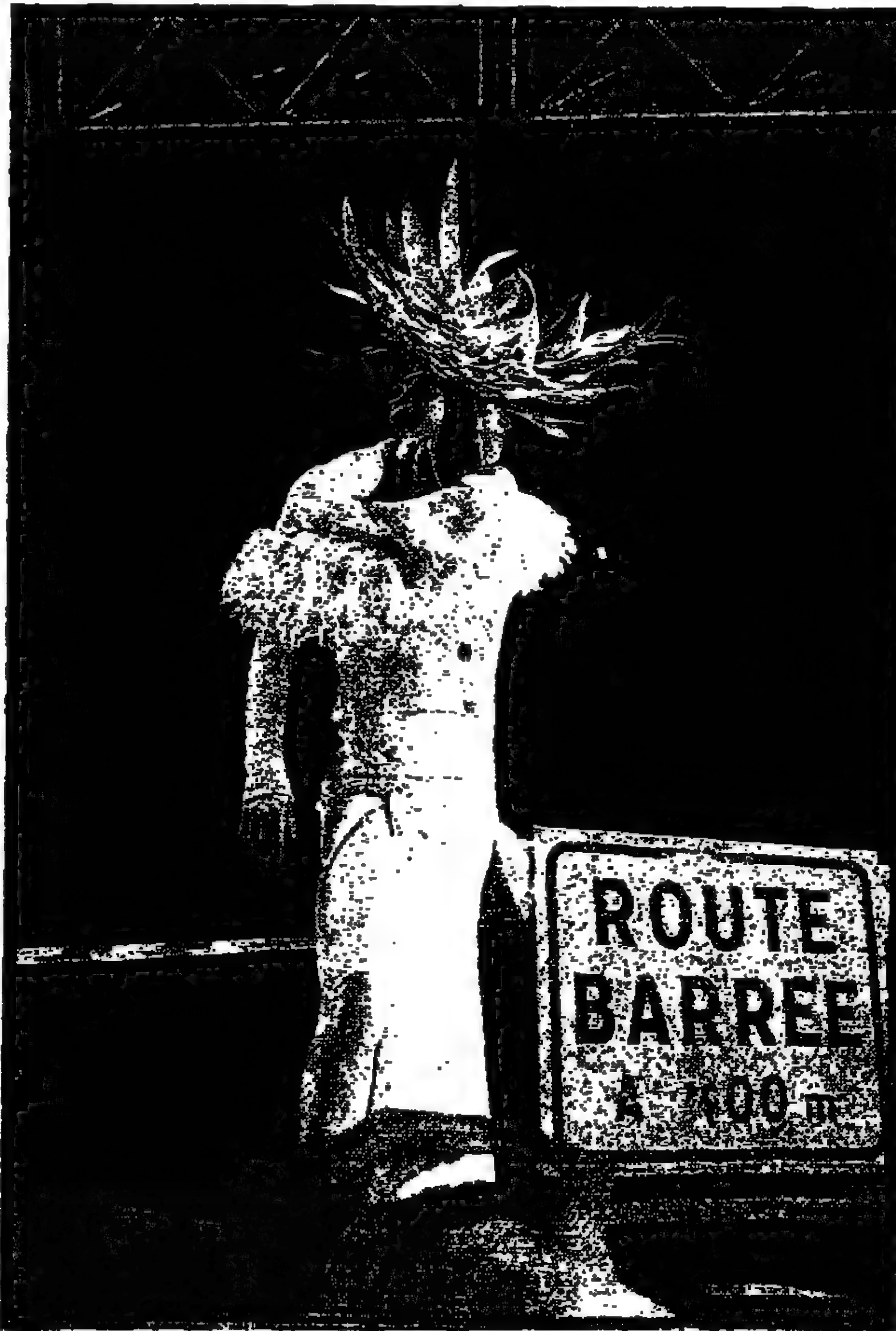
cons de haute protection pour jeunes filles présenté par Zucca aux Beaux-Arts. Le styliste japonais fait son tour du monde des grands froids avec des boots en peau retournée et des ensembles en fausse fourrure, des pulls péruviens ou un cache-cœur des steppes mongoles. Autre nomade de la mode, Xuly Bet travaille la fausse fourrure de loup et la maille artisanale dans des robes en couvertures de laine recyclées ou des tuniques de Bédouin. Il a exposé sa collection sur cintres dans sa boutique du Forum des Halles, ayant choisi une seconde fois de défilé à New York.

Anne-Laure Quilleriet

L'oxygène de Tom van Lingen

Smarties géants sur une robe tubulaire en maille, dans des coupes bulle ou des drapés, Tom van Lingen voit la mode en rond. « Il donne une dynamique au corps », explique cet Hollandais de trente-six ans, formé chez Pierre Cardin avant de prendre les rênes du prêt-à-porter Jacques Fath.

Mercredi 10 mars, sous la verrière de l'Espace Communes éclairé par des globes de lumière en apesanteur, les mannequins posaient sur des tapis ronds ou se lovaient sur des sofas, comme le « vidéo lounge » du designer Christophe Pilet. « Difficile de montrer ce que la mode apporte à la femme dans des allers-retours sur un podium », remarque le créateur qui travaille des formes et des touches sensuels qui caressent le corps dans cette première collection sous son nom intitulée « Pleasure wear ». « Je décline toujours la même robe, mais quand les gammes de couleur changent, l'émotion est complètement différente », explique Tom van Lingen, qui entend concilier quantités industrielles et création dans son concept de couture-design.

Photographies
Flen Lam Duc/VU

Ci-dessus, tubes de maille et cercles mouvants, par Tom van Lingen.

En haut à gauche, le luxe dans la course avec Michael Kors, chez Céline. Dessous, franges, paillettes et sequins, le « glam » baroque selon Christian Lacroix.

Ci-contre, rêves hollywoodiens dans une ambiance BTP, par John Galliano.

BOX
MANREMI
Up
99 F

prix TTC, hors frais d'expédition

www.boxman.fr

Plus de musique, pour plus de monde

www.boxman.fr

Genève, le Salon des messages codés

Les prototypes, appelés désormais concept-cars, tiennent encore une fois la vedette de cette manifestation qui rassemble les constructeurs

GENÈVE
de notre envoyé spécial
Ce n'est plus vraiment dans les Salons de l'automobile que l'on découvre les nouveaux modèles. Ceux-ci ont le plus souvent été dévoilés avant que le public puisse prendre la mesure du véhicule, présenté avec savoir-faire sur un stand habilement éclairé. De moins en moins vitrines incontournables du marché automobile, ces manifestations sont surtout devenues un moyen de passer des messages implicites grâce aux concept-cars, appellations plus chics des prototypes d'antan.

Le Salon de Genève, qui s'est ouvert jeudi 11 mars et ferme ses portes le 21 mars, ne réserve guère de grandes premières euro-

péennes ou mondiales, hormis la Ferrari 360 Modena, le joli roadster Honda S 2000, l'opulente Mercedes coupé CL ou le 4x4 BMW X5. Mais le rendez-vous genevois est riche en exemples de communication codée.

Les concept-cars, études de style de moins en moins désincarnées, sont des sortes d'entremetteuses entre les ambitions d'une marque et l'image, inévitablement plus conservatrice, que peut en avoir le public. Dans un monde automobile où la différence se fait sur la capacité à se démarquer des autres - et donc à prendre des risques -, il est un allié précieux. Ce véritable poisson-pilote (le constructeur a toujours une idée, plus ou moins arrêtée) occupe le terrain, habitue la clientèle au

changement et permet de tester des options.

A Genève, l'une des vedettes du Salon est un concept-car particulièrement réaliste. La Renault Avantime (Le Monde daté 7-8 février), que l'on peut voir à l'entrée du Palexpo, a dépassé le stade du prototype. Cette prometteuse fusion entre monospace et coupé sera lancée en 2000 sous une forme pratiquement identique (« c'est à 95 % la version définitive », affirme-t-on chez Renault), avec son toit en verre à peine modifié, ses lignes très tendues et son étonnant arrière tronqué.

PRÉCAUTIONS POUR L'AVANTIME

L'Avantime, réalisée avec Matra (comme l'Espace), nécessite sans aucun doute de telles précautions tant son style est déroutant. Mais une voiture ne plait pas forcément au premier regard. « *Beau-coup de ceux qui adorent l'allure de la nouvelle Clio l'ont tout d'abord trouvée un peu rébarbative* », argue-t-on du côté du constructeur. Cet innovant haut de gamme s'adressera à une clientèle minoritaire, qui aspire à être agréablement surprise et non pas choquée. Le message de Genève vise les 640 000 possesseurs d'Espace (les anciens propriétaires de monospaces passent assez volontiers au coupé) et les amateurs de belles voitures anticonformistes.

Si l'Avantime mise sur son originalité pour faire pièce aux modèles allemands, hégémoniques sur le marché des voitures de plus

سكنى من الامل



Le C6 Lignage de Citroën, un nom qui exprime une réconciliation entre la marque et son passé.

Précédé aux États-Unis par un concept-car à peine moins excentrique, le Chrysler PT Cruiser débarque à Genève sans crier gare avec son style surgi des années 40. Extérieurement, la marque américaine (alliance décrite le PT pour *personal transport*) comme un « hot-rod cool ». Les aficionados

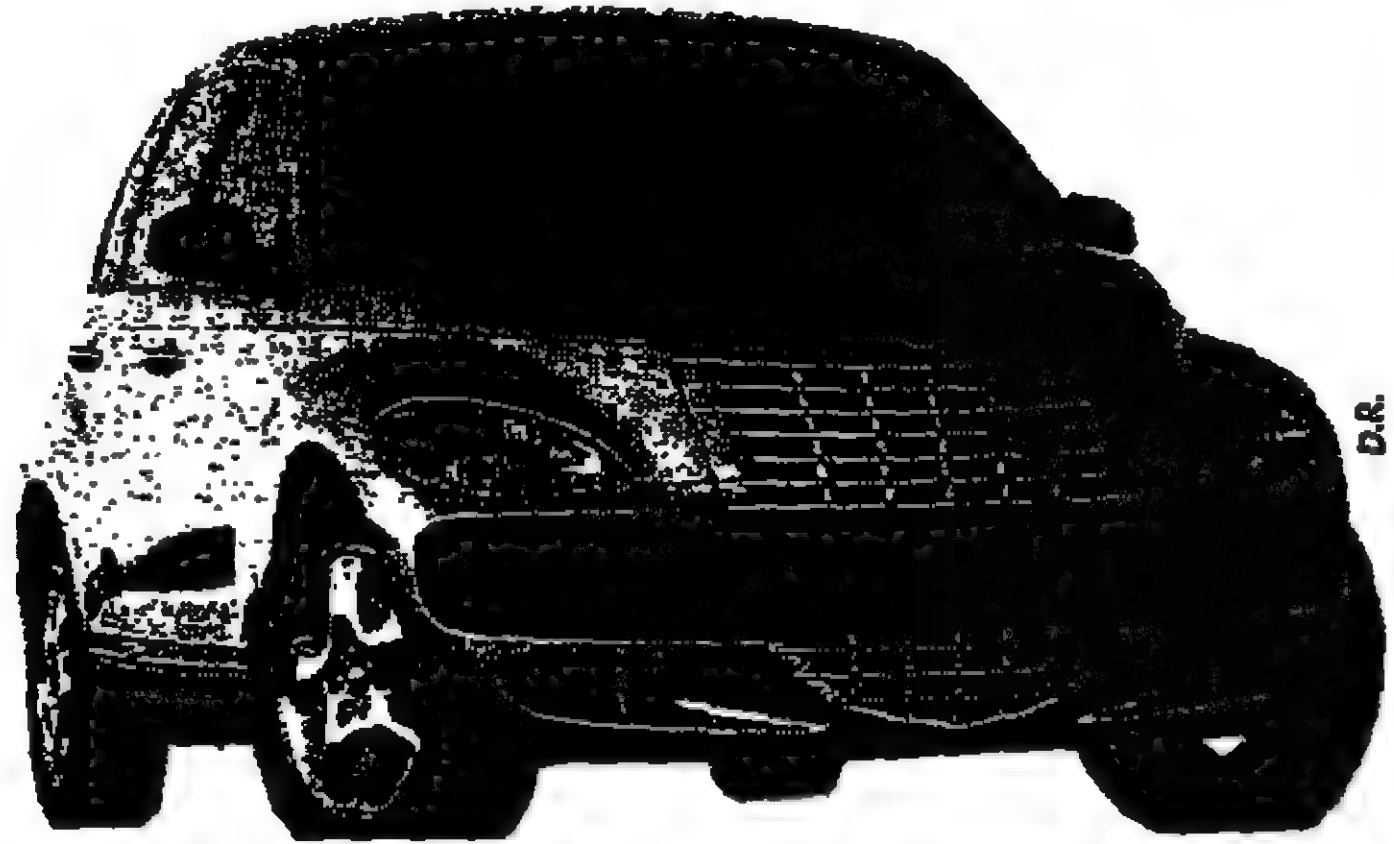
La Ferrari nouvelle est arrivée

Dessinée par Pininfarina, entièrement réalisée en aluminium et pourvue d'un V8 de 400 chevaux, la nouvelle « petite » Ferrari s'appelle 360 Modena et remplace la 355. Présentée à Genève, elle est plus légère, moins trapue et plus anguleuse que sa devancière. La Ferrari 360 Modena, dont l'habitacle est moins exigü, reçoit une transmission (six vitesses) étroitement dérivée de la F1 ou une boîte classique.

Elle devrait représenter les deux tiers de la production annuelle de la firme (3 500 véhicules en tout). Les tarifs (sans doute autour de 800 000 francs) ne sont pas encore connus, mais on sait déjà que quatre secondes et demie lui suffisent pour atteindre les 100 km/h. Marque désormais très liée à Ferrari, Maserati a présenté la version à transmission automatique de la 3200 GT. Ce modèle doté d'un V8 de 370 chevaux dispose de quatre places.

apprécieront. Intérieurement, elle promet le volume d'un break, la modularité d'un monospace et le confort d'une berline. On pourra dès l'an prochain constater ce qu'il en est lorsque cette émule de la New-Beetle de Volkswagen, fabriquée elle aussi au Mexique, sera commercialisée. La réincarnation de la Coccinelle fut présentée à l'origine sous forme d'une innocente étude de style lors du Salon de Detroit, en 1994.

Jean-Michel Normand



Le Chrysler PT (pour « personal transport ») Cruiser, un style surgi des années 40.

DÉPÊCHES

■ **PEUGEOT.** Fort du succès remporté l'an passé par sa série spéciale Speedlight Frost, des scooters aux couleurs de l'écurie de formule 1 Prost-Peugeot, le fabricant français récidive. 6 000 exemplaires seront commercialisés avant la fin mai dans deux versions : 50 cc (14 290 F, 2 178,49 €) et 100 cc (15 290 F, 2 330,94 €).

■ **OPEL.** Pour son centenaire, Opel lance des séries spéciales commémoratives bien équipées. Il s'agit de la Corsa Century (moteur 1,2 litre, climatisation en série, à partir de 69 000 F, 10 500 €), de la Vectra CD 100 (126 400 F, 19 299 €) et de l'Omega CD 100 (180 000 F, 27 400 €).

■ **CHEVROLET.** Assez compacte pour une voiture américaine (4,74 mètres), la Chevrolet Alero a été présentée au Salon d'Automobile (4-14 février). Disponible avec un choix de deux moteurs essence (2,4 litres et 3,4 litres) et une suspension « européenne », l'Alero se destine « aux non-conformistes ayant le sens pratique ». A partir de 139 900 F (21 300 €).

■ **PRIX.** Un jury de journalistes réunis par le *Journal de l'Automobile* a élu Louis Schweitzer, PDG de Renault, homme de l'année 1998 au premier tour du vote. Il succède à Noël Goutard, PDG de Valeo.

La Mégane break, sage comme une image

AU DÉPART, il n'en était pas question. En 1996, lors du lancement de la berline cinq portes et du coupé, premiers-nés de la famille Mégane, Renault n'envisageait pas d'enfanter un break. Deux berlines (une cinq portes et une trois portes), un coupé, un monospace (le Scenic) et un cabriolet semblaient suffire au bonheur de la marque. L'idée de proposer un break paraissait contradictoire avec la présence d'un monospace de taille moyenne.

La suite des événements a démenti cette prudence. Le Scenic bat des records en Europe pendant que les immatriculations de breaks progressent à toute vitesse, en particulier dans la catégorie des voitures compactes. En France, la proportion de ce que les Anglo-Saxons appellent *station wagon* est passée de 3,8 % de l'ensemble des ventes en 1994 à 8,1 % en 1998.

Enfant non prévu mais désiré, ce break constitue depuis le mois de mars la sixième variation sur le thème de la Mégane. Sa taille plutôt généreuse (4,41 mètres) a permis d'obtenir une longueur de chargement de 1,68 mètre et un volume utile de 1,6 m³, ce qui la place en tête de sa catégorie. Bien équipée (direction assistée, lave-vitres électrique, condamnation centralisée des

portes en série) et peu bruyante, cette Renault dont le montage est réalisé dans l'usine de Bursa (Turquie) est largement au niveau de ses concurrentes. Ses ambitions commerciales, néanmoins, ne sont pas démesurées. En Europe, sur ce marché, les marques allemandes (Ford et Opel, surtout) disposent d'une notoriété qui leur procure une belle avance.

LONGTEMPS SNOBÉ

Avantage logique. Longtemps, en effet, les constructeurs français ont snobé le petit break, spécialisé plus apprécié en Europe du Nord que dans les pays latins, à l'exception notable de l'Italie. Citroën, avec son break ZX, a été le premier à réagir et, en 1998, la 306 Peugeot a détrôné d'extrême justesse, le Ford Escort Clipper en tête du hit-parade des breaks en France. « *Le break d'aujourd'hui n'est plus un sous-produit à vocation utilitaire, sur lequel on jetait son dévolu lorsque l'on ne pouvait pas s'offrir une grande voiture* », souligne Philippe Giffroy, responsable de la gamme Mégane. Il est tout aussi confortable et offre un volume de chargement particulièrement adapté à la pratique des loisirs.

Prolongement de la berline, au sens propre comme au sens figuré, le break compact ne doit pas pour

autant jouer les starlettes. La sobriété, voire le conservatisme, est son maître mot, alors que le design des breaks de grande taille (Renault Laguna, Peugeot 406, Citroën Xantia, Audi Avant) est assez recherché. Exemple le plus récent : la Ford Focus affiche un style avant-gardiste en berline cinq portes, mais rentre dans le rang en version break.

Indiscrètes, les études de marché dressent de la clientèle des « compacts » un portrait assez précis. Les acheteurs sont un peu plus âgés que la moyenne, évoluent généralement dans une structure familiale classique (on y trouve moins de couples divorcés et de familles recomposées) et apprécient l'orthodoxie automobile, notamment les berlines quatre portes avec coffre apparent.

Résolument sage, la Renault ne fait pas exception. Bénéficiant de la nouvelle face avant « plus expressive » de la famille Mégane, ce sage break présente bien. En prime, le break Mégane soigne particulièrement le chapitre sécurité (Airbag frontaux et latéraux, ceintures de sécurité trois points à l'arrière, baquette renforcée pour éviter l'intrusion des bagages, ABS en série...) et propose même un inédit moteur 1,4 litre seize soupapes de 95 chevaux.

J.-M. N.
* Renault Mégane break à partir de 92 400 francs (14 086 euros).

**Asie
Amérique du Nord
Amérique du Sud
Afrique**

Lufthansa

48 destinations pour vous mettre la tête dans les nuages.
S'envoler sur la mégalopole pour aller se ressourcer au bout du monde... C'est la ligne que Lufthansa vous propose de réaliser, entre le 12/04/99 et le 31/05/99, en vous faisant décoller à Paris-Lagardère de 3 villes de France vers d'autres horizons. Pour profiter de cette offre bonus à conditions, il suffit de réserver avant le 31/03/99.

Informations et réservations : N° Indigo 0 802 020 030, 3615 LH (24 h/24)
www.lufthansa.fr ou auprès de votre agence de voyage.

Lufthansa

Le Monde au 19^e Salon du Livre

samedi 20 mars

Jean-Michel Dumay
José-Alain Fralon
Lorenzo Mattotti
Jean Plantu
Bertrand Poirot-Delpech
Philippe Simonnot

dimanche 21 mars

Jean-Jacques Bozonnet
Geneviève Brisac
Philippe Dagen
Roland Jaccard
Pierre Kyria
Hugo Marsan
Robert Solé
André Velter

Les journalistes de *Le Monde* ont rédigé, sous la direction de Jean-Jacques Bozonnet, les ouvrages du 20 au 24 mars.

mardi 23 mars

René de Ceccatty
Annick Cojean
Jean-Marie Colombani
Lucas Delattre
Jean-Luc Douin
Georgette Elsey
Dominique Fréard
Jean-Michel Frodon
Hervé Gattegno
Laurent Girelles
Serge Marti
Véronique Mortaigne
Roland-Pierre Parigaux
Emmanuel de Roux
Josiane Savigneau
Philippe Soliers

mercredi 24 mars

Avec *Le Monde de l'éducation* retrouvez les auteurs de la collection « Partage du savoir » (Grasset / Le Monde).

Ronald Searle exposera une sélection de dessins originaux et signera son livre, « Ronald Searle dans Le Monde », le samedi 20 mars de 16 heures à 18 heures.

Stand B 82 - Paris-expo - Porte de Versailles

« La littérature québécoise dans tous ses états » : un débat organisé par France-Culture et Le Monde et animé par Josiane Savigneau sera enregistré mardi 23 mars, de 21 heures à 22 heures (Studio France-Culture - Espace Radio France) et diffusé sur France-Culture le lundi 29 mars de 21 heures à 22 heures.

Nuages et douceur

DIMANCHE, un anticyclone est centré sur le Nord-Ouest. Néanmoins, des nuages venus d'Espagne circulent sur le pays, plus denses sur un grand quart sud-ouest. Temps largement ensoleillé à l'est. Températures très agréables.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. - Brumes et brouillards présents au lever du jour se dissipent dans la matinée, laissant place à une alternance de nuages et de belles éclaircies. L'après-midi, quelques ondées pourront se produire sur les Pays de la Loire. Températures de 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Nuages bas ou brouillards, en particulier sur Nord-Picardie. L'après-midi, passages nuageux nombreux mais ciel lumineux. Quelques averses sur la région Centre. Températures entre 13 et 16 degrés.

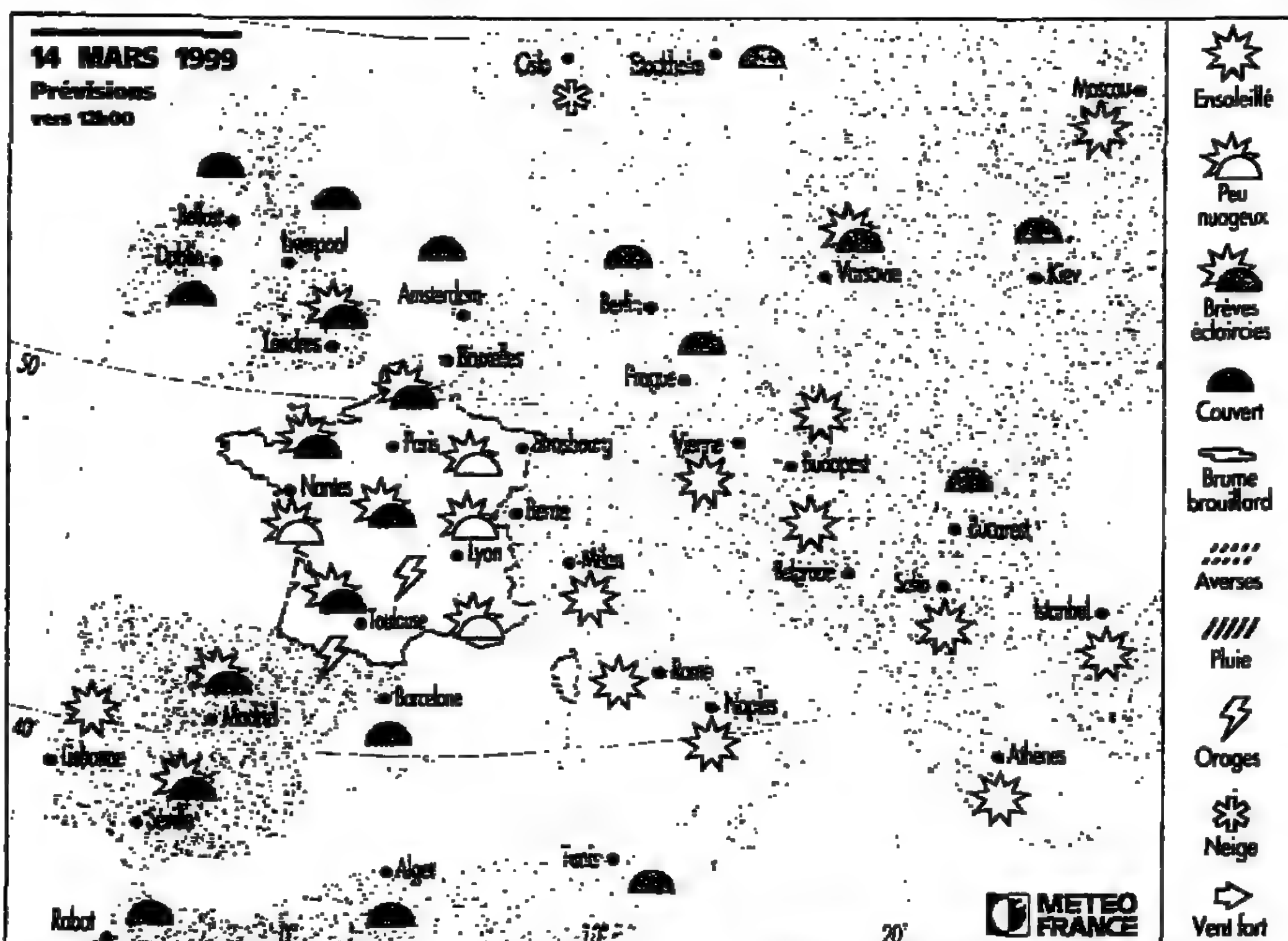
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Après dissipation des brumes mati-

nales, nuages d'altitude n'empêchant pas une journée largement ensoleillée. L'après-midi, averses isolées sur le Morvan. Températures très douces avec 17 ou 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Près des régions côtières, nuages et belles éclaircies. Plus à l'est, ciel généralement très nuageux et l'après-midi ondées, parfois à caractère orageux, sur les Pyrénées. Températures maximales entre 14 et 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur Rhône-Alpes, le soleil brillera tout au long de la journée. Ailleurs, nuages parfois instables, et averses à caractère orageux sur le relief du Massif Central. Températures de 14 à 19 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur Languedoc-Roussillon, fréquents passages nuageux. L'après-midi, averses isolées. Sur Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, le soleil dominera. Températures de 15 à 20 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AVION.** Go Voyages propose des vols à destination de Marrakech (1 490 F TTC A/R, 227 €, départ le 21 mars), Dakar (2 290 F, 349 €, départs les 26, 27 et 28 mars) et Malaga (1 190 F, 181 €, départ le 28 mars). Renseignements au 0803-803-747.

■ **HONGKONG.** L'Office de tourisme de Hongkong et Cathay Pacific prolongent jusqu'au 25 juin leur forfait promotionnel à 3 988 F (607 €) comprenant les vols Hongkong-Paris A/R sur Cathay Pacific en classe économique ainsi que trois nuits d'hôtel en chambre double dans un trois étoiles en plein cœur de la ville. Dans les agences de voyages.

■ **ÉTATS-UNIS.** La compagnie US Airways, qui assure une liaison directe entre Paris et Philadelphie, va augmenter, à compter du 4 mai, la fréquence de ses vols au départ de cette dernière ville à destination d'Atlanta, Baltimore, Cleveland, Denver, Indianapolis, Los Angeles, Minneapolis, Chicago, Pittsburgh et Seattle.

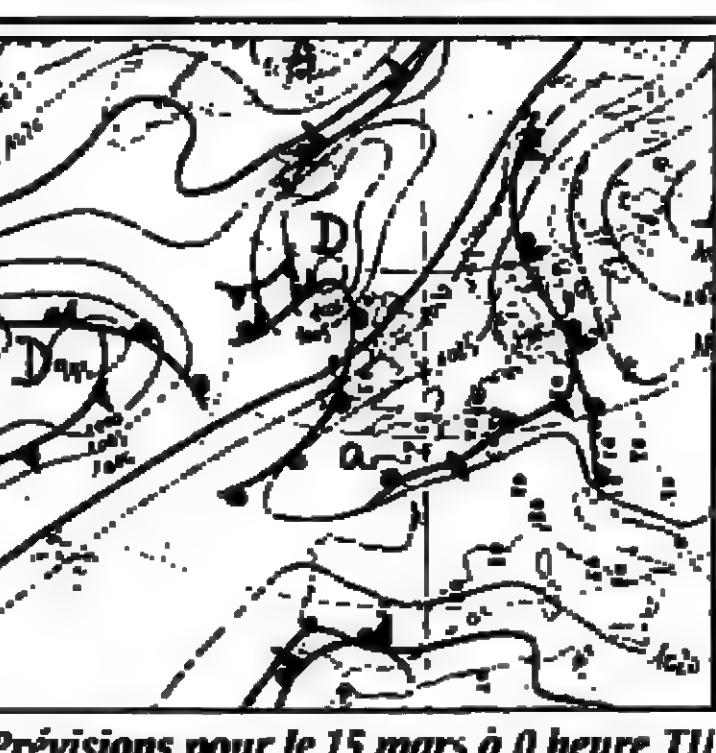
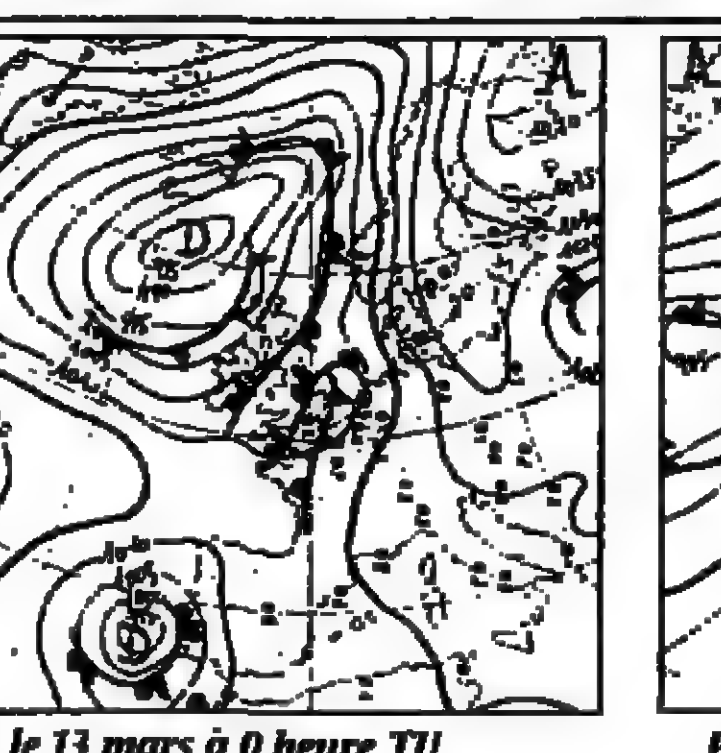
PRÉVISIONS POUR LE 14 MARS 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		NANCY	3
AJACCIO	9/14 S	NANTES <th>7</th>	7
BIARRITZ	6/17 N	NICE <th>9</th>	9
BORDEAUX	9/17 N	PARIS <th>7</th>	7
BOURGES	7/17 N	PAU <th>8</th>	8
BREST	6/13 N	PERPIGNAN <th>9</th>	9
CAEN	7/12 C	RENNES <th>7</th>	7
CHERBOURG	5/12 C	ST-ETIENNE <th>8</th>	8
CLERMONT-F.	6/17 C	STRASBOURG <th>3</th>	3
DIJON	5/17 S	TOULOUSE <th>9</th>	9
GRENOBLE	2/19 S	TOURS <th>7</th>	7
LILLE	5/13 N	FRANCE outre-mer	24
LYMONGES	7/15 C	CAYENNE <th>26</th>	26
LYON	6/18 S	FORT-DE-FR.	22
MARSEILLE	10/19 S	NOU-DEFA	25

Europe	25/29 P
AMSTERDAM	5/10 C
ATHÈNES	10/19 S
BARCELONE	11/15 C
BELFAST	9/16 S
BELGRADE	1/12 S
BERLIN	-2/9 C
BERNE	7/13 C
BRUXELLES	6/12 S
BUCAREST	-5/8 C
BUDAPEST	-4/9 S
COPENHAGUE	-3/3 C
DOUBLIN	4/11 C
FRANCFORT	6/14 N
GENÈVE	7/15 N
HELSINKI	-9/4 N
ISTANBUL	3/9 S
KIEV	25/29 P
LISBONNE	21/29 N
LIVERPOOL	25/29 P
LONDRES	6/11 C
LUXEMBOURG	5/10 C
MADRID	10/19 S
MILAN	11/15 C
MOSCOU	-12/4 S
MUNICH	2/14 N
NAPLES	8/21 S
OSLO	-5/2 * C
PALMA DE M.	6/12 S
PRAGUE	-4/9 C
ROME	9/20 S
SEVILLE	-3/3 C
SOFIA	4/11 C
ST-PETERSB.	6/14 N
STOCKHOLM	7/15 N
TENERIFE	-9/4 N
VARSOVIE	3/9 S

Asie	6/14 S
BEIJING	10/20 S
BOMBEY	19/25 P
CHICAGO	6/17 S
HONGKONG	11/17 C
LOS ANGELES	22/30 N
MEXICO	8/21 S
MONTREAL	-5/1 N
NEW YORK	0/8 P
SAN FRANCISCO	9/12 P
SINGAPOUR	12/27 S
TOKYO	11/21 S
WASHINGTON	-1/4 P
AFRIQUE	
ALGER	4/21 C
DAKAR	17/21 S
KINSHASA	21/31 C

Océanie	11/21 S
MARRAKECH	10/17 N
NAIROBI	18/22 P
PRETORIA	20/28 S
TUNIS	11/18 C
ASIE-OCCIDENTALE	
BANGKOK	25/35 N
BOMBAY	24/33 S
DIJAKART	26/30 C
DUBAI	21/25 C
HANOI	22/27 C
HONGKONG	20/22 C
JERUSALEM	12/20 S
NEW DELHI	13/29 S
PEKIN	2/9 C
SEOUL	6/13 C
SINGAPOUR	25/30 C
SYDNEY	21/27 S
TOKYO	9/14 N



PRATIQUE

Les avantages de la peinture à l'eau

« LA PEINTURE à l'eau » n'est plus d'actualité. Mais c'est bien plus beau... L'eau, c'est la peinture à l'eau, chantait jadis Bobby La-pointe. Mais l'humoriste aurait aujourd'hui tort. En dehors du secteur artistique, qui conserve ses particularismes, les peintures dites « à l'eau » sont en passe de supplanter la plupart des autres.

On ne parle d'ailleurs plus de peinture à l'eau ou à l'huile, mais en « phase aqueuse » ou en « phase solvant ». Un changement de nom qui reflète, pour une fois, une vraie mutation.

Les premières, donc désignées sous l'appellation en phase aqueuse, sont de plus en plus em-

ployées, aussi bien par les professionnels que par les amateurs, parce qu'elles offrent des caractéristiques de résistance et de pérennité aussi bonnes, voire meilleures, que les précédentes. Environ 76 % des peintures de façades employées par les professionnels pour les ravalements sont à l'eau, et elles sont pourtant soumises à la garantie décennale.

Dans le domaine des produits grand public, 79 % des peintures pour murs et plafonds sont aujourd'hui, elles aussi, à l'eau. Cette évaluation, la plus récente disponible, concerne l'année 1996 en chiffres d'affaires comparés. On estime généralement que la phase

aqueuse progresse globalement de 1 % par an par rapport à la phase solvant.

En réalité, la nature du solvant intervient beaucoup moins dans la solidité ou la résistance qu'on pourrait le penser. Une peinture n'est rien d'autre qu'un produit qui polymérise (qui « durcit »), comme le fait une matière plastique, à mesure que son solvant s'évapore. Une fois que la peinture est sèche, le solvant a disparu et sa nature importe peu. Le terme de solvant est d'ailleurs impropre pour la phase aqueuse, qui ressemble plus à une émulsion qu'à une solution d'où son nom.

Sur un mur parfaitement sain, qui n'a pas besoin d'être reconstruit, les peintures au white-spirit ou à l'eau se valent et donnent un résultat d'aspect et de résistance comparable. Mais, sur un mur friable ou une paroi qui aurait besoin d'être consolidée, la phase solvant imprégnera et durcira mieux.

Contrairement à une autre idée reçue, les peintures au white-spirit sèchent plus lentement que les peintures à l'eau - ce qui est un inconvénient en usage normal de vient un avantage dans certaines

conditions d'utilisation. Dans d'autres cas, comme pour peindre sur du béton, la phase aqueuse est à conseiller, car elle résiste mieux à l'alcalinité du support.

En termes de rejets dans l'atmosphère, les peintures en phase aqueuse sont beaucoup plus bénignes

L'autre avantage des produits à l'eau est leur absence, sinon d'odeur, du moins d'odeur désagréable. Grâce aux nouvelles générations de white-spirit « sans odeur », les deux procédés deviennent pourtant presque comparables, sur ce point. D'autant que ce ne sont pas des pigments eux-mêmes qu'émanent les odeurs désagréables, mais des nombreux additifs qui entrent dans la composition d'une peinture actuelle, et notamment des

« anti-peaux » aussi appréciés des bricoleurs que des professionnels. Toutefois, à l'eau ou sans odeur ne signifie pas sans danger. Ne vous lancez jamais dans une opération de peinture, même limitée, dans un local clos ! Là aussi, l'avantage pourrait se muer en inconvénient.

Le dernier argument des peintures en phase aqueuse concerne l'environnement, où leurs résidus posent en principe beaucoup moins de problèmes. Car, dans le domaine du bâtiment, si la question de l'amiante est préoccupante, la peinture demeure une source de danger potentiel.

Les fabricants, à commencer par ceux qui commercialisent les deux catégories de produits, sont d'ailleurs assez partagés sur ce point. Gilles Rousseau, directeur général de Peintures ONIP (ONIP Tradition, Formule 107), tout en reconnaissant l'avantage global des solutions aqueuses dans ce domaine, souligne le danger que représentent, en cas de désordre dans une usine ou pendant un transport, ces peintures déversées dans une rivière, par exemple, où elles vont créer en se diluant une pollution difficile à maîtriser.

Une position que partage Domi-

nique Fourquier, chargé de l'environnement chez Akzo-Nobel (Astral, Lefranc). Mais la crainte principale porte plus sur l'usage quotidien que sur l'accident. En particulier sur le danger potentiel associé à la facilité de nettoyage des accessoires à l'eau, c'est-à-dire bien souvent à l'eau courante, ce qui revient à reproduire en tout petit, mais des milliers de fois, le scénario catastrophe précédent.

La solution passe en fait par une information précise de l'utilisateur, professionnel ou bricoleur, et un appel à la responsabilité individuelle, comme le font par exemple les vernis Syntilor, qui préconisent sur leurs emballages de nettoyer les pinceaux dans très peu d'eau, de bien les essuyer ensuite, et d'attendre que l'eau souillée s'évapore avant de jeter le résidu sec, qui est devenu inoffensif, à la poubelle.

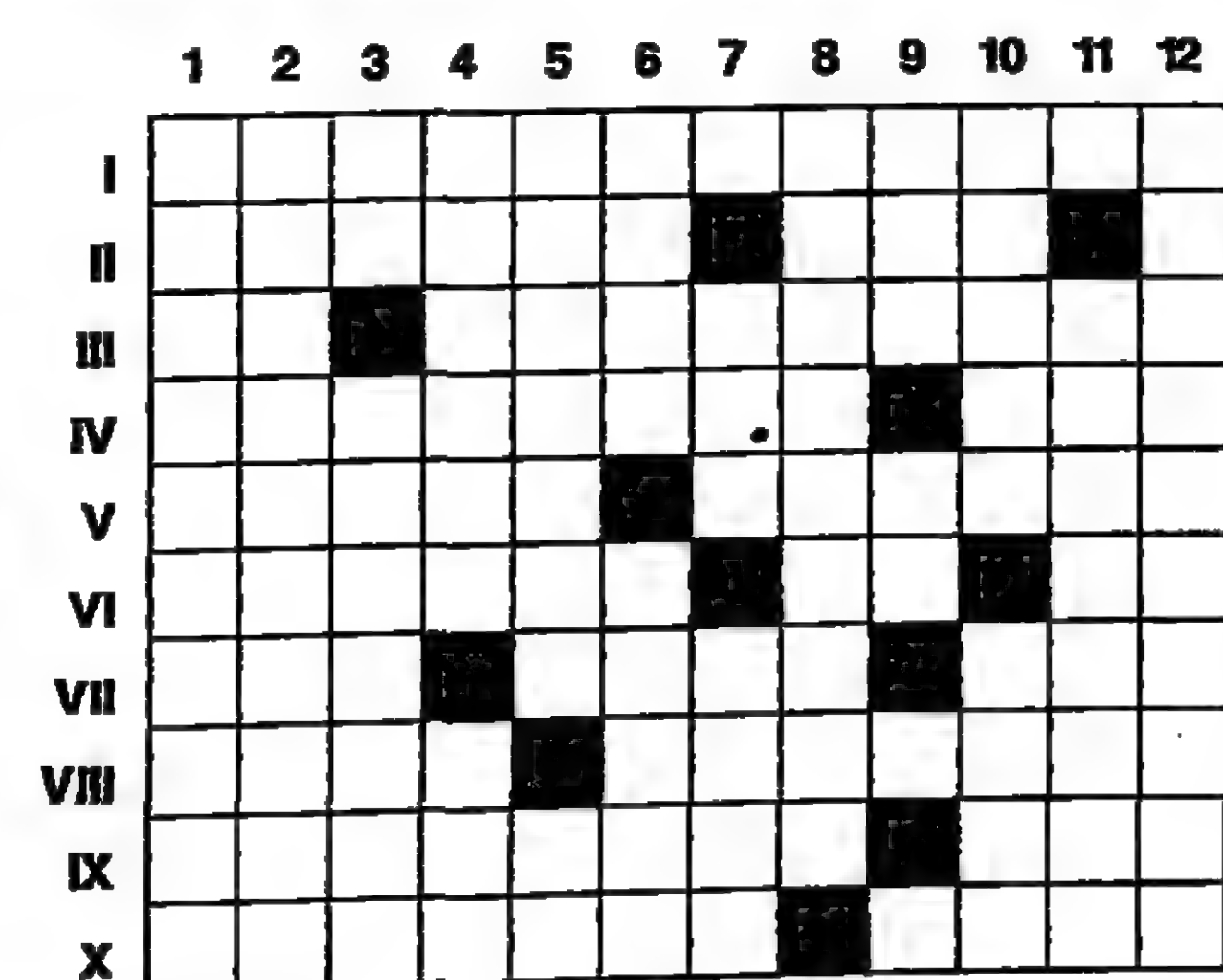
Et il n'en reste pas moins qu'en termes de rejets dans l'atmosphère (VOC, « carbonés organiques volatils »), les peintures en phase aqueuse sont beaucoup plus bénignes. C'est dans l'air que l'eau marque un point incontestable.

Marcel Donzenac

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99062

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. A saisir entre les lignes.
- II. S'impose sans arrêt. Mix fin.
- III. Article. Déploie ses ailes sur le privé.
- IV. Mise en carte pour être prouvée. Bruit sec en répétition.
- V. Plus d'un demi-litre à Londres, moins d'un litre chez nous. Coup de feu en cuisine.
- VI. Bien équilibrés. Négation. Cours du Nord.
- VII. La fin de Staline. Déplacement de grenouille. Reste au fond du cours.
- VIII. Chanson sans paroles. Réduit mécaniquement.
- IX. Le mal est leur domaine. Peut parler pour les

autres.
- X. Produit pharmaceutique. Sépare la Pologne et l'Allemagne.

VERTICALEMENT

1. Soi, comme seule réalité.
- 2. Organisations de maçons.
- 3. Dans les habitudes. Toujours neuf dans l'ensemble.
- 4. Indispensables aux assises. Une fois encore.
- 5. Qui pourront être lues. Démonstratif.
- 6. Fondateur de l'Oratoire en Italie. Venu de Chine, il brille d'un côté.
- 7. Entrèrent en résistance. Laisse entrer les secrets.
- 8. Pressions

amoureuses.
- 9. Mix délicatement en couleur. Dans la gamme.
- 10. Béatrice lui inspira ses plus beaux poèmes. Chanson populaire en Allemagne.
- 11. Encore plus douteuse quand elle est belle.
- 12. Paie en salle, mais pas dans la rue.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99061

HORIZONTALEMENT

I. Disculpation. - II. Enervée. Alto.
- III. Tare. Cru. An. - IV. Epitaphe.
- V. René. Lénine. - VI. Gré. Part.
- VII. Ecru. Allée. - VIII. Nu.
- IX. Têt. Aine. Eul (lue).
- X. Epicurien.

VERTICALEMENT

1. Dérégulés. - 2. Inaperçue.
- 3. Scier. Te. - 4. Crête. Ua. - 5. UV.
- 6. Le. Plastic. - 7. Pêcher. Inu (mm).
- 8. Rentamer. - 9. Tau. Lo. - 10. II. Affinée. - 11. Otaries. Un.
- 12. Nonpareils.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
ISSN 0243-0377

Imprimeur du Monde
12, rue M. Guérin
94452 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS N° 1835

COUPE DE RUSSIE (Moscou, 1999)
Blancs : M. Kobalija.
Noirs : A. Nalbandjan.
Défense Alekhine.

1. f4	Cf5	17. Tg1	Cd5 (g)
2. f5	Cd5	18. Fd3!!	Cd7 (h)
3. d4	d6	19. Fd2	Cd8 (i)
4. Cf3	Fg4	20. Dd3	Cg7
5. Fd2	g5 (a)	21. Tg8	Fg7
6. d4	Fg7	22. Tg1	Dd7 (i)
7. f4	Cd6	23. f4	Td6
8. Cg5	0-0 (b)	24. Cf1	Fd8 (i)
9. Fd5	d5	25. Cd2 (i)	f6
10. f5	Ff5	26. Cf4 (m)	g5 (n)
11. g4 (j)	Cg7	27. Dd7 (i) (o)	Rd7
12. f4	Fd4 (i)	28. f6	Rd6 (p)
13. Fd3	g6	29. Td4!!	g6 (q)
14. Rf7 (e)	6-5 (r)	30. Cd6	Rd6
15. Dc3	f5	31. Fd1 mat (q)	
16. Rd1	Rd6		

NOTES

a) La suite 5... g6 ; 6. Cg5, Ff5 ; 7. f6 exige des Noirs une défense précise : 7... f6e6 ; 8. g4, Fg6 ; 9. Fd3, Fd3 ; 10. Dd3, g6 ; 11. h4, Cg6 ; 12. Cxg6, Dd7 ; 13. Dd2, Ca6. 5... Cg6 est également jouable.

b) Ou 8... Cg6 ; 9. f6e6, Cd6 ; 10. d5!

c) Certains préfèrent la variante 11. Fd3, Cg4 ; 12. Ff4, b6 ; 13. b3, Ca5 ; 14. Ta1, bxc5 ; 15. dxc5, Ca-c6 ; 16. Td1, Fg5! Les Blancs acceptent de doubler le pion f afin de disposer de la colonne g ouverte pour attaquer le R ennemi.

d) Une continuation connue mais faible. De même, si 12... g6 ; 13. Fd3, g6 ; 14. b4, Dd7 ; 15. f5!, exf5 ; 16. Fxf5!, comme dans la partie Gurgendze-Suba (Varna, 1975). De même, si 12... g6 ; 13. f5! Le sacrifice de pion f4-f5 est tellement fort que les Noirs doivent l'éviter en jouant 12... f5.

e) Les Blancs prennent immédiatement l'initiative.

f) Et non 14... g4e7 ; 15. Rh1, Rh8 ; 16. Tg1 suivi de Dh5 avec une forte attaque.

g) La partie Pokojowczyk-Schmidt (1976) se termina rapidement après 17... Ce7 ; 18. Dh3, Cg8 ; 19. Fxf5!, Fg7 ; 20. Cd2, Ca6 ; 21. Cf4, Rg7 ; 22. Fg6, abandon.

h) Le sacrifice du Ff5 ne peut être accepté par les Noirs : si 18... gxf5 ; 19. Fh6, Tg8 ; 20. Tg8+ ; 21. Tg1.

i) Si 19... f6 ; 20. Fh6!

j) Devant la concentration des forces blanches (D + deux T + deux F) sur leur roque, les Noirs sont impuissants.

k) Et non 24... g4e7 ; 25. Ff5, Dd5 ; 26. Tg8+ avec gain de la D.

l) Les Blancs avaient aussi à leur disposition la jolie variante de gain 25. Td4!! ; Fd4 ; 26. f6g1!! ; Dd3 ; 27. g7 mat. Le C-d se dirige vers f4, après quoi le pion g6 explosera.

m) Menace 27. Fg6, f6g ; 28. Cxg6.

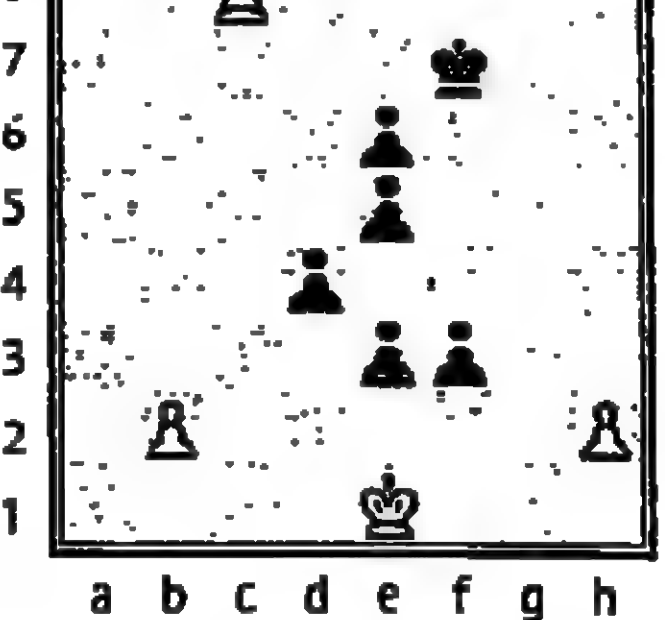
n) Le dernier espoir des Noirs.
o) Mat en quatre coups!
p) Si 28... Rh8 ; 29. Tg5 suivi du mat.
q) Ou, au choix, 31. Cg7 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1834

L. VANDERCASTELLE (1994)
(Blancs : Rb8, Ch7, Ph7 et f5. Noirs : Rd8, Ta4, Ph4.)
1. f6, b3 ; 2. f7, Td4 ; 3. f8-D+! ; Td8 ; 4. Ra8, Td8! ; 5. Cf6! (et non 5. b8-D+ ; Rf7), Td8 ; 6. b8-D+! ; Rf7 ; 7. Cg6+ ; Rf7 ; 8. Ch6+ ; Rf7 ou Rg7 ; 9. Cf5+ ; Rf7 ou g8 ; 10. Cd6+ ou Cc7+ suivi de Tf. Cf5 avec gain.

ÉTUDE N° 1835

H. BERNLEITER (1990)



Blancs (4) : Rd1, Td8, Ph2 et h3.
Noirs (6) : Rf7, Pd4, e3, e5, e6 et f3.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999

DISPARITION Le violoniste et chef d'orchestre Lord Yehudi Menuhin est mort d'une crise cardiaque, à Berlin, le vendredi 12 mars. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. ● DES SES

DÉBUTS, le musicien avait conquis les mélomanes par un jeu dont la pureté immaculée tenait du divin : l'ayant entendu dans le Concerto pour violon de Beethoven, alors que Menuhin n'avait

que treize ans, le physicien Albert Einstein devait déclarer : « Maintenant, je sais qu'il y a un Dieu dans les dieux. » ● L'AURA du musicien avait dépassé le cercle des amateurs de mu-

sique depuis qu'il avait pris la parole pour défendre la cause des opprimés et des victimes des guerres. ● MENUHIN prenait la parole et n'hésitait pas à s'engager pour la culture et contre

le régime de Milosevic. ● IL Y A quelques jours, il avait accordé un entretien à Aden, à l'occasion de la tournée de concerts au cours de laquelle il devait diriger des jeunes musiciens.

Yehudi Menuhin, un grand musicien dans les combats du siècle

Violoniste prodige, célèbre dès l'enfance, le chef d'orchestre britannique est mort d'une crise cardiaque à Berlin le vendredi 12 mars, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, alors qu'il devait diriger un concert. Il était attendu à Paris dans les prochains jours

LE VIOLONISTE et chef d'orchestre britannique Lord Yehudi Menuhin est mort, le vendredi 12 mars, à Berlin, d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Jusqu'au bout, Yehudi Menuhin aura continué de faire de la musique : la veille de sa mort, il devait donner à Berlin un concert qu'il avait annulé lui-même avant de se rendre à l'hôpital afin d'y subir des examens. Quand son archet était devenu trop défaillant, Yehudi Menuhin avait mis son violon de côté et l'avait troqué contre la baguette du chef d'orchestre. Il parcourait ainsi le monde afin de gagner l'argent nécessaire au fonctionnement de son école de musique londonienne et des nombreuses associations qu'il avait créées un peu partout à travers la fondation qui porte son nom, afin de rapprocher les peuples, les générations et les classes sociales.

Né le 22 avril 1916, à New York, Yehudi Menuhin fut un enfant prodige dans la pleine acception du terme : encore en culottes courtes, il jouait comme un adulte qui aurait été génial. Fut-il mort voilà soixante-dix ans, à l'âge de treize ans, que son nom serait encore inscrit au panthéon des grands artistes de ce siècle. En 1929, il enregistrait une sonate pour violon seul de Bach, deux ans après avoir fait ses débuts - à onze ans ! - avec le New York Philharmonic sous la direction du grand violoniste allemand Fritz Busch, deux ans après avoir fait ses débuts tout aussi historiques, à Paris, sous la direction du chef d'orchestre Paul Paray. Signe déjà distinctif de ce grand musicien qui embrassait toute la musique, il jouait à New York le Concerto pour violon de Beethoven - un chef-d'œuvre qui effraie tous les violonistes par son élévation spirituelle -, et à Paris le Concerto pour violon de Tchaïkovski et la Symphonie espagnole de Lalo - deux œuvres virtuoses plus faciles à bien interpréter.

A l'âge de treize ans, Menuhin avait fait ses débuts avec le Philharmonique de Berlin, dans le même concerto de Beethoven. Bruno Walter était au pupitre ; Albert Einstein était dans la salle, parmi le public. En sortant, le physicien - et violoniste amateur ! - qui venait d'entendre la façon si mystérieuse dont ce gamin venait de révéler à une salle en larmes l'essence même de la musique devait déclarer à qui voulait l'entendre : « Maintenant, je sais qu'il y a un Dieu dans les dieux. »

Aucun autre interprète de ce siècle, hormis peut-être le pianiste brésilien Guiomar Novaes, une quinzaine d'années auparavant, n'aura ainsi fasciné les auditoires dans son jeune âge, non pour des prouesses techniques extraordinaires, mais justement pour l'impossibilité de concevoir que l'artiste qui jouait avait un âge quelconque. Avant ses vingt ans, Menuhin, avait enregistré toutes les Sonates et Furtivos de Bach pour EMI, la plus



FRANÇOIS GARCET/TURNER AND TURNER

Le violoniste le plus pur, le plus émouvant, le plus troublant que l'on ait jamais entendu.

importante firme discographique du monde, et confondu d'admiration les musiciens et les mélomanes les plus exigeants.

Menuhin enregistra longtemps encore de nombreux disques seul et avec les plus grands chefs d'orchestre de ce siècle. Les réécouter d'une façon chronologique est assez fascinant. Tout au long de sa carrière, cet ange au jeu immaculé n'a fait que redescendre sur terre pour rejoindre ses confrères violonistes qui purent enfin faire jeu égal avec lui. Car, incontestablement, le Menuhin d'avant la seconde guerre mondiale est le plus pur, le plus émouvant, le plus troublant violoniste que l'on ait jamais entendu : ses sonates de Mozart, les deux sonates de Schumann qu'il enregistra en 1936 avec sa sœur Hephzibah - elle-même enfant prodige - sont troublantes par l'intimité, la sensualité rayonnantes qu'elles expriment.

Quand on demandait à Yehudi Menuhin s'il avait été un de ces enfants prodiges qui semblent n'avoir jamais eu besoin d'apprendre pour savoir, il répondait, ainsi qu'il l'avait fait au Monde, en 1996 : « Ce n'est pas juste, j'ai eu besoin d'apprendre, mais, comme tous les enfants, je suis né avec un héritage qui date de millions d'années : l'enfant est l'incarnation de vies antérieures ; on croit qu'il est nouveau-né, mais il est le miracle d'une vie qui n'a pas été interrompue depuis l'origine de l'homme et bien avant. » On le voit, Menuhin était fasciné

par l'Inde, les religions et les philosophies d'Extrême-Orient, par les musiques des pays lointains, et il aura inventé la World Music bien avant qu'elle n'entre dans les charts, aussi bien que pratiqué joyeusement le cross over. Ami de longue date du sitariste Ravi Shankar, du violoniste de jazz Stéphane Grappelli, Menuhin s'était adonné aux délices de l'improvisation avec eux, sur scène et dans les studios d'enregistrements. Certes, il ne s'y départait que rarement d'une sorte de raideur classique, provoquée par la soumission des interprètes à des règles solennelles strictes, mais au moins Menuhin tendait la main vers d'autres cultures non pour les faire siennes, mais pour montrer au public des mélomanes que la recherche de la beauté, de l'invention, que le partage étaient des valeurs communes à toutes les bonnes musiques.

C'est auprès du Roumain George Enesco, du Hongrois Béla Bartók qu'il aura sans doute appris ce qu'était la valeur universelle de la musique : violoniste, compositeur de génie - l'un des compositeurs les plus sous-estimés de ce siècle -, le premier lui aura donné les clés de l'univers musical : le second, malade de la leucémie qui devait l'emporter en pleine guerre aux États-Unis, lui aura composé et dédié cette fameuse Sonate pour violon seul, dont le langage modal, la complexité contrapuntique, la beauté triste sont le plus nostal-

gique des portraits qu'un compositeur exilé aura fait de la vieille Europe et d'un monde de tolérance et d'humanisme qui s'effondrait.

Tout au long de sa carrière, cet ange au jeu immaculé n'aura fait que redescendre sur terre, pour que ses confrères puissent faire jeu égal avec lui

La carrière de Yehudi Menuhin l'aura conduit partout dans le monde. Mais ce n'est certes pas cela qui a fait de lui l'un des personnages les plus importants du monde de l'après-guerre. Il avait joué pour les soldats en plein conflit - plus de cinq cents concerts, entre 1939 et 1944, dans les îles du Pacifique et en Grande-Bretagne. Yehudi Menuhin, devenu un homme, étonna le monde en prenant, l'année de la Libération, la défense du chef

d'orchestre allemand Wilhelm Furtwängler, accusé d'avoir, par sa seule présence au pupitre de la Philharmonie de Berlin, cautionné le régime nazi. La lettre qu'il adressa, en 1945, au général Mac Clure, de la division américaine du contrôle de l'information en Allemagne occupée, tranchait sur le désir de revanche d'une partie du milieu musical, pas aussi dénuée d'arrière-pensées carriéristes qu'on pourrait le penser : « Pour ce qui est de l'aura de respectabilité que ce grand chef d'orchestre aurait donnée au parti nazi, nous, Alliés, ne sommes-nous pas infiniment plus coupables, et de notre propre chef, en ayant reconnu et en ayant pactisé avec ces monstres. Souvenez-vous de Munich et de Berchtesgaden. Il est lâche de faire de Furtwängler une échappatoire à nos propres crimes. Si l'Allemagne malade doit un jour redevenir un membre respecté de la communauté internationale, ce sera grâce aux efforts d'hommes tels que Furtwängler, qui ont prouvé qu'ils ont été capables de sauver de la guerre au moins une partie de leur âme. »

Le chef allemand sera finalement blanchi, mais Menuhin critiqué par certains de ses collègues pour avoir osé prendre sa défense. Menuhin rejouera tout de suite en Allemagne avec le compositeur britannique Benjamin Britten. Pas dans les grandes salles de concerts, mais dans les camps de concentration libérés et dans les camps de réfugiés. Il alla aussi tout de suite en Union soviétique et, en cette même

année 1945, donna le concert d'inauguration de l'Organisation des Nations unies.

En 1950, Menuhin fera une tournée triomphale en Israël. Elle sera suivie d'autres qui provoqueront la fureur de l'extrême droite israélienne : Menuhin jouait dans les camps de réfugiés palestiniens. En 1951, il est au Japon, et en France, où il retrouve Pablo Casals à Prades : le Catalan refusait de remettre les pieds en Espagne tant que Franco y détenait le pouvoir. En 1952, Netru invitait Menuhin en Inde. En 1964, Menuhin écrivait un peu plus ses détracteurs, de plus en plus rares, en acceptant de jouer avec Herbert von Karajan, à Berlin, pour la caméra d'Henri-Georges Clouzot. Invité en Union soviétique, il y lance un appel au gouvernement pour qu'il respecte les droits de l'homme. Un an plus tard, en 1971, il monte à la tribune de l'Unesco pour prendre la défense de l'écrivain Soljenitsyne et du violoncelle Rostropovitch.

Pendant toutes les années 70, 80 et 90, Yehudi Menuhin prendra ainsi son bâton de pèlerin et usera de sa notoriété pour envoyer les politiques. Ami de M^{me} Thatcher, il lui reprochera, les yeux dans les yeux, mais en présence d'autrui, l'intransigeance qui conduisait Bobby Sand au suicide. Menuhin avait ce don rare de dire aux grands de ce monde, qu'il ne fréquentait que pour cela, les choses les plus terribles, sans se départir du sourire enfantin et délicieux de son ami, le dala-lama. Ce sourire culpabilisant ne pouvait pas dissimuler des propos parfois terribles.

En mai 1998, interrogé par le quotidien portugais Público, il déclarait, lui le juif dont la famille avait fui les pogroms russes au début du siècle : « Les Israéliens ont perdu les sympathies gagnées par ce qu'ils avaient souffert. C'est très triste (...). Ils ont perdu l'amitié qu'ils avaient pu gagner auprès des autres pays (...). Tout ce qu'il y a à faire est de dire : Écoutez, les uns et les autres nous aimons cette terre, nous lui sommes attachés, pourquoi devons-nous mourir pour elle ? Nous allons vivre pour elle. Nous allons tout partager (...). Il y a encore des gens qui pensent que l'important est de dominer le plus vaste territoire possible. Cela ne relève pas de la pensée moderne. »

Yehudi Menuhin n'aura cessé de livrer des combats, pour la musique, pour la paix et l'harmonie entre les hommes. Sa générosité personnelle était discrète. Dans la soirée du mardi 8 mars, la pianiste Martha Argerich, de passage à Paris, nous parla de Menuhin : « C'est un saint ; il y a des années de cela, avec quelques amis, nous avions décidé d'aider la grande pianiste Yura Guller, qui était sans un sou ; j'ai appelé Menuhin ; il a immédiatement apporté son concours, et, chaque mois jusqu'à la mort de cette chère Yura, il lui a versé une généreuse pension. Jamais il n'a oublié. »

Alain Lompech

Les ENFANTS DU MARAIS

UN FILM DE JEAN BECKER

TAUX GLOBAL DE RECOMMANDATION 81% - Observatoire de la satisfaction / Ecran Total

Avis du public : niveau d'enthousiasme rare d'un public comblé dans son attente d'un film simple, gai, nature, rafraîchissant et qui produit du sens. Certaines séances se terminent par des applaudissements nourris et de nombreux spectateurs affirment spontanément qu'ils iront revoir le film. Une belle histoire qui se termine bien, portée par des acteurs de gros calibre, Jacques Villeret, André Dussollier, Jacques Gamblin et Michel Serrault étant les plus fréquemment cités. De ce film sans violence et sans sexe émerge une nostalgie d'une France plus proche de la nature qui n'est pas sans rappeler Le bonheur est dans le pré ou certains films de Pagnol. De très belles images et, somme toute, un film qui parvient à être reposant sans jamais ennuyer. Paradoxalement, il n'a pas encore touché en masse le public jeune, mais il peut incontestablement y parvenir.

	Hommes	Femmes
0 à 25 ans	80 %	42 %
Plus de 26 ans	62 %	58 %

Taux de recommandation : Pourcentage des personnes interrogées susceptibles de recommander le film. Source : Observatoire de la satisfaction, 580 personnes interrogées à la sortie des salles parvenues, du mercredi 3 mars au dimanche 7 mars 1999. Avec l'amable autorisation de Serge Stitzky, Directeur de la Rédaction d'Ecran Total

LE BONHEUR EST DANS LES SALLES !

Des journalistes
tortures
vrie
pres Reporters
is frontières

ècle

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999 / 25



En 1951, aux États-Unis.



En 1963 à Londres, avec un jeune élève.

Yehudi Menuhin, violoniste et chef d'orchestre

« Le racisme n'existe pas dans une classe de musique »

« En soixante-quinze ans de carrière, la passion de la musique ne vous a jamais quitté ? »

— Shakespeare a dit que l'homme qui n'aime pas la musique est quelqu'un qui trahira et à qui on ne peut pas faire confiance. Une fois seulement, il y a eu cinquante ans de tournée dans les Caraïbes, dans les camps de soldats. Cette tournée était épuisante, on prenait un avion à quatre heures du matin, on jouait le midi, on reprenait un autre avion, et ça a duré deux semaines. C'est le seul moment de ma vie où j'en ai eu assez.

— Y a-t-il des œuvres du répertoire que vous n'avez pas jouées ?

— Les deux concertos de Szymanowski, le second de Chostakovitch. Mais comme chef, maintenant, je peux les diriger ! Je regrette aussi de n'avoir pas enregistré toutes les *Dances hongroises* de Brahms. J'ai dû en faire seulement sept ou huit. C'est un style très spécial, et j'encourage les jeunes musiciens à les jouer. Mais c'est très difficile, car ces danses demandent beaucoup de liberté, et la liberté est ce qui exige la plus grande discipline.

— Est-ce le cas des violonistes qui vont jouer avec vous ?

— J'aime énormément Vadim Repin. Gilles Apap peut tout faire ; c'est un caractère, comme on dit. Pour lui, le violon, c'est simple comme un appareil photo. Il a habité partout, il connaît aussi bien la musique occidentale qu'indienne ou indonésienne !

— Vous aussi...

— Aux Philippines, il y a très longtemps, j'étais dans une ville où il

pleuvait tout le temps. Mon violon s'est complètement décollé. Les indigènes, eux, étaient beaucoup plus malins, ils jouaient une flûte dans les narines. Malheureusement, je n'avais pas la technique !

— A quel projet travaillez-vous en ce moment ?

— A un *Requiem* pour tous les innocents tués par la faute des guerres, des nationalismes, des injustices. J'aimerais le faire, à Robin Island, là où Nelson Mandela a passé treize ans en prison. Il y a là une chapelle de lépreux édifiée au XVI^e siècle. On y donnera le *Requiem* de Mozart et l'*Alléluia* du *Messie* de Haendel, avec un ensemble de chanteurs populaires noirs et blancs sud-africains. Ce concert sera donné après une conférence internationale qui réunira des juristes, des sages, des religieux, comme le rabbin de Strasbourg, le théologien chrétien Hans Künn, M. Shrimp, le patron de Chrysler Daimler, qui est très conscient des responsabilités des multinationales, parfois plus puissantes aujourd'hui que les États.

— Quand vous émettez une idée, c'est que vous avez déjà une idée en tête !

— Il y a tant de paroles sur la paix, la tolérance... On n'a aucune idée de ce que cela représente, en réalité. La paix, c'est un équilibre entre des forces extrêmes, mais ça nécessite également beaucoup de force. Le racisme n'existe pas dans une classe de musique. Les enfants y jouent ensemble, créent ensemble. Aujourd'hui, à peine sont-ils nés qu'on les force à devenir quelque chose ou quelqu'un dans la société.

Les Britanniques disent : « On doit voir les enfants, mais pas les en-

tendre. » C'est épouvantable, et j'ai trouvé une réponse à cet adage quand, un jour, j'ai visité une classe, à Bruxelles. Ils étaient tous là, comme des enfants modèles, silencieux, sérieux... Je leur posais des questions et n'obtenais pas de réponse. Je leur ai alors demandé s'ils chantaient, s'ils dansaient, s'ils savaient taper dans leurs mains. Silence. J'ai commencé, seul. Au bout de vingt minutes, nous étions là, tous ensemble, à quatre pattes, à faire de la musique.

— Aujourd'hui, votre passion pour la musique se confond avec votre envie d'aider les jeunes...

— C'est naturel, je me suis toujours intéressé aux enfants. Chaque fois que j'ai vu un enfant de six ou sept ans avec un étui à violon, j'ai toujours eu pitié car je savais qu'il serait mal éduqué. C'est pour cela que j'ai fondé mon école. Quand on devient très âgé, on a plus de temps pour s'intéresser aux jeunes. Et j'ai toujours trouvé regrettable que les maisons

de retraite n'entretiennent pas de liens avec les orphelinats. Les enfants, c'est la seule façon de survivre.

Propos recueillis par
Philip de la Croix

★ Cet entretien devait être publié dans le prochain numéro d'*Aden*, à l'occasion des concerts que Yehudi Menuhin devait diriger en France en compagnie de jeunes violonistes.

« Seule la culture nous offrira une vraie conscience européenne »

LE TEXTE que nous publions ici a été adressé le 17 février au Conseil européen.

L'Agenda 2000 qui définit le cadre politique et financier pour l'Europe élargie est le dossier fondamental qui se trouve à présent sur la table du gouvernement des États membres de l'Union. Ils en débattent au plus haut niveau, informellement les 24 et 25 février, puis les 24 et 25 mars à Berlin et enfin, en juin, au conseil européen qui clôture la présidence allemande.

J'ai lu avec attention ce qui est paru dans la presse sur les sujets en débat en ce moment crucial où se définit l'Europe du futur. N'ayant rien trouvé sur la dimension culturelle, j'ai demandé à voir la proposition de la Commission européenne sur l'Agenda 2000. Rien. Surpris, j'ai demandé le rapport du Parlement européen — en cours de débat. Toujours rien. J'ai demandé si au moins les nouveaux règlements des fonds structurels prévoyaient un volet culturel. Non, me répondit-on.

Le rôle des cultures de l'Europe pour la qualité de la société européenne, l'apport des créateurs, des artistes et des artisans pour le bonheur de tous nos citoyens n'ont pas, jusqu'ici, mérité l'attention

des décideurs politiques européens. Et, pourtant, ce n'est que l'exercice de l'art, de nos sens et de la diversité des cultures de l'Europe qui est capable d'enfanter le vrai respect de l'autre et le désir de paix permettant d'accomplir nos propres réalisations ainsi que les réalisations collectives de tous ceux qui partagent notre responsabilité envers cette terre souffrante. Ce n'est qu'avec une formation créatrice qui ne supprime aucun don de l'enfant, mais qui au contraire le civilise, que nous pourrions ensemble engendrer une société qui domine et absorbe sa violence.

C'est l'art qui peut structurer les personnalités des jeunes citoyens dans le sens de l'ouverture de l'esprit, du respect de l'autre, du désir de paix. C'est bien la culture qui permet à chacun de se ressourcer dans le passé et de participer à la création du futur.

C'est elle seule qui, en unissant la diversité, nous offrira une vraie conscience européenne. Car c'est bien l'éclosion des diversités des cultures qui donne à l'Europe tout son éclat et qui a attiré vers nous le reste du monde à travers les siècles. En ignorant d'une façon si manifestement aveugle la culture, vous vous construisez une tour d'ivoire fondée sur des sables [...].

Yehudi Menuhin

Réactions

● Le directeur général de l'Orchestre philharmonique de Berlin, Einar Weingarten, a exprimé sa reconnaissance à l'égard du musicien : « Menuhin était le premier grand artiste juif qui ait, après la deuxième guerre mondiale, tenu la main dans un geste de réconciliation », faisant ainsi allusion au fait qu'il fut le premier à venir jouer en Allemagne après l'effondrement du nazisme.

● Le violoncelliste russe Mstislav Rostropovitch, dont Yehudi Menuhin prit la défense en URSS au début des années 70, a rendu

hommage à celui qui fut son ami « pendant plus d'un demi-siècle » et qui restera « un grand et authentique humaniste, un grand et authentique musicien, un violoniste de génie, un chef d'orchestre et un pédagogue remarquables. Avec la disparition de Menuhin, une page de la grande histoire de la musique est tournée à tout jamais ».

● Lorin Maazel, chef de l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise a déploré la perte d'un « mentor » et « interprète légendaire ». « Avec sa mort, le monde perd un ami, des centaines de jeunes musiciens perdent un mentor et les mélomanes, un interprète légendaire », a déclaré Lorin Maazel.

● Daniel Barenboim, chef de l'Orchestre symphonique de Chicago, a salué en Menuhin un « homme en avance sur son temps ». Il s'est déclaré par « la perte d'un grand musicien et d'un grand homme qui comprenait la nécessité de tendre la main vers des gens qui ne souhaitaient pas toujours le dialogue ».

● Yehudi Menuhin « savait transfigurer le son de son violon », a estimé Paolo Arca, compositeur et directeur artistique de la Scala de Milan. « Il allait plus loin que la musique, je ne sursuivais de son

concert à Rome et c'était comme, dans la luminosité de sa musique, entendre directement son âme chanter et exprimer une grande douceur et humanité. »

● Le président de la République Jacques Chirac a exprimé sa « profonde émotion » à l'annonce de la mort de Menuhin, dont le violon « était aussi un instrument de paix et de fraternité. Avec lui, c'est une lumière qui s'éteint, lumière du génie, mais aussi lumière du cœur ».

● Le premier ministre Lionel Jospin a salué en Menuhin « le voyageur infatigable au profit de la cause de la paix et de la défense des droits de l'homme, partout où il les estimait bafoués ou menacés ».

● Pour Catherine Trautmann, ministre de la culture, le « violoniste, chef d'orchestre et merveilleux pédagogue n'était pas seulement un grand artiste, mais aussi un grand homme [décédé à] faire avancer la cause de la justice et de la paix ».

● Jack Lang, ancien ministre de la culture, a exprimé son « immense peine » et déclaré : « Son art était sans frontières, du jazz à Ravi Shankar, il aborda tous les rivages de la musique. Cette prodigieuse artistique était à l'image de sa passion pour l'humanité. »

l'Avare

de Molière
mise en scène
Jerome Savary

avec
Vanessa Bayle
Vanessa Bayle
Isabelle Gomez
Guy Grossi
Catherine Jacob
Maxime Lombard
Thierry Meunier
Gilles Perrot
Jacques Savary
Marie-Eve Serey
Alfred Zeltmann

avec Jerome Savary
avec u...
et u...
catherine Michel Desbarrats
catherine Michel Desbarrats
catherine Michel Desbarrats
catherine Michel Desbarrats
catherine Michel Desbarrats

Europe 1

PREMIERE

Salle Jean Vilar
du 11 mars au 20 juin 1999
Renseignements location
01 53 65 30 00

Théâtre National de Chaillot

Radio Shalom à l'heure des élections en Israël

Lundi 18 h 30 : Interview Yasser ARABAT

Mardi 18 h 30 : Le point de vue des Juifs de France

Mardi 19 h 00 : Portrait de campagne par Robert Assaraf

Mercredi : Interviews politiques

Jeudi 18 h 30 : Forum de la presse israélienne

Dimanche 18 h 30 : Carnet de campagne de Laurence Bazin (TF1)

Radio Shalom 94.8 FM

La fameuse tragédie du riche Juif de Malte

de Christopher Marlowe

mise en scène Bernard Sobel

12 mars / 18 avril - Théâtre de Gennevilliers - Location 01 41 32 26 26

BOX
MAN

ALLIANCE ETHNIK
Fat come back
112 F
prix TTC, hors frais d'expédition

www.boxman.fr

Plus de musique, pour plus de monde

www.boxman.fr

**THEATRE
DE LA
CROIX
ROUSSE**
place Jeanne d'Arc
69004 Lyon
TEL 04 78 39 52 53
Fax 04 78 39 06 24

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

- 17.10 Le Monde des idées.
Thème : Les enseignants.
Invités : Sébastien Roy et
Bernard Tavernier. LCI
- 21.10 Castrats,
la voix des anges. Forum Planète
- 23.30 De Staline
à la « glasnost ». Forum Planète

MAGAZINES

- 20.35 Planète animal.
L'arche, 2 000 ans après (9/6). TMC
- 21.05 Thalassa. La Qui des qui. TV 5
- 21.40 Planète Terre. Les croisées
(4/4) : La fin des croisées. TMC
- 21.55 Métropolis.
L'écriture au Québec.
Vivre au paradis. Ouvert pendant
les travaux : chronique du Centre
Georges-Pompidou. Arte
- 22.15 Envoyé spécial.
Un bébé à trois. Maman sur le tard.
R-4. Infos de campagne. TV 5
- 0.40 Simples. La nuit celtique.
Le Festival international de
Lorient 1998. France 3

DOCUMENTAIRES

- 19.00 Les Oubliés de la Libération.
Caux des barrières. Odyssée
- 19.50 Le Japon
dans la crise asiatique. Odyssée
- 20.10 Le Feuillet de la vie.
Protection rapprochée (7/8). France 3

CINÉ CLASSICS

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

TELEVISION

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

TELEVISION

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

TELEVISION

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

TELEVISION

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs à
Indian Wells : demi-finales. Eurosport
- 20.30 Équitation. Coupe du monde.
1^{er} jumping international de
Paris-Bercy. Paris Première
- 22.00 Tennis. Tournoi féminin
d'Indian Wells : finale. Eurosport
- 23.00 Golf. PGA Américaine.
Honda Classic (3^e jour). AB Sport
- 23.30 Boxe. Championnat d'Europe des
poids welter : Stéphane Canouan (Fr.)-
Maxim Nesterenko (Rus.). France 2
- 3.00 Boxe. Championnat du monde unifié
des poids lourds : Evander Holyfield
(États-Unis)-Lennox Lewis (GB). Canal +

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs à
Indian Wells : demi-finales. Eurosport
- 20.30 Équitation. Coupe du monde.
1^{er} jumping international de
Paris-Bercy. Paris Première
- 22.00 Tennis. Tournoi féminin
d'Indian Wells : finale. Eurosport
- 23.00 Golf. PGA Américaine.
Honda Classic (3^e jour). AB Sport
- 23.30 Boxe. Championnat d'Europe des
poids welter : Stéphane Canouan (Fr.)-
Maxim Nesterenko (Rus.). France 2
- 3.00 Boxe. Championnat du monde unifié
des poids lourds : Evander Holyfield
(États-Unis)-Lennox Lewis (GB). Canal +

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs à
Indian Wells : demi-finales. Eurosport
- 20.30 Équitation. Coupe du monde.
1^{er} jumping international de
Paris-Bercy. Paris Première
- 22.00 Tennis. Tournoi féminin
d'Indian Wells : finale. Eurosport
- 23.00 Golf. PGA Américaine.
Honda Classic (3^e jour). AB Sport
- 23.30 Boxe. Championnat d'Europe des
poids welter : Stéphane Canouan (Fr.)-
Maxim Nesterenko (Rus.). France 2
- 3.00 Boxe. Championnat du monde unifié
des poids lourds : Evander Holyfield
(États-Unis)-Lennox Lewis (GB). Canal +

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs à
Indian Wells : demi-finales. Eurosport
- 20.30 Équitation. Coupe du monde.
1^{er} jumping international de
Paris-Bercy. Paris Première
- 22.00 Tennis. Tournoi féminin
d'Indian Wells : finale. Eurosport
- 23.00 Golf. PGA Américaine.
Honda Classic (3^e jour). AB Sport
- 23.30 Boxe. Championnat d'Europe des
poids welter : Stéphane Canouan (Fr.)-
Maxim Nesterenko (Rus.). France 2
- 3.00 Boxe. Championnat du monde unifié
des poids lourds : Evander Holyfield
(États-Unis)-Lennox Lewis (GB). Canal +

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs à
Indian Wells : demi-finales. Eurosport
- 20.30 Équitation. Coupe du monde.
1^{er} jumping international de
Paris-Bercy. Paris Première
- 22.00 Tennis. Tournoi féminin
d'Indian Wells : finale. Eurosport
- 23.00 Golf. PGA Américaine.
Honda Classic (3^e jour). AB Sport
- 23.30 Boxe. Championnat d'Europe des
poids welter : Stéphane Canouan (Fr.)-
Maxim Nesterenko (Rus.). France 2
- 3.00 Boxe. Championnat du monde unifié
des poids lourds : Evander Holyfield
(États-Unis)-Lennox Lewis (GB). Canal +

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs à
Indian Wells : demi-finales. Eurosport
- 20.30 Équitation. Coupe du monde.
1^{er} jumping international de
Paris-Bercy. Paris Première
- 22.00 Tennis. Tournoi féminin
d'Indian Wells : finale. Eurosport
- 23.00 Golf. PGA Américaine.
Honda Classic (3^e jour). AB Sport
- 23.30 Boxe. Championnat d'Europe des
poids welter : Stéphane Canouan (Fr.)-
Maxim Nesterenko (Rus.). France 2
- 3.00 Boxe. Championnat du monde unifié
des poids lourds : Evander Holyfield
(États-Unis)-Lennox Lewis (GB). Canal +

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 et 0.00 Tennis. Tournoi messieurs à
Indian Wells : demi-finales. Eurosport
- 20.30 Équitation. Coupe du monde.
1^{er} jumping international de
Paris-Bercy. Paris Première
- 22.00 Tennis. Tournoi féminin
d'Indian Wells : finale. Eurosport
- 23.00 Golf. PGA Américaine.
Honda Classic (3^e jour). AB Sport
- 23.30 Boxe. Championnat d'Europe des
poids welter : Stéphane Canouan (Fr.)-
Maxim Nesterenko (Rus.). France 2
- 3.00 Boxe. Championnat du monde unifié
des poids lourds : Evander Holyfield
(États-Unis)-Lennox Lewis (GB). Canal +

MUSIQUE

- 20.30 Samson et Dalila.
Par l'Orchestre philharmonique
de Philadelphie et le Chœur
d'Opéra de San Francisco,
dir. Julius Rietel. Mezzo
- 21.00 Fidélio.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra royal,
dir. Christoph von Dohnanyi. Muzik
- 22.30 Saint-Saëns.
Concerto pour violon en si mineur. Par
l'Orchestre de la Radiodiffusion suisse
italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
- 23.00 Rimski-Korsakov.
Symphonie de Philadelphie,
dir. Eugene Ormandy. Mezzo

MUSIQUE

- 20.30 Samson et Dalila.
Par l'Orchestre philharmonique
de Philadelphie et le Chœur
d'Opéra de San Francisco,
dir. Julius Rietel. Mezzo
- 21.00 Fidélio.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra royal,
dir. Christoph von Dohnanyi. Muzik
- 22.30 Saint-Saëns.
Concerto pour violon en si mineur. Par
l'Orchestre de la Radiodiffusion suisse
italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
- 23.00 Rimski-Korsakov.
Symphonie de Philadelphie,
dir. Eugene Ormandy. Mezzo

MUSIQUE

- 20.30 Samson et Dalila.
Par l'Orchestre philharmonique
de Philadelphie et le Chœur
d'Opéra de San Francisco,
dir. Julius Rietel. Mezzo
- 21.00 Fidélio.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra royal,
dir. Christoph von Dohnanyi. Muzik
- 22.30 Saint-Saëns.
Concerto pour violon en si mineur. Par
l'Orchestre de la Radiodiffusion suisse
italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
- 23.00 Rimski-Korsakov.
Symphonie de Philadelphie,
dir. Eugene Ormandy. Mezzo

MUSIQUE

- 20.30 Samson et Dalila.
Par l'Orchestre philharmonique
de Philadelphie et le Chœur
d'Opéra de San Francisco,
dir. Julius Rietel. Mezzo
- 21.00 Fidélio.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra royal,
dir. Christoph von Dohnanyi. Muzik
- 22.30 Saint-Saëns.
Concerto pour violon en si mineur. Par
l'Orchestre de la Radiodiffusion suisse
italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
- 23.00 Rimski-Korsakov.
Symphonie de Philadelphie,
dir. Eugene Ormandy. Mezzo

MUSIQUE

- 20.30 Samson et Dalila.
Par l'Orchestre philharmonique
de Philadelphie et le Chœur
d'Opéra de San Francisco,
dir. Julius Rietel. Mezzo
- 21.00 Fidélio.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra royal,
dir. Christoph von Dohnanyi. Muzik
- 22.30 Saint-Saëns.
Concerto pour violon en si mineur. Par
l'Orchestre de la Radiodiffusion suisse
italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
- 23.00 Rimski-Korsakov.
Symphonie de Philadelphie,
dir. Eugene Ormandy. Mezzo

MUSIQUE

- 20.30 Samson et Dalila.
Par l'Orchestre philharmonique
de Philadelphie et le Chœur
d'Opéra de San Francisco,
dir. Julius Rietel. Mezzo
- 21.00 Fidélio.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra royal,
dir. Christoph von Dohnanyi. Muzik
- 22.30 Saint-Saëns.
Concerto pour violon en si mineur. Par
l'Orchestre de la Radiodiffusion suisse
italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
- 23.00 Rimski-Korsakov.
Symphonie de Philadelphie,
dir. Eugene Ormandy. Mezzo

MUSIQUE

- 20.30 Samson et Dalila.
Par l'Orchestre philharmonique
de Philadelphie et le Chœur
d'Opéra de San Francisco,
dir. Julius Rietel. Mezzo
- 21.00 Fidélio.
Par l'Orchestre et les Chœurs
de l'Opéra royal,
dir. Christoph von Dohnanyi. Muzik
- 22.30 Saint-Saëns.
Concerto pour violon en si mineur. Par
l'Orchestre de la Radiodiffusion suisse
italienne, dir. Piero Bellugi. Mezzo
- 23.00 Rimski-Korsakov.
Symphonie de Philadelphie,
dir. Eugene Ormandy. Mezzo

FILMS

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2



- 0.35 Les 400 coups ■
François Truffaut. Avec Jean-Pierre
Léaud, Claire Maurier (France, 1959,
N, 100 min) O. Cinétoilette
- 0.40 Casanova, un adolescent
à Venise ■
L. Comencini (1969, 120 min) O. Arte
- 0.55 Le Général du diable ■
Helmut Käutner (Allemagne, 1955,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 2.05 Judas Winterbottom (GB, 1996,
v.o., 120 min) O. Ciné Cinema 3
- 2.05 Les Révoltes du Bonny ■
Lewis Milestone (États-Unis, 1947,
v.o., 170 min) O. Ciné Cinema 1
- 2.15 Cat Ballou ■
Elliot Silverstein (États-Unis, 1965,
95 min) O. Cinétoilette
- 2.25 Smoking ■
Alain Resnais (France, 1993,
140 min) O. Cinéstar 2
- 3.50 Manhattan ■
Woody Allen (États-Unis, 1979,
N, v.o., 100 min) O. Cinétoilette

FILMS

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

FILMS

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

FILMS

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

FILMS

- 16.00 Un tramway nommé Désir ■
Elia Kazan (États-Unis, 1951,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 17.30 Madame ■
Henri Verneuil (France, 1955,
N, 120 min) O. Ciné Classics
- 20.45 La Forêt d'éméraude ■
John Boorman (Grande-Bretagne,
1968, 115 min) O. RTBF 1
- 23.00 Le Masque arraché ■
David Miller (États-Unis, 1952,
N, v.o., 115 min) O. Ciné Classics
- 23.00 Le Temps de l'innocence ■
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
v.o., 135 min) O. Cinéstar 1
- 23.00 Seven ■
David Fincher (États-Unis, 1995,
125 min) O. Ciné Cinema 2
- 0.25 Jésus de Montréal ■
Denis Arcand (Canada, 1989,
120 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 19.05 Melrose Place. O.
- 19.50 Bloc modes.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 La Furter. Soirée années 80.
- 23.10 Hollywood Night.
L'ange du désir.
Téléfilm. Gary Graver. O.
- 0.50 Certains Leeb jazz à Nice.

FRANCE 2

- 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.25 Le monde est petit.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.35 Tapis rouge
aux femmes d'exception.
Philippe Cazeau - Maxim Nesterenko.
- 0.45 Journal, Météo.
- 1.05 Friends.
Celui qui a fait aller au bal. O.
- 1.30 Bouillon de culture.
L'insolence est-elle de droite ?

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.10 Le Feuillet de la vie. (7/8).
- 20.35 Tout le sport.
- 20.55 Docteur Sylvestre.
Entre quatre murs. O.
- 22.30 Fac, mode d'emploi.
- 23.30 Médo, l'Euro, Soir 3.
- 23.55 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
- 0.30 et 1.50 Saturnales. Journal
des spectacles. 0.40 La Nuit celtique. Le
Festival international de Lorient
et concert Alan Stivell.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.35
- 19.00 T.V.
- 20.04 Jean-Luc et Palpassa. O.
- 20.05 Daria. O.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Samedi comédie.
- 20.35 H. Une histoire de lapin. O.
- 21.00 Une différence.
- 21.25 Spin City. Strip-tease. O.
- 21.45 South Park. Roger Ebert
devrait manger moins gras. O.
- 22.10 Supplément détachable.
Spécial court métrage africain.
- 23.00 Réducteur de têtes.
Téléfilm. Richard Elman. O.

FRANCE 2

- 14.10 Vivement dimanche.
- 16.05 Mitch Buchanan.
- 16.50 Football.
Coupe de France : Metz - Nantes.
- 18.50 L'Enfer en poche.
- 18.55 30 millions d'amis.
- 19.25 Vidéo gag.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Au nom du sport.
- 20.40 Le Résultat des courses, Météo.
- 20.50 Briveheart ■
Film. Mel Gibson. O.
- 21.05 Suite 2.
- 21.55 Clés d'histoire.
- 0.05 Les Rois du sport.
Film. Pierre Colombar. O.

FRANCE 3

- 14.10 Vivement dimanche.
- 16.05 Mitch Buchanan.
- 16.50 Football.
Coupe de France : Metz - Nantes.
- 18.50 L'Enfer en poche.
- 18.55 30 millions d'amis.
- 19.25 Vidéo gag.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Au nom du sport.
- 20.40 Le Résultat des courses, Météo.
- 20.50 Briveheart ■
Film. Mel Gibson. O.
- 21.05 Suite 2.
- 21.55 Clés d'histoire.
- 0.05 Les Rois du sport.
Film. Pierre Colombar. O.

FRANCE 2

- 14.10 Vivement dimanche.
- 16.05 Mitch Buchanan.
- 16.50 Football.
Coupe de France : Metz - Nantes.
- 18.50 L'Enfer en poche.
- 18.55 30 millions d'amis.
- 19.25 Vidéo gag.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Au nom du sport.
- 20.40 Le Résultat des courses, Météo.
- 20.50 Briveheart ■
Film. Mel Gibson. O.
- 21.05 Suite 2.
- 21.55 Clés d'histoire.
- 0.05 Les Rois du sport.
Film. Pierre Colombar. O.

FRANCE 3

- 14.10 Vivement dimanche.
- 16.05 Mitch Buchanan.
- 16.50 Football.
Coupe de France : Metz - Nantes.
- 18.50 L'Enfer en poche.
- 18.55 30 millions d'amis.
- 19.25 Vidéo gag.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Au nom du sport.
- 20.40 Le Résultat des courses, Météo.
- 20.50 Briveheart ■
Film. Mel Gibson. O.
- 21.05 Suite 2.
- 21.55 Clés d'histoire.
- 0.05 Les Rois du sport.
Film. Pierre Colombar. O.

RADIO

- 0.25 Partir avec National Geographic.
Les Cobras souverains de l'Inde.
- 1.20 A la recherche du passé ■
Film. Jean Kroll. O.

ARTE

- 19.45 Météo, Arte info.
- 20.05 Le Dessous des cartes.
- 20.10 The Rules. All You Need Is Cash.
(1/3) O.
- 20.45 Série noire au Crédit Lyonnais.
[6/6]. Sauve qui peut !
- 21.55 Métropolis.
- 22.55 Spectromania.
[6/6]. L'envolement. O.
- 23.50 Music Planet. Papi Smith.
L'océan des possibles.
- 0.40 Casanova.
un adolescent à Venise ■
Film. Luigi Comencini.

M 6

- 19.10 Turbo.
- 19.45 Warming.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.00 Mode 6.
- 20.10 Plus vite que la musique.
- 20.45 Ciné 6.
- 20.55 La Trilogie du samedi.
20.56 Charmed. Au nom du père. O.
- 21.50 The Sentinel.
Meurtre en mémoire. O.
- 22.45 Buffy contre les vampires.
Azzula. O.
- 23.40 Pour légitime.
Téléfilm. Michael Toshiyuki Uno. O.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Fiction.

صحنه من الامل

28

Le Monde

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 MARS 1999

Sang contaminé : le parquet de Paris requiert le renvoi en correctionnelle de 31 personnes

La décision de la juge d'instruction est imminente

L'ARRÊT rendu le 9 mars par la Cour de justice de la République (CJR) à la suite du procès des anciens ministres Georgina Dufoix, Laurent Fabius et Edmond Hervé n'a pas mis un terme à l'affaire du sang contaminé. Comme prévu, la justice va désormais se pencher sur le volet dit « non ministériel » de l'affaire, autrement dit celui concernant d'anciens responsables sanitaires et administratifs. Ce volet, qui fait l'objet d'une instruction depuis la fin de l'année 1993 par la juge parisienne Marie-Odile Bertella-Geffroy, est entré, vendredi 12 mars, dans une phase décisive puisque le parquet de Paris a rendu ses réquisitions définitives, transmises au magistrat instructeur.

Le parquet suggère le renvoi de trente-et-une personnes devant le tribunal correctionnel et non devant une cour d'assises. En fonction des faits reprochés aux uns et aux autres, différentes qualifications sont retenues par le ministère public et détaillées dans un communiqué diffusé vendredi : « Administration de substances nuisibles à la santé » ; « complicité d'administration de substances nuisibles à la santé » ; « non-assistance à personne en péril » ; « homicide involontaire » ; « atteintes involontaires à l'intégrité physique entraînant une incapacité totale de travail supérieure à trois mois ». De tous ces délits, le plus lourdement réprimé est celui d'« administration de substances nuisibles » avec une peine maximale de dix ans de prison, contre deux ans pour un « homicide involontaire ».

UN SEUL NON-LIEU REQUIS
Parmi les vingt-trois personnes mises en cause pour « homicide involontaire », le parquet a retenu les principaux conseillers des anciens ministres. Louis Schweitzer, ex-directeur de cabinet de M. Fabius, est dans ce cas, de même qu'un proche conseiller de M. Hervé, Claude Weissberg.

Le parquet requiert également le renvoi en correctionnelle du Dr Michel Garretta, ancien directeur général du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) pour « complicité d'administration de substances nuisibles et « homicide involontaire ». Le parquet souhaite aussi faire juger l'ex-directeur général de la santé, Jacques Roux, et celui du Laboratoire national de la Santé, Robert Netter. Un seul non-lieu a été requis, au bénéfice du professeur Jean-Bernard Ducos, ancien président de la Commission nationale consultative de la transfusion sanguine.

Dans ce volet de l'affaire, il reste maintenant à connaître la position du magistrat instructeur. M^{me} Bertella-Geffroy, qui a clos son instruction le 21 octobre 1988, attendait les réquisitions du parquet pour prendre sa décision. Deux hypothèses sont envisageables : soit elle suit le parquet et décide de renvoyer les prévenus devant le tribunal correctionnel, en retenant par exemple le délit d'homicide involontaire ; soit elle les renvoie devant une cour d'assises, où les qualifications sont d'une tout autre gravité, par exemple « violence ou voie de fait ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Si M^{me} Bertella-Geffroy opte

pour cette seconde voie, il appartiendra à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de renvoyer ou non les personnes concernées devant les assises. Il semble toutefois que le juge ne pourra conserver la qualification d'empoisonnement, retenue dans un premier temps pendant l'instruction, car la Cour de cassation a restreint le champ de cette infraction dans un arrêt du 2 juillet 1998.

Le juge Bertella-Geffroy, dont la décision est attendue en début de semaine, reproche aux divers responsables sanitaires et administratifs d'avoir freiné la mise à disposition, pour les hémophiles, de produits chauffés non contaminés par le virus du sida, d'avoir retardé la mise en place du dépistage systématique du virus dans les dons de sang afin de favoriser la firme française Diagnostics Pasteur et d'avoir collecté du sang dans les milieux à risques, notamment en prison. Une cinquantaine de victimes se sont constituées parties civiles dans ce dossier.

Philippe Broussard

Syndrome de la guerre du Golfe : un livre publié à Prague met en cause le général Schwarzkopf

PRAGUE
de notre correspondant

Les anciens combattants tchèques de la guerre du Golfe de 1991 ont salué l'adhésion, vendredi 12 mars, de leur pays à l'OTAN, en publiant un ouvrage sulfureux : un journaliste et l'ancien chef de l'unité tchécoslovaque de lutte antichimique y accusent le Pentagone et le général américain Norman Schwarzkopf, qui commanda les troupes de la coalition, d'avoir commis une grave erreur et tenté de l'étoffer.

Des milliers de soldats américains, britanniques et tchèques souffrent, depuis leur retour du Golfe, de troubles divers, dont des cancers. Longtemps nié, le phénomène fut d'abord mis au compte de l'absorption de comprimés antigaz innervants. En 1996, les autorités tchèques et américaines avaient admis qu'il pouvait être lié à l'inhalation de gaz toxiques lors de bombardements de stocks chimiques en Irak. Le livre étaye cette thèse, mais accuse le général de n'avoir pas pris au sérieux les relevés de l'unité tchécoslovaque qui

décéla dans l'air, le 19 janvier 1991, de faibles concentrations de gaz toxiques. Les auteurs apporteraient la preuve qui faisait défaut : le Pentagone a toujours nié avoir eu connaissance de ce message tchécoslovaque, or dans son journal de guerre, le général Schwarzkopf écrit ce jour-là : « L'unité tchèque a décelé 2 % HO [code pour matière chimique toxique] dans l'air à 11 h 00. Monté à 3 % à 13 h 00. C'est la naissance d'une fausse rumeur qui a circulé cet après-midi. » Un commentaire ajoute : « Expliqué que cela est impossible. »

Les troupes qui se trouvaient dans le secteur contaminé n'avaient pas reçu l'ordre de se protéger. Selon un témoignage recueilli sous serment d'un responsable de l'armée tchèque, le général aurait ordonné le silence à celle-ci, puis le Pentagone renouvellerait des pressions en ce sens. En août 1993, le ministre tchèque de la défense brisa le silence sous la pression de la presse, mais le Pentagone attendit trois ans avant de confirmer.

Martin Plichta

Edmond Hervé renonce à se pourvoir en cassation

L'EX-SECRÉTAIRE D'ÉTAT à la santé Edmond Hervé, le seul des trois anciens ministres à avoir été condamné - mais dispensé de peine -, mardi 9 mars, par la Cour de justice de la République dans l'affaire du sang contaminé, a renoncé à se pourvoir en cassation. M. Hervé, condamné pour avoir « commis une faute d'imprudence ou de négligence et un manquement à une obligation de sécurité ou de prudence qui lui était imposée par le code de santé publique », s'était accordé quelques jours de réflexion, après le procès, pour réagir à cette décision qu'il qualifiait de « veule et lâche ».

Dans un communiqué diffusé vendredi, M. Hervé a finalement tranché. « Je n'entends pas me retrouver devant une Cour de justice dans laquelle je n'ai aucune confiance, écrit-il. Pour cette raison, je renonce à me pourvoir en cassation, quoique les motifs soient nombreux et solides et la condamnation qui me frappe totalement injuste et absurde. » Le maire (PS) de Rennes ajoute : « Les soutiens que je reçois, les commentaires qui sont faits, ma propre réflexion renforcent ma détermination pour faire reconnaître la vérité et la qualité du travail qui a

été accompli par le secrétariat d'État à la Santé de 1983 à 1986. »

Dans un entretien accordé au Monde après la décision de la CJR, Edmond Hervé avait vivement critiqué cette nouvelle juridiction composée de douze parlementaires (six sénateurs, six députés) et de trois magistrats professionnels. Il avait qualifié de « tribunal d'exception à caractère politique ».

Ce procès, critiqué bien au-delà du seul Edmond Hervé, pourrait cependant connaître de nouveaux développements. A la suite de la plainte d'un des juges de la Cour, le député (RPR) des Hautes-Alpes Patrick Ollier, le parquet de Paris a en effet ouvert, vendredi, une information judiciaire pour « violation du secret professionnel ». Un juge d'instruction va être désigné pour tenter de déterminer l'origine de « fuites » sur le délibéré de la CJR. La justice devra notamment chercher à établir comment la presse a obtenu des informations sur le décompte des voix des juges qui ont condamné M. Hervé, mais relaxé Laurent Fabius Georgina Dufoix.

Ph. Br.

Frédéric Filloux est nommé directeur de la rédaction de « Libération »

LA RÉDACTION de Libération a confirmé, lors d'un vote serré, vendredi 12 mars, la nomination de Frédéric Filloux comme directeur de la rédaction du journal. Il succède à Laurent Joffrin, qui vient de retourner au Nouvel Observateur (Le Monde des 16 février et 4 mars). Les statuts de Libération prévoient que la rédaction peut mettre son veto au choix du directeur de la rédaction si 66 % des votants refusent le candidat. Le vote a été largement suivi, avec 200 votants sur 229 journalistes inscrits. Il témoigne d'une rédaction partagée. M. Filloux a recueilli 91 suffrages, tandis que 88 journalistes ont voté contre et 21 ont voté blanc. Le choix de M. Filloux avait surpris une partie de la rédaction, qui le connaissait peu. Il est assisté de deux directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Michel Helvig et Jacques Amalric. (Lire page 11.)

DÉPÊCHES

■ BASKET-BALL : l'équipe de France masculine évoluera dans le Groupe A, à Toulouse, en compagnie de la Yougoslavie, d'Israël et de la Macédoine lors du premier tour de la phase finale de l'Euro 99 (21 juin-3 juillet), après le tirage au sort effectué, vendredi 12 mars, à Paris. Au terme de ce premier tour (21-23 juin), les trois premières équipes de chaque groupe seront qualifiées pour le deuxième tour, en conservant les points acquis. Les Bleus joueront, le cas échéant, leurs matches du deuxième tour (26-28 juin) à Pau. Les quarts de finale, les demi-finales, les matches de classement et la finale auront lieu à Paris (Bercy), les 1^{er}, 2^e et 3^e juillet. Les cinq premiers de l'Euro 99 seront qualifiés pour les Jeux olympiques de Sydney, en 2000.

■ CYCLISME : le Français Jacky Durand (Lotto) a mené à bien une échappée de 174 km pour gagner, vendredi 12 mars, la 6^e étape de Paris-Nice, course entre Romans (Drôme) et Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence) sur 211 km. A deux jours de l'arrivée, le Néerlandais Michael Boogerd (Rabobank) a conservé le maillot blanc de leader.

Une personne sur trois ne sait pas ce qu'elle perd, une personne sur deux qu'elle a droit à la MACIF. Une personne sur deux, qui rembourse ses dépenses de santé, ne sait pas que les produits MACIF peuvent lui servir à améliorer ses prestations. On a tout à gagner à MACIF.



Enseig

VO
N'AVE
LE D